



**CENTRE NATIONAL D'ETUDES STRATEGIQUES ET DE SECURITE
CNES-NIGER**

**ETUDE APPROFONDIE SUR LES
FACTEURS DE RADICALISATION
EN MILIEUX RURAL, URBAIN,
UNIVERSITAIRE ET CARCÉRAL DANS
CINQ RÉGIONS DU NIGER**

**CENTRE NATIONAL D'ETUDES STRATEGIQUES ET DE SECURITE
CNESS-NIGER**

**ETUDE APPROFONDIE SUR LES
FACTEURS DE RADICALISATION
EN MILIEUX RURAL, URBAIN,
UNIVERSITAIRE ET CARCÉRAL DANS
CINQ RÉGIONS DU NIGER**

Table de matière

Avant Propos	4
Résumé.....	5
Introduction.....	8
I. Définition de quelques concepts-clés	12
II. Démarche méthodologique	13
2.1. Choix des régions	13
2.2. Choix des départements	15
2.3. Choix des communes	15
2.4. Choix des villages	16
2.5. Choix des enquêtés	16
2.6. Choix des centres carcéraux.....	16
2.7. Choix des centres universitaires	17
2.8. Population enquêtée en fonction des milieux d'enquête.....	17
2.9. Outils de collecte des données	18
2.10. La collecte des données.....	19
2.11. Traitement et analyse des données	19
2.12. Difficultés rencontrées	19
2.13. Portée et limite de l'étude	20
III. Théorie de la radicalisation.....	20
3.1 Contexte de radicalisation dans l'espace saharo-sahélien	20
3.2. Contexte général de la radicalisation religieuse au Niger	22
3.2.1 Les menaces des organisations djihadistes	23
3.2.2. Les risques	24
IV. Résultats de l'étude	25
4.1. Facteurs de radicalisation en milieu rural.....	25

4.1.1. Facteurs de vulnérabilité des jeunes en milieu rural	25
4.1.1.1. Méconnaissance des lois et règlements de la République	26
4.1.1.2. Analphabétisme des jeunes	27
4.1.1.3. Faible opportunité d'emploi et d'auto emploi	278
4.1.1.4. Faible connaissance de la signification des versets du Coran	32
4.1.1.5. Sentiment de justice ou d'injustice	36
4.1.1.6. Sentiment de mauvaise gouvernance.....	39
4.1.2. Facteurs déclencheurs de la violence chez les jeunes en milieu rural	42
4.1.2.1. Application brusque des lois qui répriment la majorité des jeunes.....	42
4.1.3. Voies de radicalisation des jeunes en milieu rural.....	43
4.1.3.1. Voie politique	44
4.1.3.2. Voie religieuse	44
4.1.3.3. Voie ethnique	48
4.1.4. Schéma de la radicalisation de jeunes en milieu rural	49
4.2. Facteurs de radicalisation en milieu urbain	53
4.2.1. Facteurs de vulnérabilité des jeunes en milieu urbain	53
4.2.1.1. Méconnaissance des lois et règlements de la République	53
4.2.1.2. Méconnaissance ou faible connaissance du Coran et de la Sounna.....	53
4.2.1.3. Analphabétisme des jeunes	536
4.2.1.4. Sentiment d'injuste	538
4.2.1.5. Sentiment de mauvaise gouvernance.....	62
4.2.1.6. Chômage des jeunes.....	65

4.2.2. Voies de radicalisation des jeunes en milieu urbain	69
4.2.3. Schéma de la radicalisation de jeunes en milieu urbain.....	69
4.2.4. Profils des jeunes à fort risque de radicalisation en milieu urbain et rural.....	72
4.3. Facteurs de radicalisation en milieu universitaire (enseignement français).....	74
4.3.1. Facteurs de vulnérabilité des jeunes en milieu universitaire	74
4.3.1.1. Dépendance vis-à-vis des subventions de l'Etat.....	74
4.3.1.2. Connaissance du Coran et radicalisation	744
4.3.1.3. Sentiment d'injustice ou d'inégalité devant la loi.....	747
4.3.1.4. Sentiment de mauvaise gouvernance.....	749
4.3.2. Schéma de la radicalisation en milieu universitaire.....	82
4.4. Facteurs de dualisation des jeunes en milieu universitaire d'enseignement arabe et islamique	85
4.5. Facteurs de radicalisation en milieu carcéral	89
4.5.1. Schéma de la radicalisation des jeunes en milieu carcéral	92
Conclusion	94
Bibliographie	101

Avant-propos

De la pensée extrême à la violence physique, un processus qu'on peut qualifier de radicalisation, tout en prenant le soin de s'interroger également sur les éléments qui favorisent son développement.

Depuis plusieurs années maintenant, les concepts de radicalisation et d'extrémisme violent se sont invités dans le vocabulaire sécuritaire, accompagnant l'apparition du terrorisme international et la lutte globale contre celui-ci. Au cœur de ces problématiques figure le processus de radicalisation qui voit la pensée gagner en intransigeance et en radicalité pour finalement, dans certains cas, déboucher sur la violence physique.

Le Sahel et le Niger en particulier sont confrontés à ces phénomènes qui se développent chez les jeunes et dont les conséquences sont dramatiques pour la société tout entière. Malheureusement, le processus de radicalisation est difficilement détectable, raison pour laquelle l'Etat peine à le prévenir.

L'identification des causes profondes à l'origine de la radicalisation, en particulier celle des jeunes, constitue donc un enjeu sociétal et sécuritaire majeur. Le CNESS s'est livré à cet exercice à travers la réalisation d'une étude approfondie visant à identifier et à mesurer les facteurs de radicalisation en milieu rural, urbain, universitaire et carcéral dans cinq régions du Niger. Ainsi, il s'est agi pour le CNESS de formuler une réponse à une question à la fois simple et très complexe : pourquoi et comment les jeunes se radicalisent-ils au Niger et dans ces milieux ?

J'invite le lecteur à découvrir les résultats de cette étude menée par des experts nigériens que j'ai l'honneur de féliciter à mon nom propre et au nom du Président de la République, SEM Issoufou MAHAMADOU.

Cette étude n'aurait pas été possible sans le financement apporté par le Danemark et la Norvège par l'intermédiaire du National Democratic Institute (NDI), dans le cadre du programme sous régional intitulé « Renforcer la Gouvernance Démocratique du Secteur de la Sécurité au Sahel ». Je leur adresse mes sincères remerciements et ma haute reconnaissance.

General de Brigade Ibra Boulama Issa

Directeur du CNESS

Résumé

L'étude sur les facteurs de radicalisation des jeunes en milieu rural, urbain, universitaire et carcéral conduite par le Centre National d'Etudes Stratégiques et de Sécurité avec l'appui du National Democratic Institute (NDI) vise à identifier de manière spécifique, les facteurs déterminants dans le processus de la radicalisation des jeunes dans ces différents milieux. L'étude a concerné soixante-dix (70) villages, cinq chefs-lieux de région, cinq universités publiques d'enseignement classique, deux universités privées d'enseignement arabe, une université islamique de renommée internationale et centres pénitentiaires. Au total 2376 jeunes âgés de 18 à 40 ans ont été interviewés à travers des fiches individuelles et 250 personnes composées de leaders religieux, coutumiers et des personnes ressources ont été interviewées lors des 25 focus groupe et entretiens informels. Ce processus a permis de recueillir des données qualitatives et quantitatives ayant servi à la production du présent rapport. Les résultats ont démontré que les facteurs de vulnérabilité des jeunes varient parfois en fonction du milieu dans lequel ils vivent. Toutefois on constate une similitude entre le milieu urbain et le milieu rural mais on note une différence nette quant au degré de vulnérabilité. Soumis aux mêmes facteurs, les jeunes en milieu rural sont plus vulnérables que leurs frères vivant en ville. Le tableau suivant donne la proportion de vulnérabilité des jeunes en fonction des facteurs et du milieu :

Tableau N°1 : Facteurs de vulnérabilité en milieu rural et urbain

Facteurs de vulnérabilité	% des jeunes vulnérables en milieu rural	% des jeunes vulnérables en milieu urbain
Méconnaissance des lois de la république	95%	76%
Méconnaissance du Coran en profondeur parmi ceux qui l'ont étudié selon les régions.	93% à 96%	80% à 97%
Chômage et manque de perspective d'emploi selon les régions	48% à 72%	12% à 45%
Analphabétisme et faible niveau scolaire (58% à 63%) selon les régions	58% à 63%	25% à 46%

Source : enquête CNESS 2018

L'analyse des facteurs répulsifs dans ces milieux, révèle deux sentiments chez les jeunes : le sentiment d'injustice et le sentiment de mauvaise gouvernance des ressources publiques. Dans les villages, environ **65, 25%** des jeunes enquêtés vivent avec ce sentiment d'injustice dans leurs têtes contre **65.50%** en ville. Concernant le sentiment de mauvaise gouvernance, on trouve **34%** dans les villages contre **55,6%** dans les grandes villes. Sachant que les extrémistes se basent généralement sur la perception des jeunes, on peut conclure que ces chiffres au-dessus des 50% créent un terreau favorable pour les extrémistes.

Dans les universités, l'analyse des facteurs de vulnérabilité au niveau des universités a révélé d'autres facteurs différents de ceux des villes et des villages. Dans les universités d'enseignement français, les résultats montrent que les facteurs de vulnérabilité des jeunes étudiants sont essentiellement : la dépendance des étudiants vis-à-vis des allocations de l'Etat (80% des étudiants en dépendent) et le cumul de la connaissance approfondie du Coran et du savoir moderne. Les étudiants qui ont ce profil varient de 2% à 8% selon les universités.

Dans les universités, le sentiment d'injustice a été exprimé par plus de 56% des étudiants enquêtés, celui de la mauvaise gouvernance a été exprimé par plus de 58% des étudiants enquêtés.

Dans les universités d'enseignement arabe, les étudiants de l'enseignement arabe se sentent discriminer par le système francophone ou anglophone selon leurs pays d'origine avant même de faire face à la réalité de l'emploi. Le manque de perspective et le sentiment de discrimination vis-à-vis de leurs diplômes peuvent pousser ces étudiants à emprunter la voie de l'extrémisme pour se valoriser et aussi valoriser les connaissances acquises. L'étude dans ce milieu a également révélé une large domination du courant salafiste dans ces universités. Moins de 25% des étudiants se réclament du courant « Tidjania » considéré comme l'islam tolérant pratiqué par la plupart des musulmans nigériens.

Dans les centres carcéraux, les principaux facteurs de radicalisations sont les erreurs judiciaires et le retard de jugement (procédure de jugement très lente). Cela crée un sentiment de frustration et d'injustice au niveau des détenus. La cohabitation entre les détenus ordinaires et les djihadistes peut favoriser la radicalisation des délinquants primaires.

Introduction

L'un des problèmes qui menace la sécurité du monde contemporain reste le phénomène de la radicalisation des jeunes. Bien que le concept de radicalisation ne soit pas défini de manière unanime, la radicalisation peut être considérée comme un phénomène processuel, au sens où elle consiste en une succession d'événements, une série de choix successifs qui amènent des individus à épouser des opinions, des idées, voire des idéologies intransigeantes et extrêmes. La notion de radicalisation est généralement associée à des pratiques et des opinions radicales pouvant entraîner le recours à la violence comme moyen d'expression, mais il est important d'éviter la confusion.¹ La radicalisation peut mener à la violence, mais le passage à l'acte ne concerne qu'une fraction minoritaire des radicalisés. On parlera alors d'extrémisme violent pour désigner cette dernière. L'extrême difficulté à identifier les déterminantes du passage de la radicalisation à l'extrémisme violent constitue un défi redoutable pour les politiques de sécurité.

La radicalisation est souvent associée à la notion d'extrémisme car les sujets qui se radicalisent s'imprègnent de croyances ou d'idéologies extrêmes. Les compromis sont dès lors exclus et des changements fondamentaux, de nature révolutionnaire, constituent l'horizon politique de ces individus. Notons que l'extrémisme est, contrairement à la radicalisation, toujours lié à la violence et à l'intolérance.² La radicalisation violente peut amener au terrorisme car l'extrémisme a notamment pour caractéristique de justifier l'emploi de tous les moyens, y compris la mort de personnes innocentes. Le terrorisme traduit ainsi au niveau comportemental une radicalisation qui, elle, relève des registres à la fois intellectuel et émotionnel.³ On peut ainsi

¹ CNRS le journal. (2016). *Face au terrorisme, la recherche en action ; comprendre la radicalisation*. <https://lejournale.cnrs.fr/nos-blogs/face-au-terrorisme-la-recherche-en-action/comprendre-la-radicalisation>

² Université de la Paix. (2016). *Radicalisation (1) : définition de la problématique*.

<https://www.universitedepaix.org/radicalisation-et-violence-definition-de-la-problematique-1>

³ Marret, J.L.; Feddes, A.R.; Mann, L.; Doosje, E.J.; Griffioen-Young, H. (2013). An Overview of the SAFIRE Project: A Scientific Approach to Finding Indicators and

voir le terrorisme comme un passage à l'acte qui résulte de pulsions générées par l'adhésion à une idéologie extrême dont le caractère radical ne permet d'autres issues que de s'imposer par la violence.

La radicalisation est un phénomène complexe et en développement constant. Elle est liée à des facteurs divers de natures politiques, sociologiques, économiques et psychologiques. Elle peut toucher une très grande variété de personnes, en ce sens qu'il n'existe pas un profil unique de personne radicalisée. Tout au plus, les études sociologiques permettent-elles d'observer, d'une part, que la radicalisation provient le plus souvent d'une rupture avec l'ordre établi, le système sociétal existant,⁴ et, d'autre part, que la radicalisation s'opère dans le cadre système. Il s'agit donc d'un processus social même s'il est souvent décrit sous la forme de trajectoires individuelles.

Pour mieux comprendre le phénomène de radicalisation des jeunes, il est important d'analyser le système qui l'entretient, connaître les différents éléments constitutifs et leur interaction. Pour cela, il convient de rechercher les facteurs de vulnérabilité, les facteurs répulsifs et les acteurs qui entrent en jeu. Si certains auteurs ont étudié la radicalisation des jeunes en cherchant à établir des parcours-types et à décrire les processus de radicalisation en termes généraux, on constate cependant que les réponses standardisées apportées par les Etats s'avèrent peu efficaces. Cela tend à fragiliser la théorie selon laquelle les jeunes suivent des processus similaires pour se radicaliser. La présente étude se veut plus large et s'appuie sur le postulat que les jeunes se radicalisent en fonction des facteurs que leur milieu de vie leur impose et aussi en fonction des objectifs des acteurs qui impulsent la

Responses to Radicalisation,

https://pure.uva.nl/ws/files/1678195/140359_file400567.pdf

⁴Parlement Européen. (2015). *Rapport sur la prévention de la radicalisation et du recrutement de citoyens de l'Union par des organisations terroristes.* <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A8-2015-0316+0+DOC+XML+V0//> .

radicalisation. C'est pourquoi quatre (4) milieux (urbain, rural, universitaire et carcéral) où interagissent les jeunes, ont été ciblés pour mener cette étude.

Le Centre National d'Etudes Stratégiques et de Sécurité espère ainsi pouvoir proposer des solutions appropriées pour chaque milieu en fonction des facteurs identifiés. L'Etat pourrait ainsi s'inspirer de ces recommandations pour adapter ses mesures de lutte contre l'extrémisme violent. Ces recommandations s'adressent également aux Organisations Non Gouvernementales (ONG) et Organisations de la Société Civile (OSC) dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent au Niger. La démarche mise en œuvre prend la forme d'une étude à la fois qualitative et quantitative qui a touché plus de 1300 jeunes nigériens. Elle a permis de rassembler des données chiffrées et théoriques qui donnent un aperçu clair des facteurs de radicalisation, ainsi qu'une indication des proportions de la jeunesse qui est soumise à ces facteurs. Certes, l'échantillon étudié ne permet pas d'extrapoler les résultats à l'ensemble du pays, mais il décrit précisément la situation dans chaque milieu étudié. Ce document est structuré en quatre grandes parties.

La première partie est consacrée à la définition des concepts-clés sur le thème de la radicalisation. Ce sont des définitions affinées par les consultants suite aux séances d'analyse et de compréhension du sujet avec les jeunes, les leaders religieux et les chefs coutumiers. Ces définitions s'inspirent de la compréhension des concepts par les populations enquêtées.

La deuxième partie reprend succinctement la démarche méthodologique adoptée pour collecter, traiter et analyser les données qui ont permis d'élaborer le rapport.

La troisième partie est consacrée à l'analyse du cadre théorique sur la radicalisation au Sahel et au Niger en particulier.

La quatrième partie quant à elle, présente les résultats de l'étude. Elle comporte quatre sections que sont :

- les facteurs de radicalisation des jeunes en milieu rural ;

- les facteurs de radicalisation des jeunes en milieu urbain ;
- les facteurs de radicalisation des jeunes en milieu universitaire (enseignement français et arabe) ;
- les facteurs de radicalisation des jeunes en milieu carcéral.

I. Définition de quelques concepts-clés

Ces définitions proviennent d'une série d'entretiens avec les groupes de jeunes, les leaders religieux et les leaders coutumiers sur les différents concepts. Elles résultent à la fois en des définitions proposées par les groupes enquêtés et de certaines définitions proposées par les experts de l'UNESCO⁵.

Radicalisation : Ce concept fait l'objet de débats et de controverses. Difficile donc de se référer à une définition standard universellement acceptée. Nous avons fait le pari de le définir en nous inspirant de la compréhension des communautés enquêtées. De ce point de vue, la compréhension dominante de la radicalisation est celle d'un processus pouvant mener une personne ou une communauté à rompre avec le sens commun ⁶ sur des questions politiques, idéologiques, religieuses, ethniques ou racistes. Ce processus est réversible.

Dé-radicalisation : c'est le processus qui permet à une personne ou une communauté de renouer avec le sens commun.

Extrémisme : c'est le fait de défendre des idées politiques, idéologiques, religieuses, ethniques ou racistes très éloignées de ce que la plupart des gens jugent correctes.

Extrémisme violent : c'est le fait de défendre des idées politiques, idéologiques, religieuses, ethnocentriques ou racistes très éloignées de ce que la plupart des gens jugent correctes en faisant usage de la violence.

Facteurs de radicalisation : Ce sont les opinions, les actes et/ou les faits réels ou apparents qui créent les conditions favorables à la radicalisation d'une personne ou d'une communauté. Lorsque ces facteurs favorisent directement la violence, on parle de facteurs

⁵ Source : UNESCO 2017, Prévention de l'extrémisme violent par l'éducation

⁶ Sens commun : le bon sens.

déclencheurs. Lorsque ces facteurs favorisent indirectement la violence, on parle de facteurs de vulnérabilité.

Facteurs répulsifs : Ce sont les opinions, les actes et/ou les faits réels ou apparents qui poussent une personne ou une communauté à rompre avec leur environnement social ; rupture qui peut les faire basculer dans l'extrémisme.

Facteurs attractifs : Ce sont les opinions, les actes et/ou les faits réels ou apparents qui attirent une personne ou une communauté vers la radicalisation et l'extrémisme.

Voie de radicalisation : c'est le moyen utilisé par certains leaders (souvent extrémistes) pour convaincre une personne ou une communauté de se rallier à leur cause.

II. Démarche méthodologique

Pour la réalisation de cette étude nous avons adopté une méthodologie mixte alliant la méthode qualitative à la méthode quantitative. Ce point décrit le processus ayant permis la réalisation de l'étude.

2.1. Choix des régions

L'étude a concerné cinq (5) régions sur les huit (8) que compte le Niger. Toutes les régions ont été choisies soit parce qu'elles sont victimes d'attaques terroristes, soit parce qu'elles font frontière avec une zone en conflit à l'exception de Zinder qui a été choisie à cause des actions violentes à caractère religieux qu'elle a connues en 2015. La région de Zinder a été surtout choisie à cause de la montée de violence chez les jeunes au cours de ces dernières années. Ainsi :

- **La région de Diffa** a été choisie parce qu'elle est touchée par le phénomène de Boko Haram. C'est un foyer de tension extrémiste depuis plusieurs années. Cette région est vaste de 156 906 km² pour une population estimée en 2016 à 648 049⁷ habitants. Sa

⁷ RGPH 2012

population est composée des Kanuri, des Peuls, des Arabes, des Toubou et des Haoussa ;

- **La région de Tillabéri** a été retenue à cause de sa proximité avec la zone Nord du Mali qui est perturbée, depuis plusieurs années, par l'invasion de plusieurs organisations djihadistes. La région de Tillabéri a été la cible d'attaques terroristes récurrentes. Elle couvre une superficie de 89 623 km². Sa population est composée des Zarma-Sonraï, des Touareg, des Peuls, des Haoussa et est estimée à 3 052 368 habitants.
- **La région de Tahoua** a été choisie pour sa proximité avec le Nord libyen. Cette région a subi aussi plusieurs attaques terroristes. Elle couvre une superficie de 106 677 km² pour une population estimée à 3 699 907 habitants. Elle est composée des Haoussa, des Touareg, des Peuls et des Arabes.
- **La région de Niamey** a été choisie à cause de l'attaque perpétrée à la maison d'arrêt en juin 2013. La région compte plusieurs universités d'enseignement arabe et abrite la plus grande université du pays. La ville de Niamey s'étend sur 239,3 km² pour une population d'environ 1 126 257⁸ habitants. On y retrouve tous les groupes ethniques du Niger.
- **La région de Zinder** a été choisie non seulement sur la base de sa proximité avec Diffa où sévit Boko Haram mais aussi à cause des insurrections violentes à caractères religieux en janvier 2015. Les mouvements des jeunes de cette région vers le Nigéria sont très importants. Ils y partent soit pour la recherche du travail, soit pour la recherche du savoir islamique. C'est aussi l'une des régions du Niger ayant connu plusieurs manifestations religieuses à relents extrémistes depuis les années 1990. La région de Zinder couvre une superficie de 145 430 km². Sa population est estimée à 3 966 348⁹ habitants et est composée essentiellement des

⁸ RGPH 2012

⁹ RGPH 2012

Haoussa, des Kanuri, des Peuls, des Touaregs, des Toubou et des Arabes,

2.2. Choix des départements

Le choix a été fait de manière raisonnée et participative avec les autorités régionales. Il est basé sur les critères suivants :

- Etre frontalier avec un pays limitrophe en guerre ou contre des groupes terroristes ;
- Etre reconnu par l'Etat du Niger comme une zone d'insécurité potentielle ;
- Etre victime d'une attaque terroriste ou d'une insurrection à caractère extrémiste.

Ces trois critères ont permis de choisir 14 départements répartis comme suit :

Région	Département
Diffa	- Bosso - Diffa - N'Guinguimi
Zinder	- Miriya - Zinder - Tanout
Tillabéri	- Abala - Bankilaré - Ouallam - Tillabéri
Tahoua	- Tahoua - Tchintabaraden - Tassara
Niamey	- 5 communes

2.3. Choix des communes

Le choix des communes a été fait de manière participative avec les experts du CNESS, les autorités administratives et les consultants. Les

critères sur lesquels les trois acteurs se sont basés pour choisir les communes dans lesquelles les enquêtes ont lieu sont :

- Etre influencée ou menacée par des extrémistes locaux ou étrangers ;
- Avoir été au moins une fois victime d'une attaque terroriste ou une insurrection à caractère extrémiste ;
- Etre menacée en permanence par une incursion de groupes terroristes ;
- Partager une frontière avec un pays ou une zone exposé(e) au phénomène de l'extrémisme violent.

2.4. Choix des villages

Tout comme les départements et les communes le choix des villages a été fait aussi de manière participative avec les autorités communales. C'est à l'issue des réunions tenues avec entre les autorités communales que les consultants ont choisi cinq (5) villages au niveau de chaque commune. Le choix des villages a été fait sur la base des mêmes critères que les communes.

2.5. Choix des enquêtés

Le choix des enquêtés a été fait de manière totalement aléatoire dans les villages, les villes, les universités et les prisons. L'enquête a surtout concernée les jeunes (hommes et femmes) dont l'âge est compris entre 18 et 40 ans . Dans chaque village 15 jeunes ont été interviewés. Dans les chefs-lieux des régions, 30 jeunes ont été interviewés par commune et 50 jeunes par arrondissement communal pour le cas de Niamey.

2.6. Choix des centres carcéraux

Les centres carcéraux ont été sélectionnés en concertation avec les services compétents du Ministère de la justice. Au total quatre (4) maisons d'arrêts et une prison de haute sécurité ont été retenues. Les prisonniers interviewés ont été choisis de manière aléatoire par les enquêteurs. Un échantillon de 5% a été retenu pour les prisonniers de

droit commun et les présumés djihadistes dans chaque prison. Le tableau suivant donne les centres pénitentiaires retenus.

Tableau N°2 : Centres pénitentiaires retenus

Région	Centres pénitentiaires
Diffa	Maison d'arrêt de Diffa
Zinder	Maison d'arrêt de Zinder
Tahoua	Maison d'arrêt de Tahoua
Tillabéri	Prison de haute sécurité de Koutoukalé
Niamey	Maison d'arrêt de Niamey
Total	5

2.7. Choix des centres universitaires

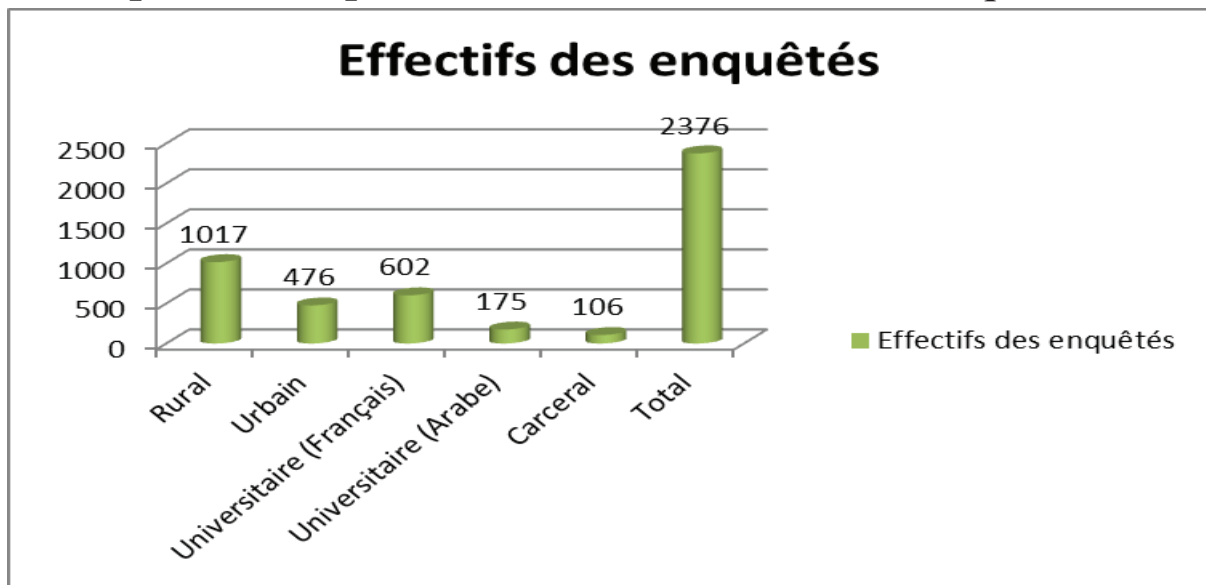
L'étude a concerné les cinq universités publiques des régions retenues. Deux universités privées d'enseignement arabe et l'université islamique internationale de Say ont fait l'objet d'enquête. L'échantillon d'étudiants enquêtés est fonction du nombre total des étudiants inscrits dans chaque université varie entre 1% et 5% d'étudiants inscrits.

Tableau n°3 : Répartition des enquêtés par université

Milieu Universitaire	% par rapport à l'effectif total des inscrits	Echantillon enquêté
Université Abdou Moumouni de Niamey	1%	214
Université de Diffa	5%	53
Université de Tahoua	5%	200
Université Tillabéry	5%	48
Université de Zinder	5%	87
Total		602

Source : étude CNESS, avril 2018

2.8. Population enquêtée en fonction des milieux d'enquête



Source : étude CNESS, avril 2018

En plus des 2376 jeunes interviewés à travers les fiches d'enquête, 25 focus groupes ont été animés dont 10 focus avec les jeunes en milieu rural, 10 avec les jeunes en milieu urbain et 5 avec les étudiants des universités publiques. Des entretiens individuels informels avec des leaders religieux, des leaders coutumiers et des personnes ressources ont également été conduits pour avoir les informations auxquelles il est difficile d'accéder en publique ou en prenant note

2.9. Outils de collecte des données

Pour la collecte des données quantitatives, huit outils de collecte des données ont été élaborés. Il s'agit de :

- un questionnaire administré aux jeunes du milieu rural
- un questionnaire pour les jeunes en milieu urbain
- un questionnaire pour les jeunes en milieu universitaire
- un questionnaire pour les jeunes en milieu universitaire d'enseignement arabe
- un questionnaire pour les jeunes en milieu carcéral
- une fiche pour les présumés djihadistes
- une fiche pour les détenus de droit commun,

Pour la collecte des données qualitatives, un guide d'entretien a servi à mener des focus groups et des entretiens individuels avec les leaders religieux coutumiers et les personnes ressources.

2.10. La collecte des données

La collecte des données a eu lieu du 15 au 30 avril, soit pendant 15 jours. Elle a été conduite à la même période dans chacune des cinq régions. Une équipe de sept personnes, dont un superviseur, un consultant et cinq enquêteurs, a été affectée à chaque région. Afin d'éliminer ou réduire les problèmes liés aux barrières linguistiques, les enquêteurs et les superviseurs ont été recrutés localement.

Pendant que les enquêteurs collectaient les données auprès des jeunes urbains, ruraux et les étudiants, les consultants administraient les questionnaires aux niveaux des centres carcéraux et collectaient les informations auprès des leaders religieux, coutumiers et les personnes ressources.

2.11. Traitement et analyse des données

Les données ont été traitées et analysées au moyen du Logiciel SPSS. Avant même le début de l'opération de collecte des données, un masque de saisie a été conçu et les superviseurs ont été formés à son utilisation. Pareille démarche a permis de commencer la saisie des données au fur et à mesure que l'opération de collecte se poursuivait. A la fin de la phase de collecte des données, tous les membres des équipes se sont volontairement investis pour parachever la saisie.

2.12. Difficultés rencontrées

Lorsqu'on étudie un sujet aussi délicat et sensible que la question de la radicalisation, les difficultés ne manquent pas. L'une des grandes difficultés était la réticence de certaines communautés rurales à parler de la question de la radicalisation. Ce fut un grand défi de faire parler les populations sans langue de bois. Dans la majorité des cas, ces populations pensaient que si on vient leur poser des questions sur la radicalisation, c'est bien parce qu'on porte des soupçons sur eux. Pour

y parvenir, les consultants et superviseurs ont dû faire appel à leur talent de persuasion et de négociateur pour mettre en confiance les enquêtés. La même difficulté s'était posée au niveau de certains présumés djihadistes qui, croyant avoir affaire à des agents de la justice, adoptent parfois une posture de défense et de dénie d'appartenance à aucune organisation djihadiste. Toutes ces difficultés ont été surmontées grâce aux explications fournies sur le caractère scientifique et confidentiel de l'étude.

2.13. Portée et limite de l'étude

Les résultats de cette étude reflètent rigoureusement la réalité des jeunes enquêtés. Ils peuvent aussi refléter la réalité d'autres jeunes des milieux enquêtés. Ils donnent des indicateurs pouvant servir de base pour mesurer l'impact des futures interventions en matière de prévention de la radicalisation.

Cependant, compte tenu de la taille de l'échantillon par rapport à la population jeune au Niger, il sera très difficile d'en faire une extrapolation pour l'ensemble du pays. Encore faudrait-il rappeler que cette étude ne concerne que cinq régions sur huit et que des résultats différents pourraient être obtenus dans les trois autres régions.

III. Contexte de la radicalisation

3.1 Contexte de radicalisation dans l'espace saharo-sahélien

Le phénomène de radicalisation, y compris sa forme violente, est toujours multifactoriel et doit toujours être analysé dans un contexte historique, géographique et socio-économique spécifique.

Dans le cas de l'espace saharo-sahélien contemporain, les Etats centraux peinent à instaurer des systèmes de gouvernance efficaces surtout dans les régions peu peuplées et éloignées des grands centres urbains. La corruption est fortement présente dans les administrations publiques, entraînant une perte de confiance surtout parmi les jeunes. Les citoyens se sentent dès lors peu soutenus et protégés. Dans ce contexte, les groupes extrémistes religieux offrent des solutions alternatives en

répondant aux besoins notamment au niveau des infrastructures et des soins de santé.¹⁰

A cette situation s'ajoute le manque de perspectives d'avenir lié à la rareté des emplois vacants, accru par un manque d'éducation, le tout menant à une grande pauvreté et à une frustration grandissante. Ces facteurs font le jeu des bandes criminelles organisées et des extrémistes religieux qui offrent des opportunités de gains rapides liés à des trafics en tous genres à l'écart des chemins légaux. Si ces processus ne sont pas déterministes, il ne fait pas de doute qu'un tel contexte accroît fortement la probabilité de voir les processus de radicalisation d'une frange de la population, en particulier les jeunes adultes, prendre de l'ampleur.

Au niveau individuel, beaucoup de jeunes sont en manque des repères et de valeurs, situation souvent liée à des problèmes familiaux. En leur inculquant des valeurs auxquelles ils peuvent se rattacher, en leur donnant un sentiment d'appartenance à un groupe soudé, les organisations extrémistes religieuses redonnent un sens à la vie de nombreux jeunes à l'avenir incertain. Au Nigéria, une des raisons du développement de Boko Haram est le fait de donner aux jeunes une raison de vivre en s'identifiant à une cause qui, de surcroît, leur permet de se rebeller face aux autorités étatiques jugées responsables de tous leurs maux. Dans ce cas, le contenu proprement religieux du message délivré a moins d'importance que le fait que l'organisation offre à des jeunes en déshérence une opportunité de resocialisation au travers de processus de type sectaire.¹¹

Les problèmes sécuritaires, dont le radicalisme violent, génèrent des processus d'auto-renforcement dont certains ont déjà été évoqués ci-avant. Un autre de ceux-ci réside dans le fait que, dans un contexte d'instabilité économique et sécuritaire, de nombreuses personnes sont confrontées à des déplacements forcés et se retrouvent concentrées dans

¹⁰ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). *Prévenir et lutter contre l'extrémisme religieux : une approche axe sur le développement*.
www.undp.org/content/dam/rba/docs/Reports/UNDP-PVE-updated 2017_FR.pdf.

¹¹ Ibid 18

des camps de réfugiés ou de déplacés, en situation précaire. Ces personnes, devenues vulnérables, deviennent à leur tour des populations-cibles pour les entrepreneurs de radicalisation et les recruteurs des groupes extrémistes violents.¹²

Enfin, il convient de signaler le rôle joué par les médias et les nouvelles technologies qui permettent d'être au courant des actes de terrorisme perpétrés ailleurs dans le monde. Certains montrent parfois un Occident antimusulman et donnent l'impression de « laisser pour compte les africains pauvres par les riches occidentaux » et qui peuvent être autant des sources d'inspiration pour une radicalisation ainsi facilitée.¹³

3.2. Contexte général de la radicalisation religieuse au Niger

L'Islam est ancré dans la population depuis des siècles. L'Islam, tel que pratiqué au Niger, est un Islam tolérant dont la pratique rythme la vie des nigériens. Cependant, depuis les années 90, les mouvements religieux plus rigoristes font leur apparition dans la sous-région tout en épargnant assez largement le Niger lui-même. Il s'agit essentiellement d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) au Nord du pays et de Boko Haram au Sud. L'Etat Islamique dans le Grand Sahara (EIGS) a fait son apparition en mai 2015. L'EIGS a été reconnu par l'Etat Islamique (EI) en octobre 2016.¹⁴ Ces mouvements extrémistes, motivés à la base par la religion, utilisent les points faibles de l'Etat central et les facteurs économiques défavorables du pays comme bases du recrutement en proposant des solutions alternatives. Ils agissent surtout au niveau local, en s'infiltrant dans les structures de gestion. Ils proposent une sorte de porte de sortie de la pauvreté et du manque de perspectives. Les interprétations très rigoristes de l'Islam prônées par ces mouvements séduisent certains jeunes laissés pour compte par la société, au chômage

¹² Ibid 19

¹³ Ibid 19

¹⁴ rfi Afrique : Terrorisme (2018): le « groupe EI dans le Grand Sahara » sur la liste noire américaine.
<http://www.rfi.fr/afrique/20180518-terrorisme-sahel-etats-unis-groupe-etat-islamique-grand-sahara-liste-noire>

ou dans des emplois précaires, en leur donnant une possibilité de se construire une identité propre. Nombre de ces jeunes sont déjà impliqués dans des trafics divers. Devenir les défenseurs d'une cause religieuse leur permet d'atteindre une certaine reconnaissance dans la société.¹⁵

3.2.1 Les menaces des organisations djihadistes

Ces dernières années, plusieurs organisations djihadistes ont fait leur apparition dans l'espace sahélo-saharien. Elles cherchent à étendre leur influence au-delà des territoires qui les ont vus naître. Boko Haram qui est un groupe sunnite axé sur la prédication prônant le djihad, est né au Nigéria dans les années 2000. La dénomination signifie : « l'éducation occidentale est un péché ». Le groupe rejette les valeurs et la culture occidentale qui auraient un effet négatif sur les valeurs prônées par l'Islam traditionnel. Cette organisation agit essentiellement au Nigéria mais tente également d'étendre son action au sud du Niger, notamment dans la région de Diffa. Boko Haram séduit par son discours anti-Occident car la population jeune est assez réceptive aux discours présentant les grandes puissances occidentales et surtout les anciennes puissances coloniales comme responsables de leurs maux au motif qu'elles ont exploitées ou exploitent encore les richesses du pays. L'objectif de Boko Haram est d'établir un état islamique. En mars 2015, le groupe a fait acte d'allégeance au groupe Etat Islamique.

Après l'effondrement de l'Etat libyen, les organisations comme AQMI et EIGS font leur apparition au Mali et en Libye. AQMI, de tendance salafiste djihadiste, ayant une doctrine prônant la lutte contre les régimes considérés comme impies et les intérêts occidentaux. AQMI est la nouvelle dénomination du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) lorsque le groupe a prêté allégeance à Al-Qaïda en janvier 2007. Le GSPC était lui-même issu d'un ralliement de plusieurs groupes dont le Groupe Islamique Armé (GIA). Le GSPC a étendu peu à peu son terrain d'influence, partant d'Algérie pour

¹⁵ Timbuktu Institute (2016) : *La violence des jeunes et les enjeux de l'extrémisme violent à Zinder*.
<http://timbuktu-institute.org/component/k2/item/187-niger-publication-d-une-nouvelle-etude-sur-les-jeunes-et-l-extremisme-violent-dirigee-par-timbuktu-institute>

s'introduire au Mali et ensuite s'orienter, sous la dénomination AQMI, vers les vastes espaces du Sahara-Sahel. L'organisation compte de plus en plus dans ses rangs de jeunes hommes noirs issus des pays au sein desquels AQMI exerce désormais son influence. Cette évolution lui permet de s'infiltrer plus facilement dans les organisations locales des pays de l'espace sahélo-saharien, où les représentations étatiques sont faibles¹⁶.

3.2.2. Les risques

L'enseignement religieux prêché par Boko Haram comme par AQMI, donne un repère émotionnel et psychologique aux jeunes recrues qui peuvent par ce biais se reconstruire et se donner une identité. Mais ces organisations ne se limitent pas seulement à des programmes religieux. Boko Haram propose un programme social qui attire de nombreux jeunes en perte de vitesse, qui vivent dans la pauvreté et qui ne voient pas d'issue à leurs conditions de vie misérables. Ses jeunes se rebellent contre les autorités étatiques qui, à leur avis, ne proposent pas de solution à leurs problèmes. AQMI et le GSPC utilisent aussi les points faibles de l'Etat central et les facteurs économiques défavorables du pays comme bases du recrutement en proposant des solutions alternatives

Ce risque d'exacerbation de la radicalisation des jeunes est grand et l'étude sur l'évaluation des risques au Niger et sur l'axe Niger-Nigéria conduite par l'Agence Française de développement (AFD)¹⁷ les a identifiés. Il s'agit entre autres de l'islamisation du secteur éducatif nigérien. Face à la crise de l'école publique beaucoup de parents se tournent vers l'éducation islamique délivrée dans des medersas privées

¹⁶ Bassou A. (2018) *Sahélisation de la violence extrémiste : Est-ce la naissance d'une troisième génération de terrorisme?* OCP policy center

¹⁷ CSFRS-AFD. (2013), *Evaluation des risques au Niger et sur l'axe Niger-Nigéria, rapport de synthèse*

sur lesquelles l'Etat exerce peu de contrôle. L'iniquité dans l'accès à l'emploi pour les jeunes diplômés et les non scolarisés, puis entre diplômés d'enseignements traditionnels et ceux d'enseignement franco-arabe, peut aussi être un facteur qui peut favoriser la radicalisation. La crise au Nigéria et surtout en Libye a occasionné un retour massif des jeunes migrants. Ce manque à gagner pour des milliers de ménages de certaines zones expose les jeunes à la tentation d'accepter toutes sortes d'offres.

IV. Résultats de l'étude

4.1. Facteurs de radicalisation en milieu rural

Dans les cinq régions concernées par l'étude, les jeunes du milieu rural présentent les mêmes caractéristiques. Les faits réels ou imaginaires, leurs pensées et les perspectives de leur vie nous renseignent sur leur vulnérabilité à la radicalisation et à la violence. L'étude a aussi identifié les facteurs pouvant déclencher la violence et les voies par lesquelles certaines personnes pourraient facilement influencer les jeunes.

4.1.1. Facteurs de vulnérabilité des jeunes en milieu rural

Les jeunes en milieu rural sont soumis à plusieurs facteurs qui les rendent de plus en plus vulnérables à la radicalisation. La plupart de ces facteurs sont d'ordre structurel et concernent principalement les questions de civisme, d'éducation, d'emploi, d'Etat de Droit, de gestion des ressources publiques et de religion.

4.1.1.1. Méconnaissance des lois et règlements de la République

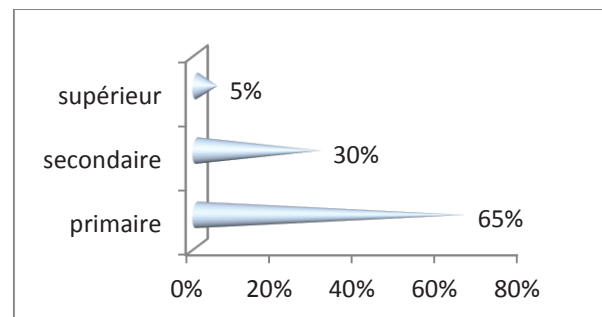
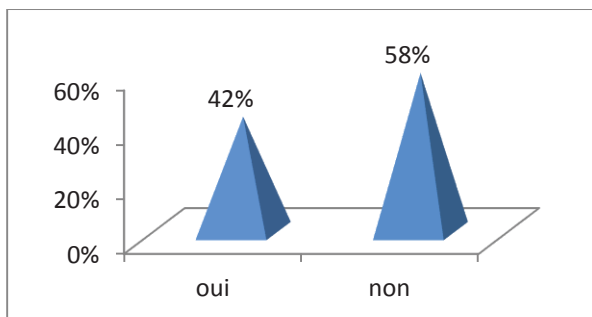
« Nul n'est censé ignorer la loi ». Ce principe de droit peut-il vraiment s'appliquer en milieu rural nigérien ? Les résultats des enquêtes poussent à répondre négativement, dans la mesure où plus de 80% des jeunes enquêtés en milieu rural n'ont jamais entendu parler de la constitution et plus de 95% ne connaissent pas son contenu. Moins de 5% des jeunes en milieu rural ont une fois lu quelques articles de la constitution sur les droits et devoirs de la personne humaine, mentionnés au titre II de la constitution du Niger. Lorsque plus de 95% des jeunes ne connaissent pas les droits et les devoirs sur lesquels ils vont bâtir leur existence, il semble évident qu'ils vont s'orienter vers d'autres sources de droits, tels que le droit islamique ou le droit coutumier pour régler leur vie. Aussi la faible application des lois de la République par les autorités, contribue-t-elle à rendre l'Etat plus absent de l'univers des jeunes et leur donne l'impression de vivre une situation de non Etat où tout est permis. Lorsque des jeunes fondent leur existence et leur économie en ignorant et impunément les lois pendant plusieurs années, il leur semble normal de s'opposer à toute restauration de la loi qui va bouleverser leur mode de vie. Par exemple, des jeunes qui ont fondé des familles sur la base de la vente de carburant fraudé vont toujours s'opposer à toute mesure réprimant la fraude du carburant. Cette situation d'opposition conduit assez souvent à l'extrémisme, voire à la violence.

4.1.1.2. Analphabétisme des jeunes

Les tableaux ci- dessous (de 1 à 6) montrent que le taux de jeunes ruraux non scolarisés est assez élevé dans les régions où les enquêtes ont eu lieu. Partout il est bien supérieur à 50%. La région de Tillabéri a le taux le plus élevé des jeunes non scolarisés (75%). En liant le faible niveau d'instruction à la capacité d'analyse de ces jeunes, la conclusion s'impose que très peu de jeunes peuvent échapper à l'instrumentalisation des acteurs malveillants dans toutes les zones rurales ayant fait l'objet de l'enquête. Le taux des jeunes enquêtés n'ayant pas été à l'école ajouté à ceux n'ayant pas excédé le niveau secondaire est de 76% à Diffa, alors que dans les régions de Zinder, Tahoua et Tillabéri, il s'élève respectivement à 83%, 95% et 100%. L'analphabétisme et le faible niveau scolaire des jeunes en milieu rural sont des facteurs structurels importants qui les rendent vulnérables à la radicalisation.. Les figures suivantes illustrent le nombre des jeunes non scolarisés et précocement déscolarisés selon les régions.

Fig1 : Tahoua : jeunes scolarisés et non.

Fig2 : Tahoua : niveau d'étude des jeunes scolarisés



Source : enquête, CNESS avril 2018,

L'analyse des résultats en milieu rural de la région de Tahoua montre que 58% des jeunes enquêtés n'ont pas eu la chance d'aller à l'école contre 42% parmi lesquels 65% n'ont pas pu franchir le niveau primaire et 30% le niveau secondaire. ***En se basant sur le niveau scolaire, on constate qu'en plus des non scolarisés, les jeunes n'ayant pas excédé le niveau secondaire (95%) n'ont pas un niveau scolaire suffisant pour avoir une autonomie de pensée et de réfléchir objectivement sur la vie politique et sociale de la nation.***

Fig3 : Zinder : jeunes scolarisés et non.

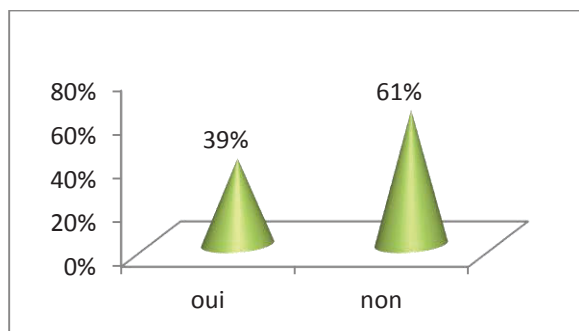
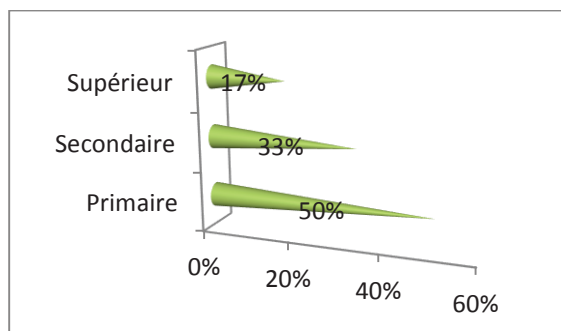


Fig4 : Zinder : niveau d'étude des jeunes scolarisés



Source : enquête, CNESS avril 2018,

L'analyse montre qu'en milieu rural de Zinder, 61% des jeunes enquêtés de 25 à 40 ans n'ont pas fréquenté l'école. Parmi les 39% des jeunes, 50% n'ont pas franchi le niveau primaire et 33% le niveau secondaire. **On constate qu'en plus des 61% de jeunes non scolarisés, 83% des jeunes scolarisés sont peu outillés pour mener des analyses de haut niveau. Compte tenu de leur faible accès aux différentes sources d'informations officielles, ils peuvent être facilement instrumentalisés par d'autres beaucoup plus avertis.**

Fig5 : Tillabéri : jeunes scolarisés et non.

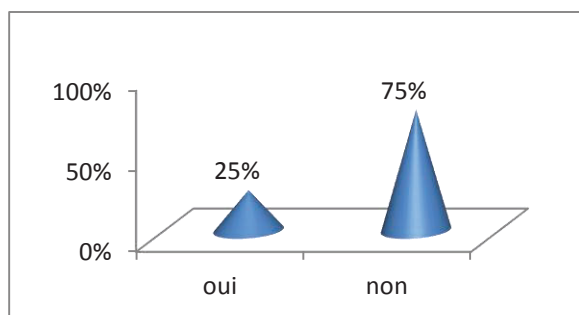
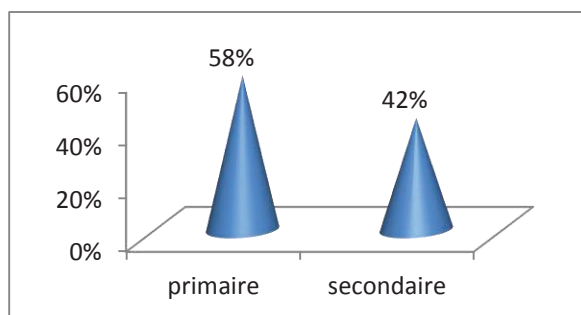


Fig6 : Tillabéri : niveau d'étude des jeunes scolarisés



Source : enquête, CNESS avril 2018,

L'analyse des résultats montre qu'en milieu rural de la région de Tillabéri, 75% des jeunes enquêtés n'ont pas fréquenté l'école contre 25% dont 58% n'ont pas franchi le niveau primaire et 42% le niveau secondaire. **On constate qu'à Tillabéri, presque 100% des jeunes enquêtés peuvent être considérés comme des jeunes peu outillés pour faire face à certains enjeux du moment comme la propagation des discours radicaux ou extrémistes.**

Fig7 : Diffa : jeunes scolarisés et non.

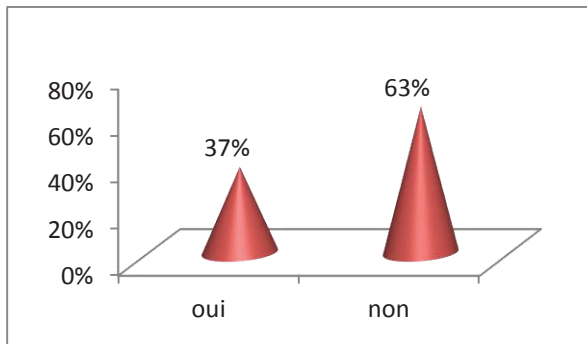
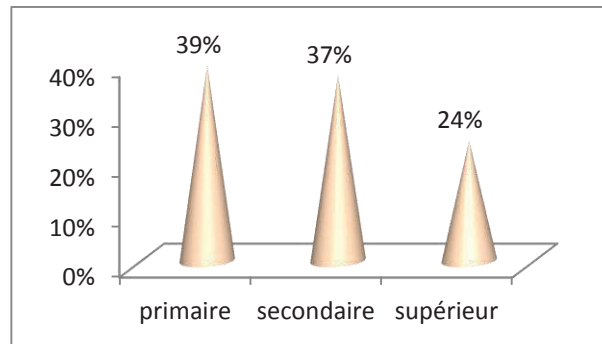


Fig8 : Diffa : niveau d'étude des jeunes scolarisés



Source : enquête, CNESS avril 2018,

En milieu rural de la région de Diffa, 63% des jeunes enquêtés n'ont pas fréquenté l'école contre 37%, dont 39% n'ont pas franchi le niveau primaire et 37% le niveau secondaire. ***En se basant sur leur niveau scolaire, on peut conclure qu'en plus des 63% qui sont illettrés, 76% des jeunes scolarisés sont peu outillés pour confrontation d'idées avec certains leaders plus instruits.***

Le taux relativement élevé (24%) des jeunes diplômés du niveau supérieur vivant en milieu rural pourrait s'expliquer par la présence des ONG humanitaires qui ont fait un recrutement massif des jeunes ressortissants de la région de Diffa, pour la mise œuvre des projets humanitaires dans les villages.

4.1.1.3. Faible opportunité d'emploi et d'auto emploi

Considéré comme l'un des facteurs déterminants de la radicalisation et de l'extrémisme violent, le manque d'opportunité d'emploi est une réalité que vivent les jeunes dans les villages. La plupart des jeunes n'ont d'autre choix que de partir en exode dans les grandes villes du Niger ou à l'étranger. Ceux qui n'y parviennent pas, restent dans les villages pour attendre désespérément une opportunité d'emploi. Ce désespoir pousse certains de ces jeunes à accepter tout type de travail, y compris la violence, pour rompre avec leur quotidien. Les figures 9 à 20 ci-dessous montrent la situation d'emploi des jeunes enquêtés par

région, leur aptitude à décrocher un emploi et leur point de vue par rapport à la politique d'emploi des jeunes adoptée par l'Etat.

Fig9 : Tahoua, Situation de l'emploi des jeunes

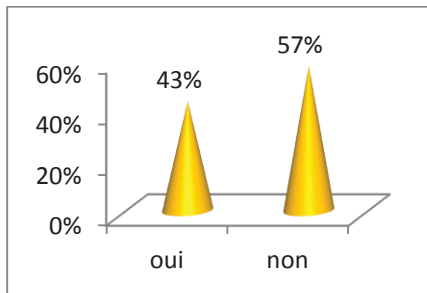


Fig10 : Tahoua, Aptitude des jeunes à travailler

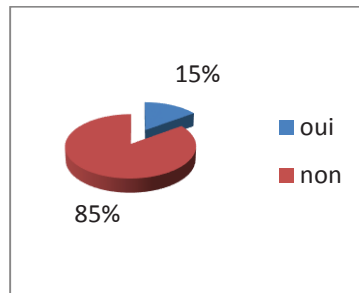
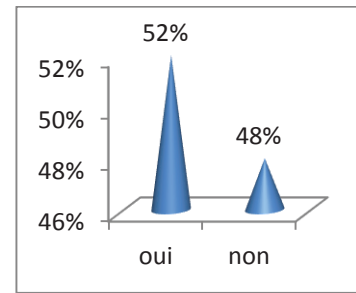


Fig11 : Tahoua, Politique de l'emploi de l'Etat



Source : enquête, CNESS avril 2018,

L'analyse des résultats montre que 57% des jeunes enquêtés dans les villages de la région de Tahoua n'ont pas un emploi fixe qui leur procure un revenu régulier et 85% d'entre eux ne disposent ni de diplôme ni de compétence technique ou professionnelle qui leur permet d'avoir accès à un emploi qualifié. Quant à la politique de l'emploi menée par l'Etat, 52% des jeunes soutiennent que l'Etat fournit des efforts pour que les jeunes comme eux aient accès à l'emploi et 48% pensent le contraire. En croisant l'aptitude à travailler et la situation de l'emploi, on constate que 48,45% des jeunes enquêtés n'ont ni emploi ni aptitude technique ou professionnelle. Parmi eux, plus de 98% pensent que l'Etat ne fournit aucun effort pour qu'ils aient accès à un emploi rémunéré. ***Lorsque 48% des jeunes n'ont aucune perspective d'avoir un travail qui leur permet de gagner leur vie, cela peut constituer un terreau fertile à la radicalisation. Généralement les extrémistes profitent de cette situation de désespoir des jeunes pour les embarquer dans l'extrémisme violent.***

Fig12 : Zinder, Situation de l'emploi des jeunes

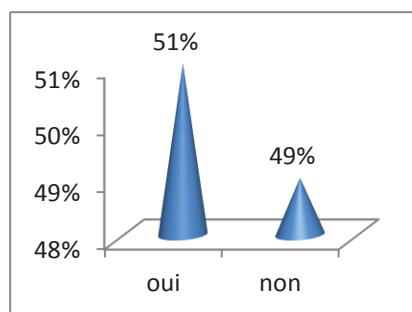


Fig13 : Zinder, Aptitude des jeunes à travailler

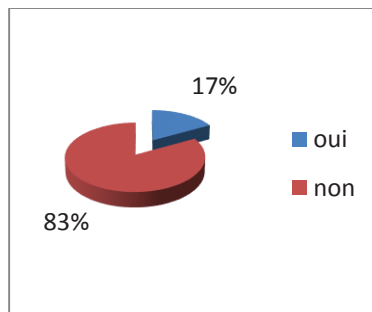
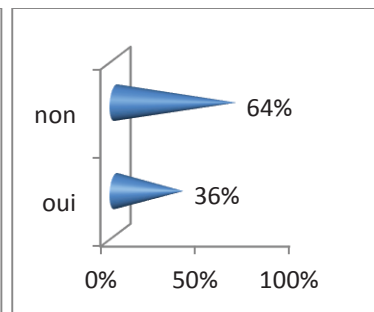


Fig14 : Zinder, Politique de l'emploi de l'Etat



Source : enquête, CNESS avril 2018,

L'analyse des résultats en milieu rural de la région de Zinder montre que 49% des jeunes enquêtés n'ont pas un emploi fixe qui leur procure un revenu régulier et 83% d'entre eux n'ont ni diplôme, ni autre compétence technique ou professionnelle qui leur permet d'avoir accès un emploi qualifié. On constate également que 64% des jeunes pensent que l'Etat ne fournit pas assez d'efforts pour que les jeunes aient accès à un emploi et 36% soutiennent le contraire. **Le croisement révèle que 40,67% n'ont ni emploi ni aptitude technique et constituent la couche vulnérable à la radicalisation.**

Fig15 : Tillabéri, Situation de l'emploi des jeunes

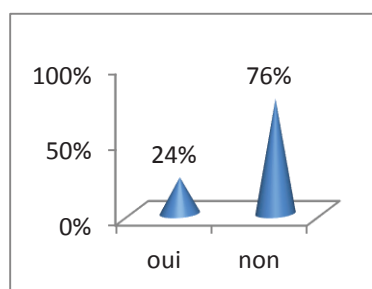


Fig16 : Tillabéri, Aptitude des jeunes à travailler

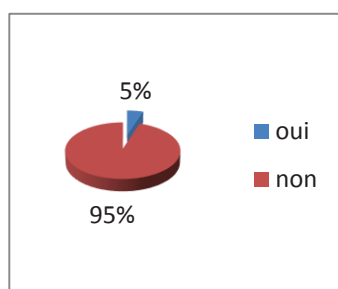
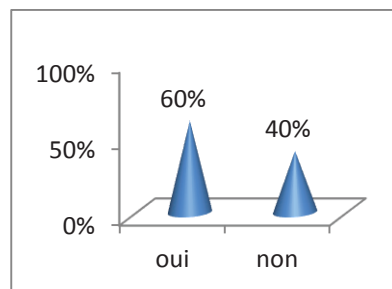


Fig17 : Tillabéri, Politique de l'emploi de l'Etat



Source : enquête, CNESS avril 2018,

Les résultats en milieu rural de la région de Tillabéri montrent que 76% des jeunes enquêtés n'ont pas de travail fixe qui leur procure un revenu régulier et 95% d'entre eux n'ont ni diplôme ni compétence technique ou professionnelle qui leur permet d'avoir accès à un travail formel. Malgré ce fort taux de chômage, 60% des jeunes enquêtés croient que l'Etat fournit assez d'efforts pour trouver du travail aux jeunes. **En**

croisant les données on trouve l'un des forts taux (72,2%) des jeunes qui n'ont ni emploi ni possibilité d'emploi, ce qui les rend très vulnérables et facilement mobilisable par les extrémistes. Ce taux peut aussi expliquer la montée du banditisme armé dans la région, évoquée par plusieurs leaders coutumiers. Pour ces derniers, le principal facteur de radicalisation est le manque d'emploi. Plus on a un emploi moins on est intéressé par ce que font les autres.

Fig18 : Diffa, Situation de l'emploi des jeunes

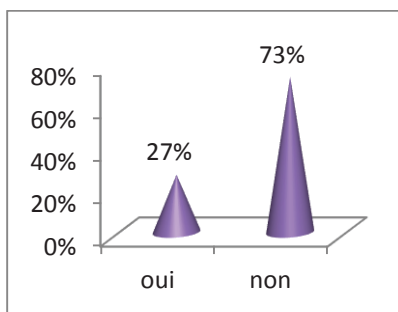


Fig. 19: Diffa, Aptitude des jeunes à travailler

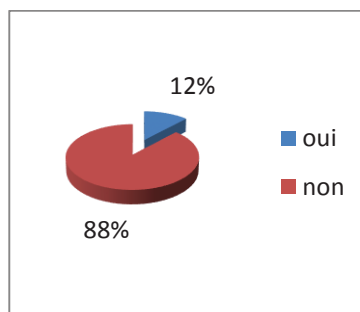
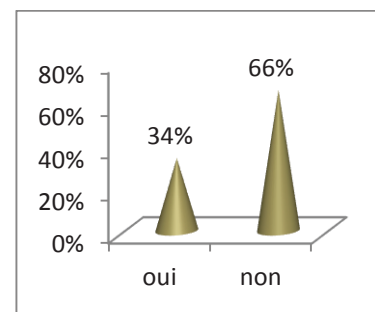


Fig20 : Diffa, Politique de l'emploi de l'Etat



Source : enquête, CNESS avril 2018,

En milieu rural de la région de Diffa, les résultats montrent que 73% des jeunes enquêtés n'ont pas de travail fixe qui leur procure un revenu régulier et 88% d'entre eux n'ont ni diplôme, ni compétence technique ou professionnelle qui leur permet d'avoir accès à un emploi qualifié. On constate aussi que 66% des jeunes pensent que l'Etat ne fournit pas assez d'effort pour que les jeunes aient accès à un emploi. **En combinant le taux de chômage avec la qualification des jeunes, on constate que plus de 64% des jeunes enquêtés n'ont ni travail, ni aptitude leur permettant d'avoir accès à un emploi qualifié et vivent dans un environnement qui offrent peu d'opportunité de travail manuel. Les jeunes ayant ce profil sont très vulnérables à la radicalisation et constituent une cible privilégiée pour les extrémistes. A Tillabéri, tout comme à Diffa, on constate un fort taux de jeunes sans perspective d'emploi. Il est intéressant de constater que Diffa et Tillabéri constituent les deux régions au Niger fortement affectées par la crise liée à l'extrémisme violent. De par ces résultats et ce qui se passe sur le terrain, on peut conclure que le manque de perspective**

d'emploi est un facteur déterminant qui rend les jeunes vulnérables à l'extrémisme violent en milieu rural.

4.1.1.5. Faible connaissance de la signification des versets du Coran

La plupart des extrémistes religieux utilisent les versets Coraniques pour convaincre les jeunes à rallier leur cause. Le ralliement est d'autant plus facile lorsque la cible a une connaissance limitée du sens des versets du Coran qu'ils ont mémorisés. En milieu rural nigérien, l'enseignement traditionnel de l'Islam se fait en deux phases : une phase de mémorisation au cours de laquelle on apprend aux élèves à lire et à réciter les versets du Coran. Une deuxième phase au cours de laquelle, l'élève est initié à la traduction et à la compréhension des versets du Coran et d'autres préceptes de l'Islam. Généralement, pour que l'élève accède à la seconde phase, il faut avoir étudié le Coran en entier. Avoir étudié le Coran à Diffa et Zinder signifie dans une large mesure l'avoir mémorisé, ce qui nécessite un effort de 15 à 20 ans à y consacrer. Cette période correspond à toute la période d'adolescence, donc la période propice pour apprendre un métier pour assurer son avenir. Il se trouve que l'étude Coranique est rarement associée à l'apprentissage d'un autre métier. Ceux qui optent pour le Coran s'y consacrent entièrement et, à la fin, n'auront appris que le Coran. Pour s'insérer dans la vie active, ils deviennent soit des « marabouts–guérisseurs » (*yan tsibo*) ou des « maitres-marabout » (*gardawa*). Certains s'installent dans les grandes villes et sont employés par les agences de voyage « hadj et Oumra ». Ils militent aussi au sein des associations islamiques. Certains sont plus radicaux et empruntent la voie de l'extrémisme violent. Ils remettent en cause et combattent le modèle de l'Etat existant parce que ce dernier ne leur offre pas des opportunités de travail. Les figures 21 à 28 montrent la proportion des jeunes qui ont étudié le Coran et leur niveau d'étude selon les régions.

Fig21 : Tahoua, jeunes ayant étudié le Coran

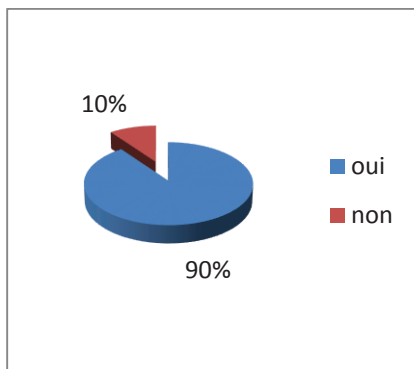
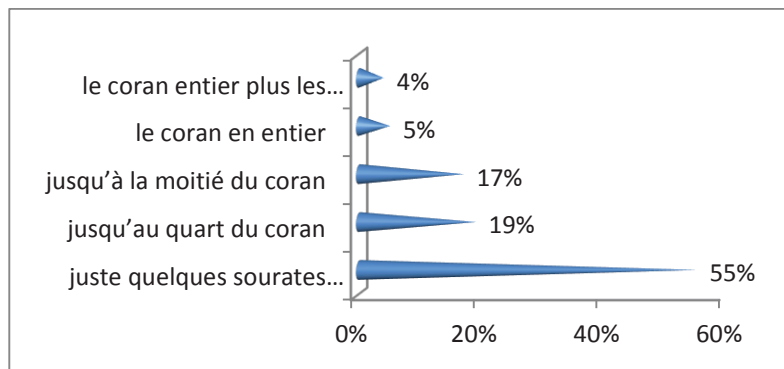


Fig22 : Tahoua ; Niveau d'étude du Coran



Source : enquête, CNESS avril 2018,

Les résultats montrent que 90% des jeunes enquêtés dans les villages de la région de Tahoua ont étudié le Coran dans les écoles coraniques traditionnelles. Concernant le niveau d'étude, on constate que 55% d'entre eux se sont arrêtés à quelques sourates nécessaires pour la prière, 19% ont atteint le quart du Coran, 17% ont atteint la moitié, 5% ont lu le Coran en entier et 4% ont lu le Coran en entier et des hadiths. *En se basant sur le mode d'enseignement traditionnel expliqué ci-haut, on constate que 96% de ceux qui ont étudié le Coran n'ont pas la capacité requise pour comprendre la signification des versets et leur contexte de révélation. Donc, ces 96% de jeunes se réfèrent aux 4% pour comprendre davantage le Coran et la religion musulmane. Au sein de ces 4%, peut émerger la catégorie des jeunes qui veulent s'affirmer à travers la pratique rigoriste de la religion ou la prédication radicale. Le risque est d'autant plus élevé lorsqu'on sait qu'ils ont accès à une cible importante de jeunes ayant un savoir très limité du Coran.*

Fig23 : Zinder, jeunes ayant étudié le Coran

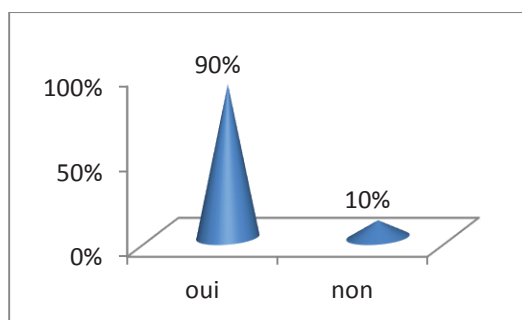
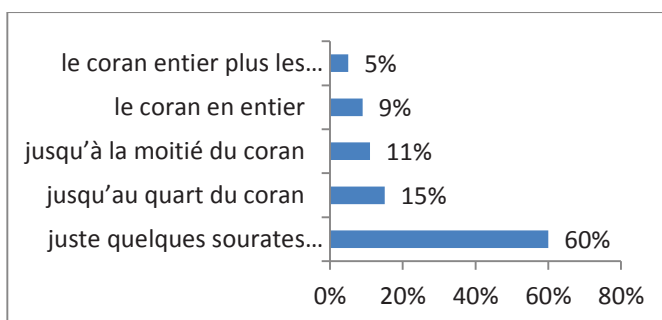


Fig24 : Zinder, Niveau d'étude du Coran



Source : enquête, CNESS avril 2018,

Les résultats ci-hauts montrent aussi qu'en milieu rural de Zinder, 90% des jeunes enquêtés ont étudié le Coran. Seulement 5% d'entre eux ont atteint le niveau qui leur permet de comprendre la signification des versets et les traduire en langue locale lors des prêches. Cela montre que 95% des jeunes ayant étudié le Coran restent toujours dépendants de la traduction du Coran que feront les 5% des jeunes. Même en n'étant que 5% des croyants, ces détenteurs du savoir religieux ont la capacité de contrôler les autres croyants. La présence parmi eux, des jeunes qui veulent s'affirmer sur le plan religieux, constitue un danger. Une partie des leaders communautaires en est déjà consciente, ce qu'a laissé entendre un leader religieux dans cet extrait de discussion de groupe réalisée dans un village de la région : *« Dans le village, après la mort de l'Imam, son fils ancien footballeur lui a succédé. Ce jeune marabout mène des prêches très radicaux ce qui lui attire un large auditoire composé essentiellement des jeunes. Sa stratégie est de mener des prêches lors des cérémonies dans leurs villages et des villages environnants. Et cela c'est très dangereux parce que ce sont essentiellement des jeunes qui s'y retrouvent »* (Discussion de groupe avec les leaders religieux d'un village dans la région de Zinder, réalisée le 21 avril 2018)

Fig25 : Tillabéri, jeune ayant étudié le Coran

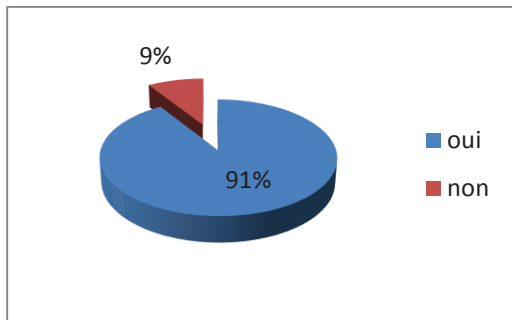
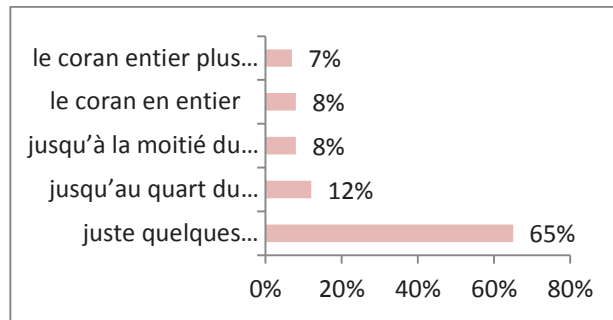


Fig26 : Tillabéri, Niveau d'étude du Coran



Source : enquête, CNESS avril 2018,

L'analyse des résultats fait ressortir également qu'en milieu rural de la région de Tillabéri, 91% des jeunes enquêtés ont étudié le Coran et 7% seulement ont lu le Coran et les hadiths. Alors plus de 93% des jeunes sont dépendants de la compréhension des autres. N'ayant pas la capacité de comprendre eux-mêmes la signification des versets, ils se contentent des prêches pour améliorer leur niveau. Si certains prêchent de bonne foi, d'autres utilisent cette voie pour inciter les jeunes à se révolter contre le système établi.

Fig27 : Diffa, jeune ayant étudié le Coran

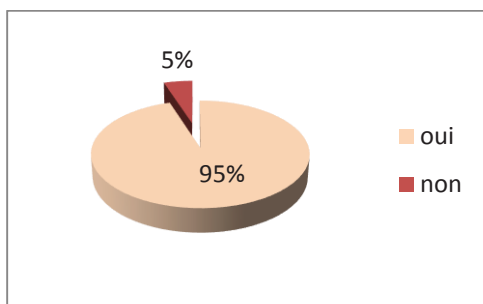
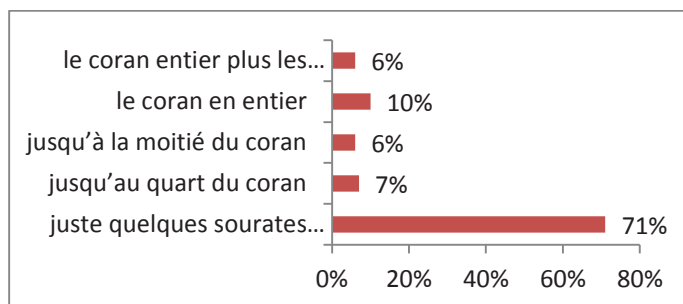


Fig28 : Diffa, Niveau d'étude du Coran



Source : enquête, CNESS avril 2018,

Le graphique 27 montre que 95% des jeunes enquêtés du milieu rural de la région de Diffa, ont étudié le Coran. Mais seuls 6% l'ont lu intégralement et ont des connaissances des hadiths. Il ressort aussi que 64% des jeunes qui ont étudié le Coran dans ce milieu n'ont pas la capacité de l'interpréter et restent dépendants des 6% qui semble en

avoir la capacité. Ces chiffres révèlent l'insuffisance du système traditionnel d'enseignement du Coran qui est beaucoup plus basé sur la mémorisation que sur la compréhension des versets.

4.1.1.6. Sentiment de justice ou d'injustice

Le sentiment d'injustice est aussi un facteur important qui pousse les jeunes à la radicalisation. Ce sentiment est assez souvent exploité par des extrémistes pour faire basculer les jeunes dans la violence. La stratégie utilisée consiste à démontrer aux jeunes que ce qu'ils pensent est une réalité et qu'ils peuvent et doivent combattre l'injustice par tous les moyens. Les figures suivantes montrent la proportion des jeunes qui pensent qu'il y'a une inégalité devant la loi entre les riches et les pauvres et entre les citoyens ordinaires et les hommes politiques.

Fig29 : Tahoua, Egalité devant la loi entre riches et pauvres

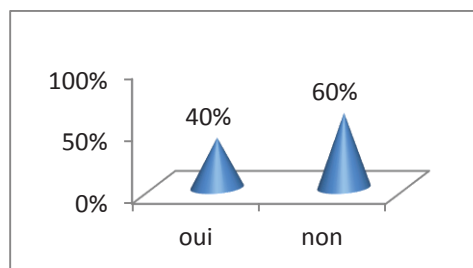
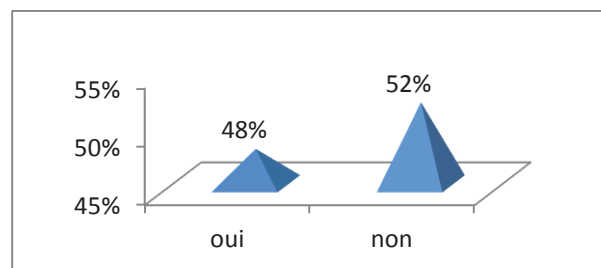


Fig30 : Tahoua, Egalité devant la loi entre citoyens ordinaires et hommes politiques



Source : enquête, CNESS avril 2018,

Les résultats du milieu rural de Tahoua montrent que 60% des jeunes enquêtés pensent qu'il n'y a pas de justice équitable entre les riches et les pauvres. La majorité dit que les riches utilisent leurs moyens pour se libérer de la justice à travers la corruption. D'autres pensent que les riches ont la possibilité de se payer les services d'un avocat pour échapper à la justice. On constate aussi que 52% des enquêtés pensent que les hommes politiques et les citoyens ordinaires ne sont pas égaux devant la loi car les hommes politiques ont la capacité d'influencer les juges. Toutes ces perceptions montrent que la majorité des jeunes enquêtés de la région de Tahoua ne fait pas confiance au système judiciaire du pays et pense que ce système est plutôt favorable aux

riches et aux hommes dirigeants, qu'aux pauvres citoyens ordinaires. Ce sentiment qui anime les jeunes crée les conditions favorables aux extrémistes radicaux dans leur « combat pour un monde juste » qu'ils prétendent faire.

Fig31 : Zinder, Egalité devant la loi entre riches et pauvres

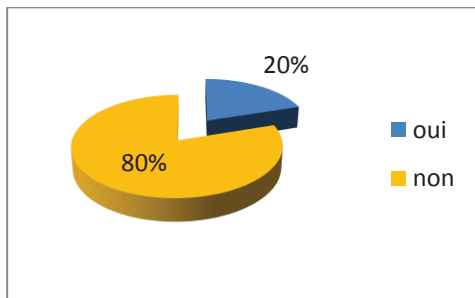
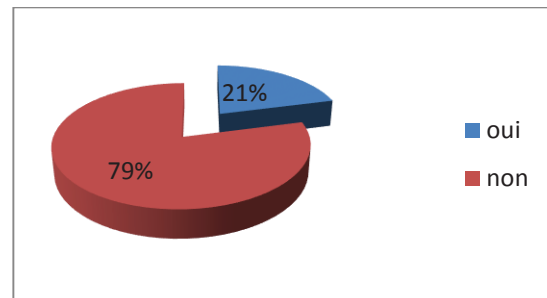


Fig32 : Zinder, Egalité devant la loi entre citoyens ordinaires et hommes politiques



Source : enquête, CNESS avril 2018,

Les résultats montrent que 80% des jeunes enquêtés en milieu rural dans la région de Zinder pensent qu'il y a une injustice entre les riches et les pauvres. On constate aussi que 79% des enquêtés pensent que les hommes politiques et les citoyens ordinaires ne sont pas égaux devant la loi. Ce sentiment d'injustice qui anime près de 80% des jeunes poussent certains jeunes à outrepasser la loi et à instaurer un système d'anarchie à l'image du système de « palais »¹⁸ qui a vu le jour dans les quartiers défavorisés de la ville de Zinder. Ces chiffres témoignent qu'il existe un lien étroit entre la montée de la violence et le sentiment d'injustice qui anime les jeunes. L'analyse de ces résultats révèle que les jeunes vivants en milieu rural de la région de Zinder sont plus nombreux à ressentir un sentiment d'injustice que dans les autres régions. Cela classe les jeunes de la région de Zinder parmi les plus vulnérables aux discours extrémistes sur l'injustice.

¹⁸ Système de « Palais » c'est un système instauré par les jeunes de Zinder à l'image des palais royaux où existent le chef et ses disciples qui instaurent leur propre loi. Les membres du palais se donnent la liberté de kidnapper des jeunes filles ,, d'harceler les parents et de se croire au-dessus de la loi.

Fig33 : Tillabéri, Egalité devant la loi entre riches et pauvres

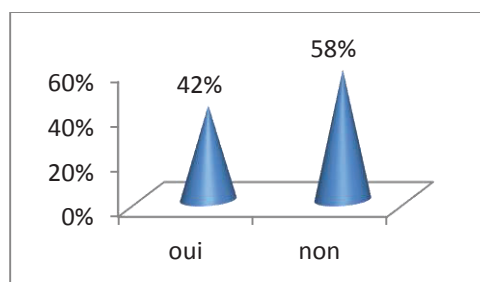
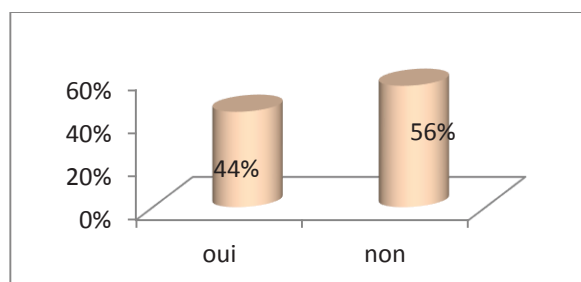


Fig34 : Tillabéri, Egalité devant la loi entre citoyens ordinaires et hommes politiques



Source : enquête, CNESS avril 2018,

Dans le milieu rural de Tillabéri, les résultats montrent que 58% des jeunes enquêtés pensent que les riches et les pauvres ne sont pas égaux devant la loi et 56% pensent la même chose entre les citoyens ordinaires et les hommes politiques. Les raisons restent les mêmes : corruption et influence politique.

Fig35 : Diffa, Egalité devant la loi entre riches et pauvres

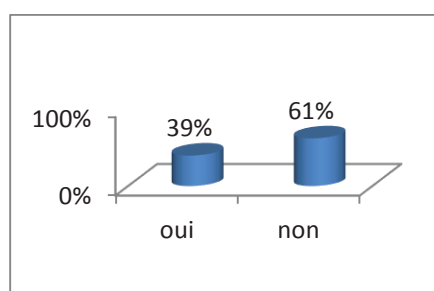
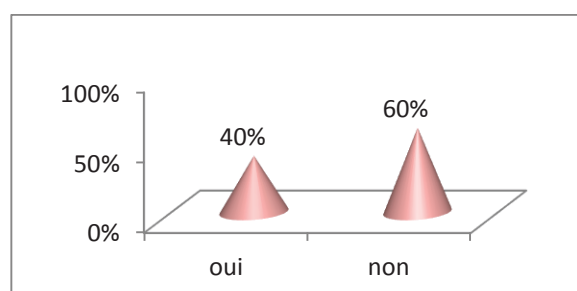


Fig36 : Diffa, Egalité devant la loi entre citoyens ordinaires et hommes politique



Source : enquête, CNESS avril 2018,

Les graphiques ci-dessus 35 et 36 montrent que 61% des jeunes enquêtés dans la région de Diffa pensent que les riches et les pauvres ne sont pas égaux devant la loi et 60% pensent la même chose entre les citoyens ordinaires et les hommes politiques. Ces jeunes dénoncent la corruption des juges et le trafic d'influence des leaders politiques. On note entre 60% et 61% des jeunes qui sont vulnérables aux discours radicaux sur l'injustice. .

4.1.1.7. Sentiment de mauvaise gouvernance

Les questions relatives à la gestion des biens publics adressées aux jeunes leur ont permis de donner leurs points de vue sur la gouvernance des ressources par l'Etat central et les collectivités. Le sentiment de mauvaise gouvernance exprimé ici par les jeunes ne fait pas référence aux indicateurs d'accès aux services sociaux de base mais plutôt au pillage des ressources publiques par l'élite politique au détriment de la majorité qui vit dans la pauvreté. Ce sentiment pousse les jeunes à remettre en cause le système de gouvernance et s'ouvrir à toute autre proposition visant à changer la situation. C'est exactement à ce niveau que certains leaders politiques et religieux en quête du pouvoir font leur intervention.. Les figures 37 à 45 présentent les appréciations des jeunes des différentes régions, par rapport à la gouvernance des ressources par l'Etat et les collectivités.

Fig37 : Tahoua, les ressources publiques sont bien gérées par l'Etat ?

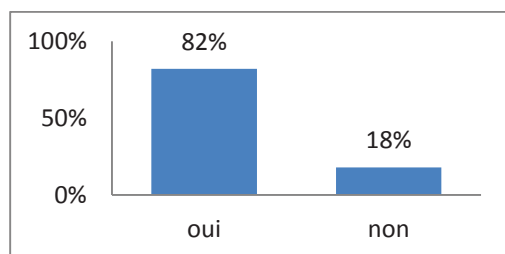
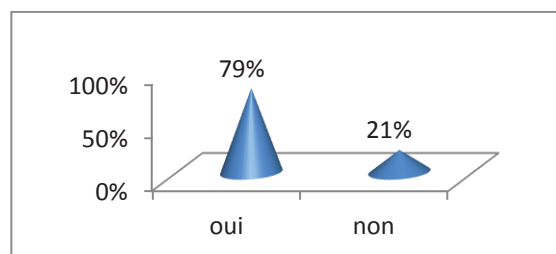


Fig38 : Tahoua, les ressources publiques sont bien gérées par la Mairie ?



Source : enquête, CNESS avril 2018,

Il ressort que 82% des jeunes enquêtés pensent que les ressources publiques sont bien gérées par l'Etat et 79% pensent que la Mairie gère bien les ressources de la collectivité. On peut aisément constater que la majorité des jeunes en milieu rural à Tahoua apprécie bien la gestion de l'Etat et des collectivités. Les résultats sur l'accès aux services sociaux de base montrent que 56% des jeunes enquêtés disent que l'Etat fournit assez d'efforts pour que les jeunes aient accès à l'eau potable. 62% disent que l'Etat fournit assez d'efforts par rapport à la santé et 82% disent que l'Etat fournit des efforts par rapport à l'éducation. L'analyse

montre 18% à 21% des jeunes enquêtés expriment le sentiment de mauvaise gestion des ressources publiques. Les taux paraissent faibles, mais il est nécessaire de rester vigilant car lorsqu'ils se radicalisent, ces jeunes peuvent constituer menace pour la stabilité de la région.

Fig39 : Zinder, les ressources publiques sont bien gérées par l'Etat ?

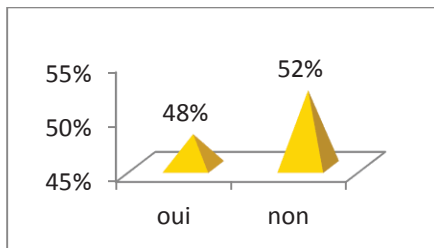
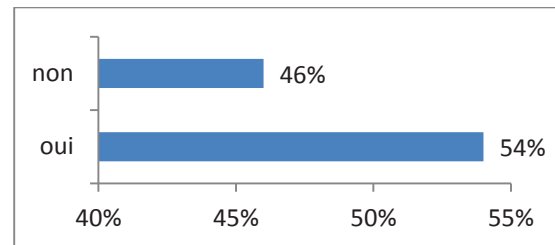


Fig40 : Zinder, les ressources publiques sont bien gérées par la Mairie ?



Source : enquête, CNESS avril 2018,

Les figures 39 et 40 montrent que 52% de jeunes enquêtés dans les zones rurales de la région de Zinder pensent que l'Etat gère mal les ressources publiques et 46% pensent que les mairies gèrent mal les ressources. Ici il s'agit des proportions élevées auxquelles il faut accorder beaucoup d'attention. La majorité justifie leur opinion par la richesse accumulée par ceux qui gèrent les ressources publiques. Sachant que les extrémistes se basent sur la perception des jeunes par rapport à la gouvernance pour agir, ces jeunes représentent une cible facile pour eux.

On constate que le sentiment de mauvaise gouvernance des ressources n'a aucune corrélation avec les résultats sur l'accès aux services sociaux de base. 56% des jeunes témoignent que l'Etat fournit assez d'effort pour garantir l'eau potable en milieu rural, 67% disent que l'Etat fournit assez d'effort dans le domaine de la santé et 81% disent que l'Etat fournit assez d'effort dans le secteur éducatif. Ces résultats montrent que les jeunes se préoccupent beaucoup plus du comportement des dirigeants vis-à-vis des ressources publiques que de la mise en œuvre efficiente des politiques publiques. Tous les jeunes qui disent que les ressources sont mal gérées pensent que les dirigeants détournent les

ressources publiques pour leurs propres comptes, au lieu de l'utiliser pour créer de l'emploi aux jeunes.

Fig41 : Tillabéri, les ressources publiques sont bien gérées par l'Etat ?

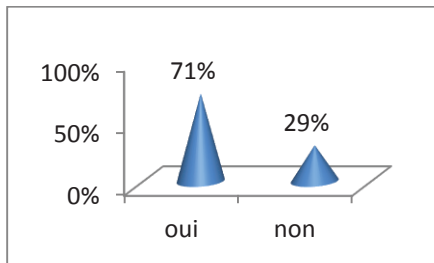
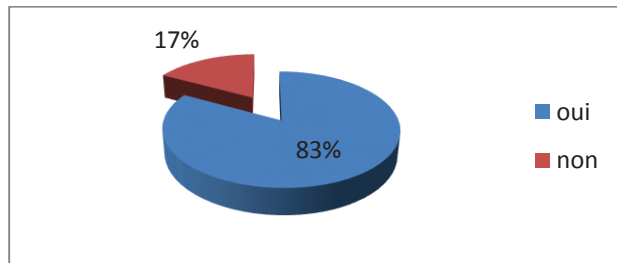


Fig42 : Tillabéri, les ressources publiques sont bien gérées par la Mairie ?



Source : enquête, CNESS avril 2018,

71% des jeunes enquêtés en milieu rural de la région de Tillabéri, soutiennent que l'Etat gère bien les ressources publiques, 83% disent que les mairies gèrent bien. S'agissant de l'accès des populations aux services sociaux de base, 76% des jeunes affirment que l'Etat fait des efforts dans le domaine hydraulique villageois, 76% disent également que l'Etat fournit assez d'effort dans le domaine de la santé et 91% pensent que l'Etat fournit assez d'effort dans le domaine de l'éducation. Ces bons indicateurs ne doivent pas cacher le sentiment de mauvaise gouvernance que partagent 17% à 29% des jeunes.

Fig43 : Diffa, les ressources publiques sont bien gérées par l'Etat ?

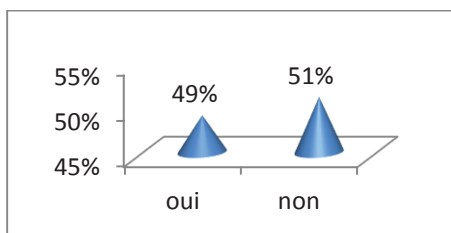
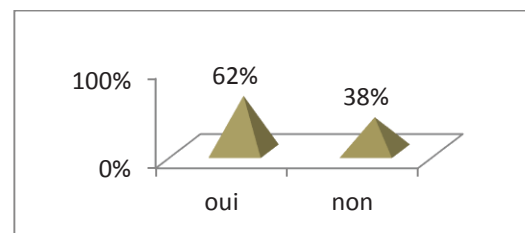


Fig44 : Diffa, les ressources publiques sont bien gérées par la Mairie ?



Source : enquête, CNESS avril 2018,

Les résultats du milieu rural de la région de Diffa montrent que 51% des jeunes enquêtés disent que l'Etat gère mal les ressources tandis que 38% pensent que les mairies gèrent mal les ressources de la collectivité. Ces taux constituent les deuxièmes taux les plus élevés après ceux de Zinder. Plus que la majorité des jeunes disent que les ressources

publiques sont détournées par ceux qui les gèrent. On constate que les mêmes jeunes enquêtés disent à 68% que l'Etat fournit assez d'effort pour donner de l'eau aux populations. 70% disent que l'Etat fournit assez d'efforts dans le domaine de la santé et 71% soutiennent que l'Etat fournit des efforts dans le domaine de l'Education. Cependant, ceux qui soutiennent le contraire disent qu'ils sont abandonnés par l'Etat et que ce sont les ONG qui les aident. L'analyse montre que l'intervention des ONG humanitaires dans la région de Diffa en réponse à la crise sécuritaire a tendance à accentuer le sentiment d'inefficacité de l'Etat. Jusqu'à présent, les communications du gouvernement et des ONG ne semblent pas assez claires pour permettre aux populations bénéficiaires de comprendre que les ONG travaillent pour le compte de l'Etat par délégation de compétence.

4.1.2. Facteurs déclencheurs de la violence chez les jeunes en milieu rural

4.1.2.1. Application brusque des lois qui répriment la majorité des jeunes

Les lois et règlements sont faits pour être appliqués partout sur toute l'étendue du territoire national. Toutefois, comme déjà noté précédemment, depuis plusieurs années, l'Etat « ferme les yeux » devant le respect de certaines lois dans certaines localités. Cela est dû soit à l'insuffisance des moyens soit à la complaisance des agents chargés de l'appliquer. Dans un tel contexte, toute décision des autorités à faire appliquer la loi se heurtera sans doute à une grande résistance, ce qui porte le risque d'usage de violence. A titre d'exemple, la vente du carburant fraudé, la circulation des véhicules qui ne sont pas en règle vis-à-vis de la loi, la circulation des engins à deux roues sans casque,

sont des pratiques interdites et encadrées par la loi. Mais cette dernière est rarement appliquée en milieu rural. Son application soulève souvent une vague de contestation et il n'est pas rare d'entendre les gens dire qu'elle n'est pas faite pour l'intérêt général, mais vise plutôt à satisfaire les intérêts de la classe dirigeante. Cela crée un sentiment de haine qui peut conduire à la violence.

4.1.3. Voies de radicalisation des jeunes en milieu rural

L'analyse des données qualitatives collectées au moyens des focus groupe nous a permis d'identifier deux principales voies par lesquelles les jeunes se radicalisent : la voie *politique* et la voie *religieuse*. On ressent une montée du radicalisme ethnique alimenté par certains acteurs politiques. Mais la progression de ce type de radicalisme est freinée par le brassage ethnique et la parenté à plaisanterie.¹⁹ Il reste alors sans grand effet. Toutefois, il est important de relever un radicalisme communautaire dans le Nord de Tillabéri, où des jeunes de l'ethnie peul se radicalisent de plus en plus et s'organisent en milice d'auto défense. Ce type de radicalisme est alimenté par le sentiment d'abandon des peuls par l'Etat. Suite aux différentes entes attaques par des bandits armés venant du Mali, dont les peuls éleveurs sont victimes, ces derniers pensent que l'Etat ne fait rien pour les protéger.

Il faut noter que la politique et la religion ne sont pas des facteurs de radicalisation, ce sont plutôt des voies que les uns utilisent pour

¹⁹ Parenté à plaisanterie : c'est système de cousinage entre les différentes ethnies du Niger qui leur permet de plaisanter entre eux sans se fâcher.

radicaliser les autres, afin d'atteindre leur objectif dont la finalité reste **l'accès au pouvoir politique.**

4.1.3.1. Voie politique

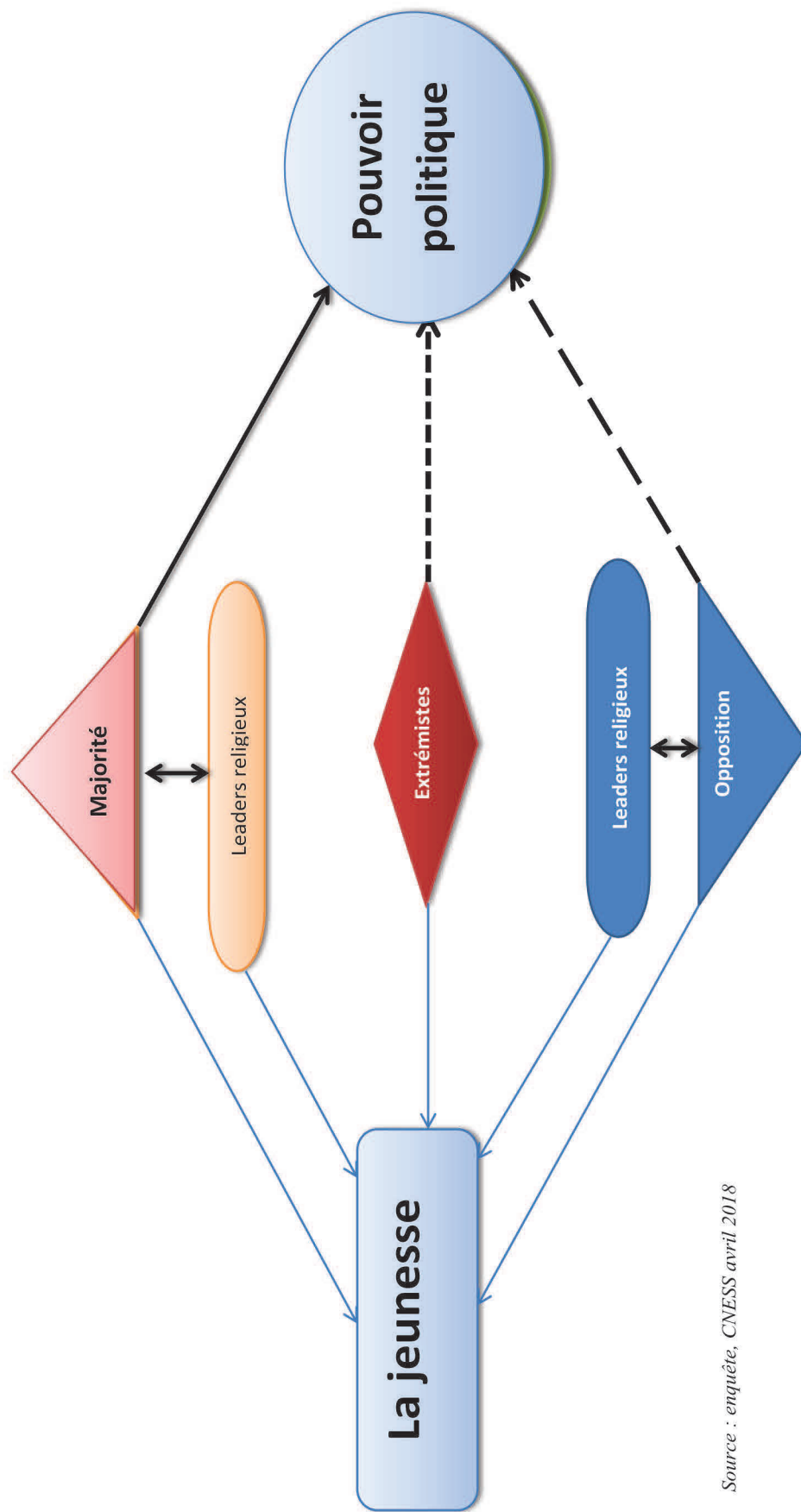
Pour parvenir au pouvoir, certains acteurs politiques n'hésitent pas à recourir à des pratiques peu orthodoxes pour mobiliser les jeunes qui constituent la majorité de l'électorat. En se basant sur la vulnérabilité des jeunes décrits ci-dessus, certains hommes politiques vont jusqu'à faire des fausses accusations à l'encontre de leurs adversaires politiques. De plus en plus, on constate un recours à des moyens de conquête de pouvoir qui se trouvent en dehors des règles du jeu démocratiques. Au lieu d'élaborer des programmes de société pour convaincre l'électorat, certains acteurs politiques se contentent d'alimenter la haine en tirant sur les ficelles ethniques ou d'appartenance régionale. Cette stratégie est féconde car les électeurs en milieu rural généralement ne votent pas pour des programmes des partis, mais pour des personnes. Cela explique la contradiction entre les meilleurs indicateurs d'accès aux services sociaux de base et les mauvais indicateurs sur la gestion des ressources publiques. Les jeunes enquêtés se sont contentés d'indexer ou d'accuser certains hommes politiques de détournement ou d'enrichissement illicite qui est leur indicateur principal d'une mauvaise gouvernance. Ils n'ont pas la capacité d'évaluer les politiques publiques en fonction de leur réponse aux préoccupations des populations. Certains acteurs politiques basent leurs stratégies sur ces perceptions pour alimenter la haine contre leurs adversaires politiques. . De telles attitudes jouent en faveur de la promotion de l'extrémisme violent et de la violence en politique.

4.1.3.2. Voie religieuse

Certains leaders religieux qui ne peuvent pas militer dans les partis politiques mais qui aspirent au pouvoir utilisent la religion comme tremplin. Ils adoptent la même stratégie que les politiciens, sauf qu'ils brandissent l'Islam et la « Charia » comme solutions alternatives pour

remédier à l'injustice sociale. Leurs prêches sont généralement politiques et interprètent certains versets dans des contextes très différents de leur révélation originale (des exemples sont cités plus bas). Ainsi essaient-ils de convaincre les fidèles qu'un retour à l'époque de la vie du prophète est possible. Pour inciter les jeunes à la violence, ils isolent des versets coraniques pour les placer dans le contexte actuel dans le but de leur faire croire que c'est le Coran qui appelle au combat religieux. De surcroît, nous assistons depuis quelques années à une sorte d'alliance stratégique entre certains leaders politiques et certains leaders religieux. L'étude a révélé que chaque camp politique dispose de ces propres marabouts qui les conseillent et les aident à mobiliser les électeurs. Les entretiens avec les leaders religieux ont permis de révéler que la plupart des leaders politiques disposent d'au moins un marabout de confiance. Il y a également des associations islamiques proches du pouvoir et celles proches de l'opposition. Cette situation exacerbe le fossé entre les différents leaders religieux et contribue à entretenir le foyer de contestation entre les marabouts. Certains prédicateurs s'attaquent nommément à d'autres prédicateurs lors des prêches, parce qu'ils n'ont pas la même appartenance associative et/ou politique. La quasi-totalité des oulémas interviewés affirme que cette situation de l'extrémisme et d'intolérance n'a aucun fondement islamique. Ce sont des pratiques importées du Nigéria par certains leaders religieux.

Fig45 : Schéma de la configuration des relations entre la population, les leaders religieux, les leaders politiques et les extrémistes religieux



Source : enquête, CNESS avril 2018

Le schéma ci-dessus montre que les leaders religieux proches du pouvoir ou de l'opposition ne rejettent pas le modèle de l'Etat existant car ils sont proches des acteurs qui dirigent le pouvoir d'Etat ou ceux qui veulent le conquérir et jouent généralement le rôle d'acteurs d'aide à la décision. Ils se considèrent comme des acteurs de la « société civile islamique ». . On note également que pour l'instant, ces religieux ne manifestent pas leur intérêt à gouverner le pays sur la base de la région. Ils se contentent d'être les plus proches conseillers de ceux qui gouvernent ou de ceux qui aspirent à gouverner. Les extrémistes, quant à eux, rejettent catégoriquement le système démocratique. Leurs projets politiques et aspirations à diriger l'Etat sont basés sur les préceptes de l'Islam. Ils utilisent la religion pour dénoncer le système et convaincre les jeunes à se dissocier de ce système. Ils agissent généralement à travers les prêches publics, mais aussi l'endoctrinement individuel. Pendant les entretiens, certains oulémas nous ont cité quelques versets utilisés par des extrémistes religieux pour inciter les jeunes à se livrer au combat religieux. La transcription de ces versets sur le site islamique www.islam.fr.com est utilisée pour ce document:

Coran, sourate 4 verset 84 : « *Combats donc dans le chemin d'Allah ! Tu n'es responsable que de toi-même et encourage les croyants (au combat). Allah arrêtera certes la violence des mécréants., Allah est plus redoutable en force et plus sévère en châtement* »

Coran 4 (An Nisaa) verset 89 : « *Ils voudraient qu'à leur instar vous sombreriez dans la mécréance afin que vous en soyez au même point (sawâ') qu'eux. Ne les prenez pas pour alliés tant qu'ils n'auront pas émigré pour la cause de Dieu et s'ils se détournent, emparez-vous d'eux et tuez-les où que vous les trouviez. Et ne les prenez ni pour alliés ni pour partisans ! »*

Coran sourate 4 verstes 95-96 : « *Ne sont pas égaux ceux des croyants qui restent chez eux (sauf les infirmes) et ceux qui luttent corps et biens dans le sentier d'Allah. Allah donne à ceux qui luttent corps et biens un*

grade d'excellence sur ceux qui restent chez eux. Et à chacun Allah a promis la meilleure récompense; et Allah a mis les combattants au-dessus des non combattants en leur accordant une rétribution immense, des grades de supériorité de Sa part ainsi qu'un pardon et une miséricorde. Allah est Pardonneur et Miséricordieux. ».

Coran, sourate 2 verset 193 : « *Et combattez les jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de persécution et que la religion soit entièrement à Allah seul. S'ils cessent, donc, plus d'hostilités, sauf pour les injustes* »

Coran, sourate 48 verset 16 : « *vous serez bientôt appelés contre des gens d'une force redoutable, vous les combattrez à moins qu'ils n'embrassent l'Islam* »

Coran, sourate 9 verset 123 : « *Ô vous qui croyez ! Combattez ceux des mécréants qui sont près de vous et qu'ils trouvent en vous la dureté et sachez qu'Allah est avec les pieux* »

Ces versets et bien d'autres sont généralement évoqués par les extrémistes religieux pour inciter au combat religieux. Ce sont des versets qui, pris isolément, ne permettent pas de comprendre leurs vrais sens et le contexte dans lequel ils s'appliquent. Il s'agit des versets adressés au prophète qui l'encouragent et encouragent les fidèles de son époque à aller au combat. Ils ne s'appliquent pas dans le contexte actuel. Les extrémistes profitent de l'ignorance de la majorité (93% à 96% des jeunes en milieu rural) pour leur faire croire que ces versets peuvent aussi s'appliquer à notre contexte.

4.1.3.3. Voie ethnique

Sur les questions ethnocentriques, entre 96% et 98% des jeunes connaissent plus de six ethnies du Niger et pensent qu'on ne doit pas se renfermer sur son ethnie. Ils prônent tous le brassage ethnique et l'unité nationale. Selon les régions, entre 2% et 4% des jeunes enquêtés pensent que chacun doit défendre son ethnie. Parmi eux, plus de 95% prônent le mariage intra ethnique et l'imposition de la langue parlée par

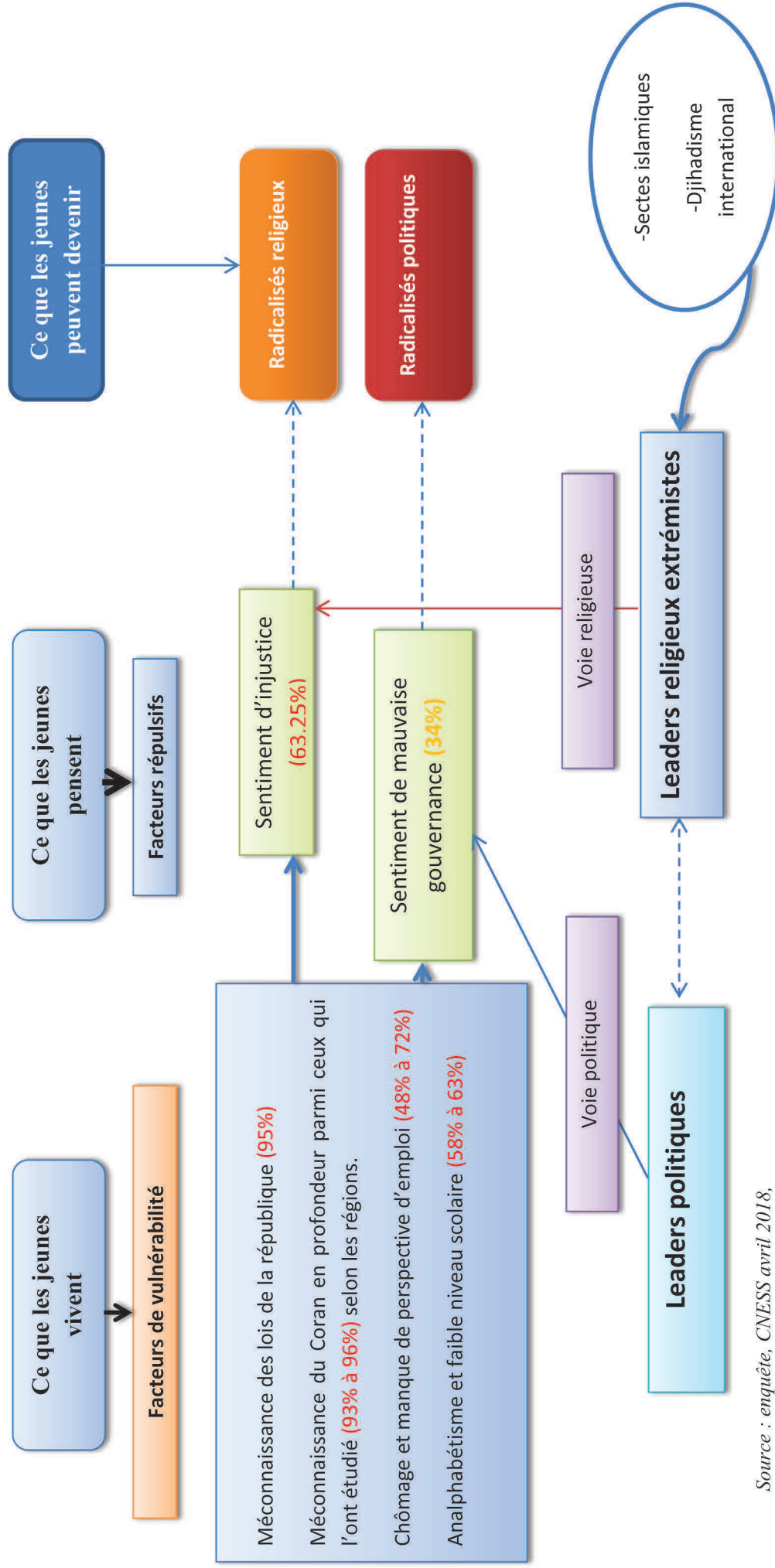
leur ethnie à leurs descendance. Moins de 5% d'entre eux pensent qu'on peut faire recours aux armes pour défendre son ethnie. La majorité des jeunes qui pensent cela appartient aux ethnies nomades du Niger. Ils sont généralement issus des zones qui ont connu la rébellion armée, ou des endroits où les jeunes se sont organisés en milice d'autodéfense.

Lorsqu'on croise ces chiffres, on constate que moins d'1% des jeunes enquêtés peuvent être embarqués dans la violence interethnique. On peut conclure que la voie ethnique n'est pas une voie pouvant conduire à la radicalisation collective au Niger. Cependant, ce taux n'est pas à négliger pour autant. Il indique qu'il y a quelques radicalisés ethnique au sein de la société nigérienne. Pour le moment, ces individus ne peuvent pas influencer la masse pour des raisons que nous avons évoquées précédemment. Toutefois, il est important de souligner que les dynamiques sociales et les contextes peuvent favoriser le développement de ce phénomène.

4.1.4. Schéma de la radicalisation de jeunes en milieu rural

L'analyse des résultats de l'enquête par questionnaire et les entretiens formels et informels avec les jeunes, les leaders religieux, les leaders politiques, les leaders coutumiers et les personnes ressources nous ont permis de comprendre que le processus de radicalisation des jeunes en milieu rural se présente sous forme de système avec des éléments qui interagissent pour favoriser la radicalisation. Ces éléments sont essentiellement des acteurs, des faits, des actes et des opinions. Parmi ces éléments on trouve principalement les facteurs de vulnérabilité et les facteurs répulsifs qui créent le terreau de la radicalisation et aussi les acteurs cultivent les « graines » de la radicalisation dans ce terreau fertile. Le schéma suivant résume le système qui entretient la radicalisation en milieu rural.

Fig46 : schéma de la radicalisation en milieu rural



Source : enquête, CNESS avril 2018.

Encadré 1

En milieu rural, les jeunes sont soumis à plusieurs facteurs structurels qui les rendent vulnérables. Cette vulnérabilité les pousse à développer des idées propres à eux qu'ils gardent généralement sous silence. L'enquête a démontré que 63,25% des jeunes interviewés pensent dans leur for intérieur qu'il n'ya pas d'équité ni de justice. 34% parmi les mêmes enquêtés pensent qu'il y'a une mauvaise gouvernance au niveau de l'Etat et des collectivités. Toutefois, la vulnérabilité et les idées développées par les jeunes ne suffisent pas à elles seules à les radicaliser car ils ne disposent ni de capacité intellectuelle encore moins de moyens financiers pour s'organiser et se mobiliser contre un Etat. La radicalisation est provoquée par les leaders (religieux et politiques) qui exploitent la vulnérabilité et la perception de la majorité des jeunes. Les leaders politiques agissent surtout sur ceux qui pensent qu'il y'a mauvaise gouvernance et les extrémistes agissent en priorité sur ceux qui pensent qu'il y'a de l'injustice. On constate de plus en plus une infiltration des extrémistes sur le terrain politique. Cela peut être un cocktail très dangereux pour la démocratie.

4.2. Facteurs de radicalisation en milieu urbain

L'étude a révélé une certaine différence entre le milieu urbain et rural en termes de vulnérabilité à la radicalisation. Les mêmes questions posées en milieu rural ont trouvé des réponses différentes en milieu urbain. Cependant, on trouve les mêmes facteurs de vulnérabilité et les mêmes facteurs répulsifs. Mais on constate l'apparition de nouveaux acteurs que sont les leaders de la société civile et les leaders syndicaux.

4.2.1. Facteurs de vulnérabilité des jeunes en milieu urbain

Tout comme les jeunes en milieu rural, ceux du milieu urbain sont aussi soumis à un certain nombre de facteurs qui les rendent vulnérables à la radicalisation

4.2.1.1. Méconnaissance des lois et règlements de la République

Les lois et règlements de la République sont aussi méconnus par la plupart des jeunes en milieu urbain. Outre la ville de Niamey, plus de 56% des jeunes enquêtés ne connaissent pas la constitution et plus de 76% des enquêtés n'ont jamais lu les articles de la constitution relatifs aux droits et devoirs de la personne humaine. En donnant les raisons pour lesquelles ils ne souhaitent pas faire des actes comme, le vol, le meurtre ou le trafic de drogue, les jeunes réfèrent toujours au châtiment divin et font rarement cas à la répression pénale. Cela voudrait dire que ces jeunes se basent beaucoup plus sur les lois islamiques que sur les lois de la république.

4.2.1.2. Méconnaissance ou faible connaissance du Coran et de la Sounna

Les figures suivantes nous montrent la proportion des jeunes enquêtés ayant étudié le Coran et leur niveau de connaissance selon les chefs-lieux des régions.

Fig47 : Tahoua, jeunes ayant étudié le Coran ou pas

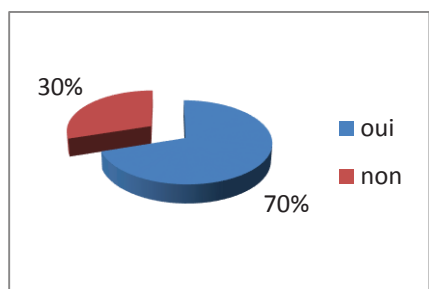
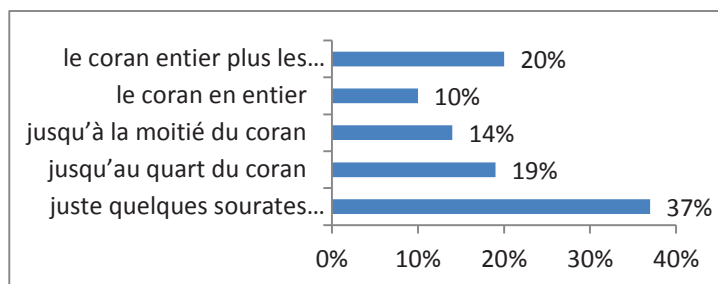


Fig. 48: Tahoua, niveau d'étude du Coran



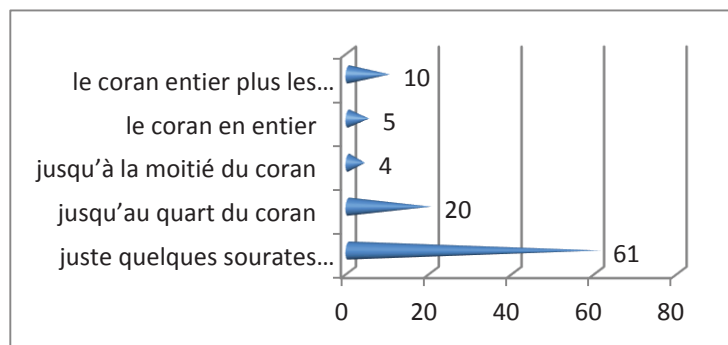
Source : enquête, CNESS avril 2018

Dans le chef-lieu de la région de Tahoua, on constate que 70% des jeunes enquêtés ont étudié le Coran, 37% d'entre eux se sont arrêtés à quelques sourates leur permettant de prier, 19% ont atteint le quart du Coran, 14% la moitié du Coran, 10% ont lu le C Coran en entier et 20% ont étudié le Coran et des hadiths. En analysant leur niveau de connaissance, on remarque que 80% de ceux qui ont étudié le Coran n'ont pas la capacité intellectuelle de l'interpréter (tafsir) contre 20% dont leur niveau d'étude pourrait leur permettre de l'interpréter. Les résultats montrent aussi que le chef-lieu de la région de Tahoua dispose de cinq fois plus de jeunes capables d'interpréter le Coran que les zones rurales. Cela s'explique par l'exode rural d'une importante partie de la population qui rejoint les grandes villes. Ceux qui ont étudié le Coran en profondeur font partie des migrants. Ils viennent pour travailler, apprendre davantage le Coran, animer les associations islamiques ou exercer en tant que marabout-guérisseur.

Fig49 : Zinder, jeunes ayant étudié le Coran ou pas



Fig50 : Zinder, niveau d'étude du Coran



Source : enquête, CNESS avril 2018

L'analyse des résultats du chef-lieu de la région de Zinder montre que 100% des jeunes enquêtés ont étudié le Coran, 61% d'entre eux ont étudié juste quelques sourates pour la prière, 20% ont lu le quart du Coran, 4% la moitié du Coran, 5% ont lu le Coran en entier et 10% ont lu le Coran en entier et des hadiths. C'est donc seulement 10% qui peuvent avoir la capacité de comprendre et d'interpréter les versets du Coran. On constate que la proportion des jeunes ayant cette capacité de comprendre le Coran en milieu constitue le double de celle du milieu rural de Zinder.

Fig51 : Tillabéri, jeunes ayant étudié le Coran ou pas

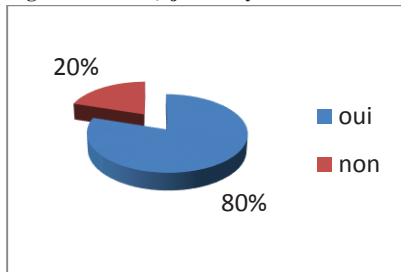
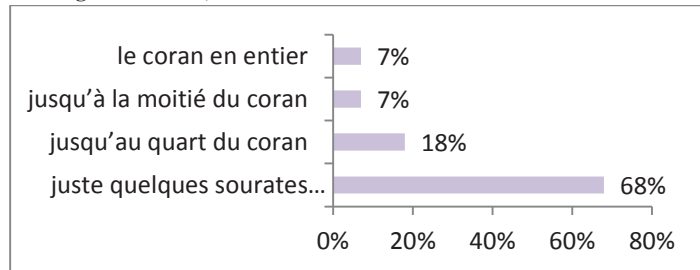


Fig52 : Tillabéri, niveau d'étude du Coran



Source : enquête, CNESS avril 2018

Dans le chef-lieu de la région de Tillabéri, les résultats montrent que 80% des jeunes enquêtés ont étudié le Coran et que la totalité n'a pas la formation coranique nécessaire pour comprendre la signification des versets du Coran. Cela peut s'expliquer par cette hypothèse : les jeunes ayant atteint le niveau élevé de l'étude coranique préfèrent rester dans les villages. Et Les jeunes de la ville n'arrivent pas à atteindre ce niveau de connaissance coranique.

Fig53 : Diffa, jeunes ayant étudié le Coran ou pas

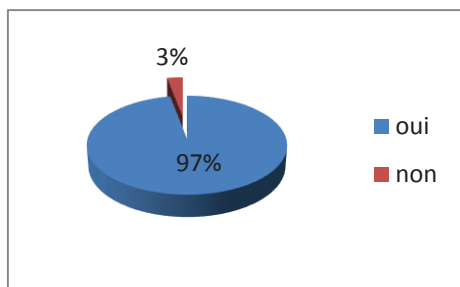
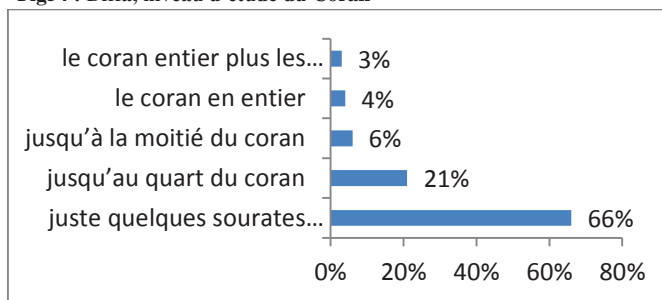


Fig54 : Diffa, niveau d'étude du Coran



Source : enquête, CNESS avril 2018

Dans le chef-lieu de la région de Diffa les résultats montrent que 97% des jeunes enquêtés ont étudié le Coran, 66% d'entre eux ont appris juste quelques sourates pour la prière, 21% ont atteint le ¼ du Coran, 6% la moitié, 4% le Coran entier et 3% ont étudié le Coran et des hadiths. On constate que seulement 3% des jeunes enquêtés dans la ville de Diffa peuvent être capable de comprendre et d'interpréter le Coran. Les résultats de Diffa sont presque similaires à ceux de Tillabéry et peuvent s'expliquer de la même manière.

Fig55 : Niamey, jeunes ayant étudié le Coran ou pas

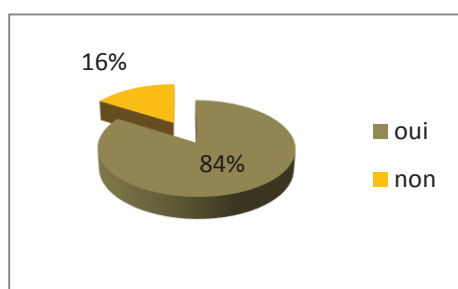
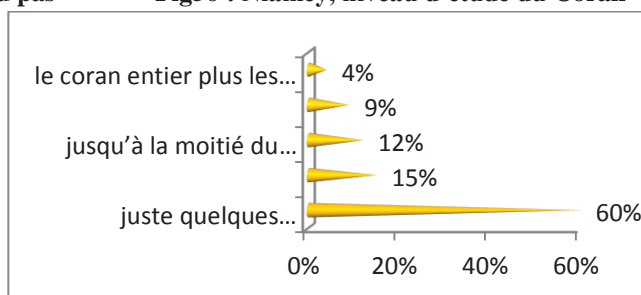


Fig56 : Niamey, niveau d'étude du Coran



Source : enquête, CNESS avril 2018

Dans la communauté urbaine de Niamey, les résultats montrent que 84% des jeunes enquêtés ont étudié le Coran, 60% parmi eux ont appris juste quelques sourates pour prier, 4% seulement ont la capacité de comprendre et d'interpréter les versets du Coran contre 96% qui n'ont pas cette capacité.

Les différents résultats de l'enquête dans les cinq grandes villes du Niger montrent qu'en moyenne 93% des jeunes ayant étudié le Coran ne savent en réalité que lire et réciter quelques sourates. Seulement 7% en moyenne peuvent avoir la capacité intellectuelle requise pour

comprendre et interpréter le Coran. Cela explique la forte dépendance des jeunes aux prêches et aux leaders religieux pour accroître leurs connaissances islamiques. Parmi les 7% se trouvent des jeunes (dont la proportion n'est pas déterminée dans cette étude) qui n'ont aucun travail et qui ne se basent que sur la connaissance coranique pour gagner leur vie. Ces jeunes présentent des risques élevés de radicalisation.

4.2.1.3. Analphabétisme des jeunes

Tout comme le milieu rural, l'étude a évalué le taux d'analphabétisme des jeunes enquêtés en milieu urbain. Les résultats par région sont traduits par les figures suivantes :

Fig57 : Tahoua : jeunes scolarisés et non.

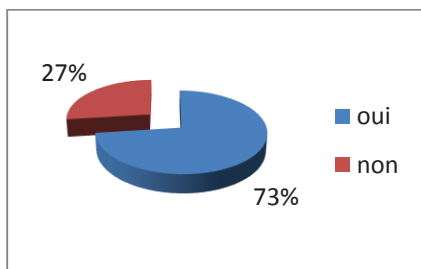
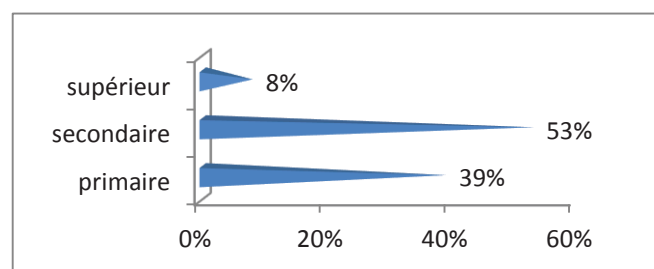


Fig58 : Tahoua : niveau d'étude des jeunes scolarisés



Source : enquête, CNESS avril 2018

Dans le chef-lieu de la région de Tahoua, les résultats montrent que 73% sont scolarisés. Parmi eux, seulement 8% qui ont un niveau supérieur et sont donc capable de réfléchir et de prendre une décision de manière autonome. 39%, en plus des non scolarisés, peuvent être victimes de la manipulation de certains leaders.

Fig59 : Zinder : jeunes scolarisés et non.

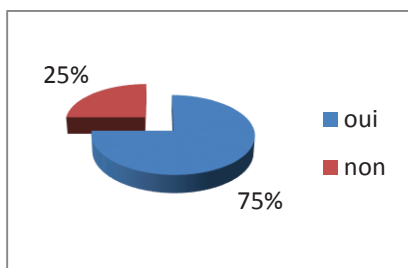
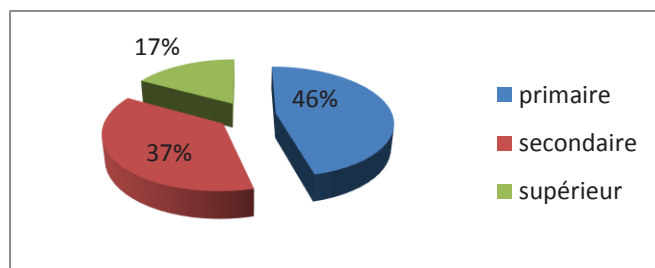


Fig60 : Zinder : niveau d'étude des jeunes scolarisés



Source : enquête, CNESS avril 2018

Dans la ville de Zinder, l'analyse des résultats montre que 75% des jeunes enquêtés ont fréquenté l'école, mais seulement 17% parmi eux ont un niveau supérieur. Ici également, on constate que le taux des jeunes ayant une capacité autonome de réflexion est faible.

Fig61 : Tillabéri : jeunes scolarisés et non.

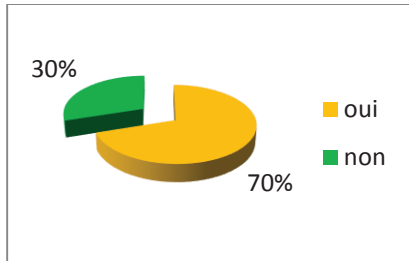
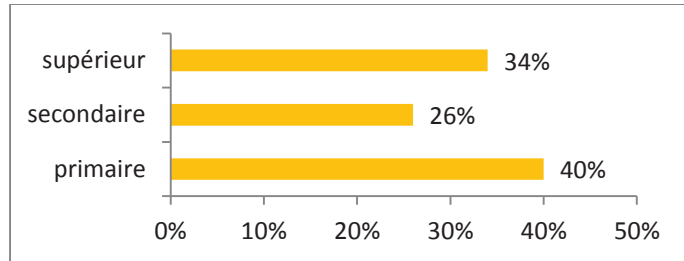


Fig62 : Tillabéri : niveau d'étude des jeunes scolarisés



Source : enquête, CNESS avril 2018

Dans la commune urbaine de Tillabéri, on constate que 70% des jeunes enquêtés ont fréquenté l'école et 34% d'entre eux ont un niveau assez élevé pour comprendre les enjeux et prendre de bonnes décisions.

Fig63 : Diffa : jeunes scolarisés et non.

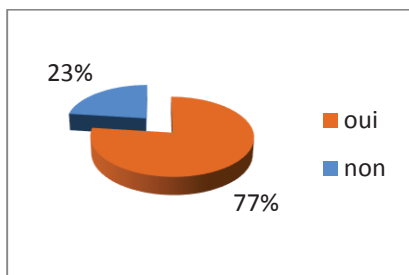
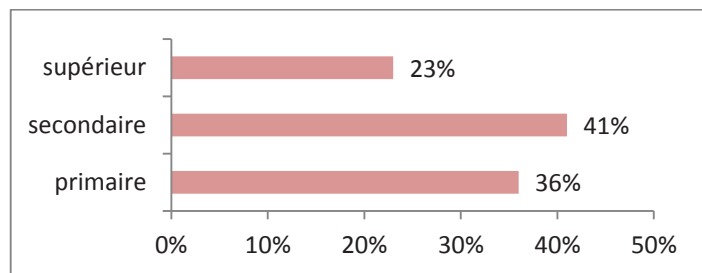


Fig 64: Diffa: niveau d'étude des jeunes scolarisés



Source : enquête, CNESS avril 2018

Dans la commune urbaine de Diffa, l'analyse des résultats montre que 77% des jeunes enquêtés ont fréquenté l'école. On constate que seulement 23% parmi eux ont le niveau leur permettant de faire des analyses critiques et de prendre des décisions de manière autonome.

Fig65 : Niamey : jeunes scolarisés et non.

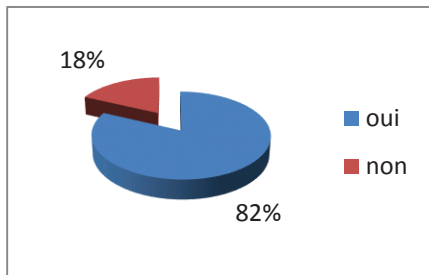
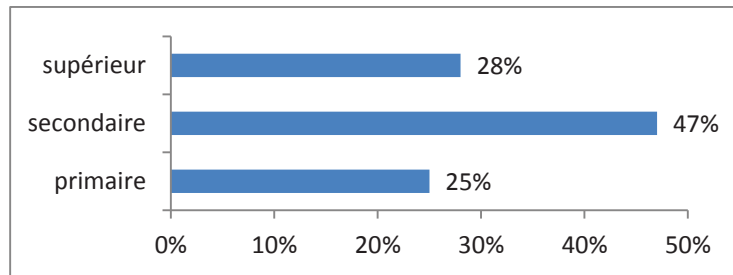


Fig66 : Niamey: niveau d'étude des jeunes scolarisés



Source : enquête, CNESS avril 2018

Dans la ville de Niamey, l'analyse des résultats montre que 82% des jeunes enquêtés ont fréquenté l'école et seulement 28% parmi eux peuvent avoir la capacité d'analyse et de prise de décision autonome. En se basant sur le niveau d'étude, on peut dire qu'en plus des 18% d'illettrés, les 25% des jeunes sont aussi vulnérables d'un point de vue psychologique et peuvent être manipulés par l'élite.

En analysant les résultats des cinq grandes villes, on peut noter que 8% à 34% des jeunes enquêtés ont un niveau qu'on peut qualifier de supérieur, leur permettant de résister à la manipulation politique ou religieuse. En plus de ceux qui n'ont pas fréquenté l'école, on trouve 25% à 46% des jeunes qui n'ont pas pu franchir le niveau primaire, qui peuvent être manipulés et participer à des scènes de violence urbaine.

4.2.1.4. Sentiment d'injuste

L'Etude s'est aussi penchée sur ce que les jeunes en milieu urbain pensent dans le for intérieur de la justice et l'état de droit dans le milieu auquel ils appartiennent. Les figures suivantes montrent les résultats trouvés selon les villes.

Fig67 : Tahoua, Egalité devant la loi entre riche et pauvre

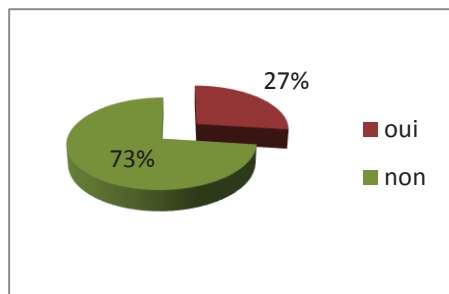
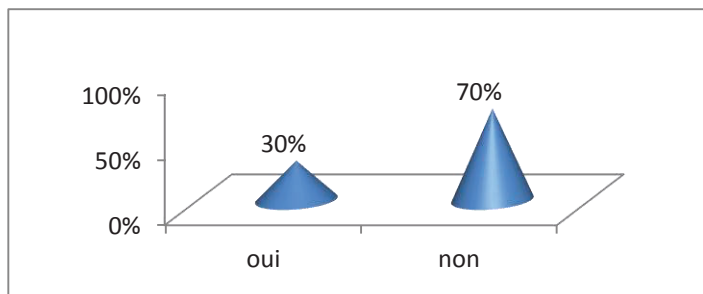


Fig 68: Tahoua, Egalité devant la loi entre citoyen ordinaire et homme politique



Source : enquête, CNESS avril 2018

L'enquête auprès des jeunes de la commune urbaine de Tahoua a révélé que 73% d'entre eux soutiennent que les riches et les pauvres ne sont pas égaux devant la loi et 70% soutiennent également que les citoyens ordinaires et les hommes politiques n'ont pas le même traitement devant les tribunaux. Ils justifient leur position par la corruption pour les riches et l'influence politique pour les hommes politiques.

Fig69 : Zinder, Egalité devant la loi entre riche et pauvre

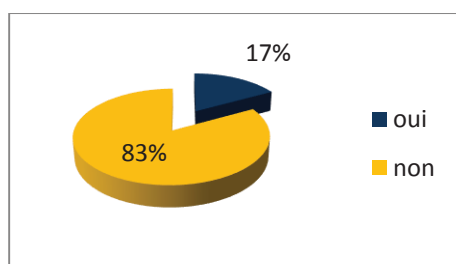
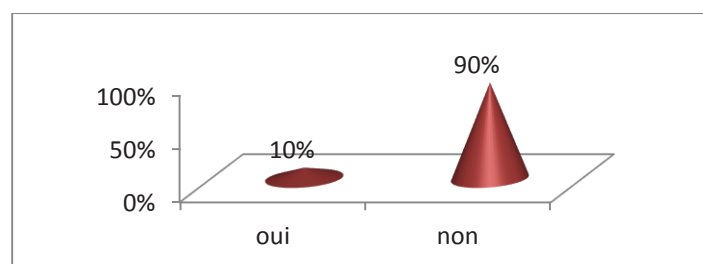


Fig70 : Zinder, Egalité devant la loi entre citoyen ordinaire et homme politique



Source : enquête, CNESS avril 2018

Les résultats de la ville de Zinder montrent que 83% des jeunes enquêtés affirment que les riches sont toujours privilégiés par la justice par rapport aux pauvres car ils utilisent l'argent pour corrompre certains juges et policiers. 90% des jeunes pensent que les hommes politiques ne sont jamais inquiétés par la justice car ils ont des soutiens au sommet de l'Etat et que des ordres sont donnés par des personnes influentes pour que la justice abandonne les poursuites.

Fig71 : Tillabéri, Egalité devant la loi entre riche et pauvre

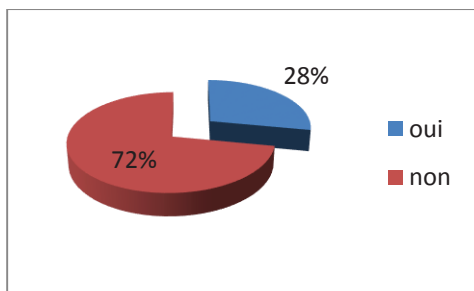
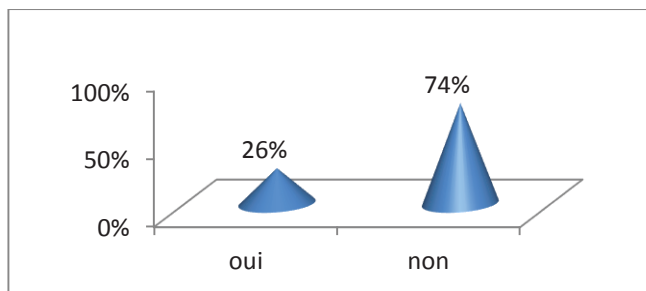


Fig72 : Tillabéri, Egalité devant la loi entre citoyen ordinaire et homme politique



Source : enquête, CNESS avril 2018

Dans la commune urbaine de Tillabéri, les résultats montrent que 72% des jeunes enquêtés affirment que la justice ne s'applique véritablement qu'aux pauvres. 74% des jeunes disent que les hommes politiques échappent généralement à la justice. Comme justification, ils évoquent la corruption et l'enrichissement illicite, flagrant et rapide des hommes politiques au détriment des citoyens ordinaires.

Fig73 : Diffa, Egalité devant la loi entre riche et pauvre

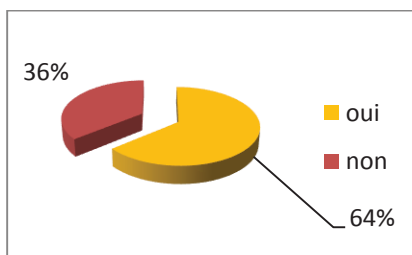
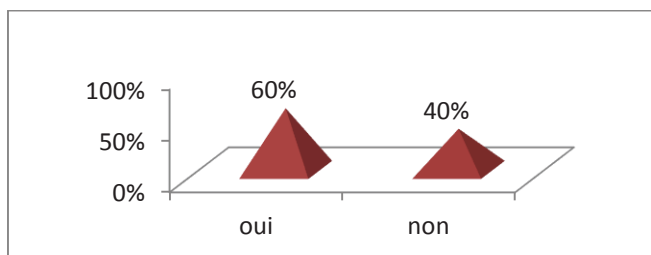


Fig74 : Diffa, Egalité devant la loi entre citoyen ordinaire et homme politique



Source : enquête, CNESS avril 2018

La ville de Diffa est la seule parmi les cinq villes enquêtées où le taux de ceux qui pensent qu'il y'a justice entre les riches et les pauvres est plus élevé que celui de ceux qui pensent le contraire. 64% des jeunes enquêtés dans la ville de Diffa affirment que les riches et les pauvres ont le même droit devant la justice. Ils soutiennent cela par le fait que des riches de la ville impliqués dans les affaires de Boko Haram ont été arrêtés par la justice. 60% des jeunes affirment que les politiciens et les citoyens ordinaires ont également les mêmes droits devant la justice. Etant donné que la ville de Diffa fait l'exception, on pouvait se demander si l'intervention de l'Etat pour lutter contre Boka Haram n'a-t-il pas eu des répercussions sur la perception des jeunes vis-à-vis de la justice ?

Fig75 : Niamey, Egalité devant la loi entre riche et pauvre

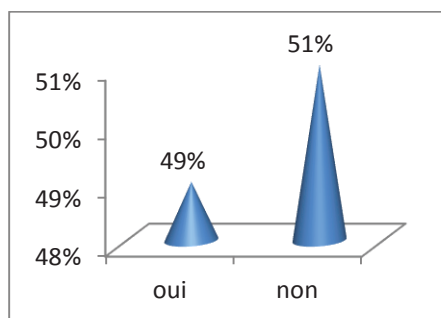
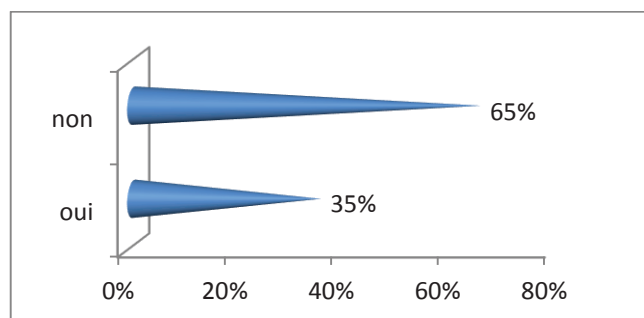


Fig76 : Niamey, Egalité devant la loi entre citoyen ordinaire et homme politique



Source : enquête, CNESS avril 2018

Dans la ville de Niamey, 51% des jeunes enquêtés pensent qu'il n'y a pas d'équité entre les pauvres et les riches en matière de justice. 65% des jeunes pensent qu'il n'y'a pas d'équité entre les hommes politiques et les citoyens ordinaires devant la justice. Pour se justifier, ils évoquent l'impunité des hommes politiques ayant détourné de l'argent public.

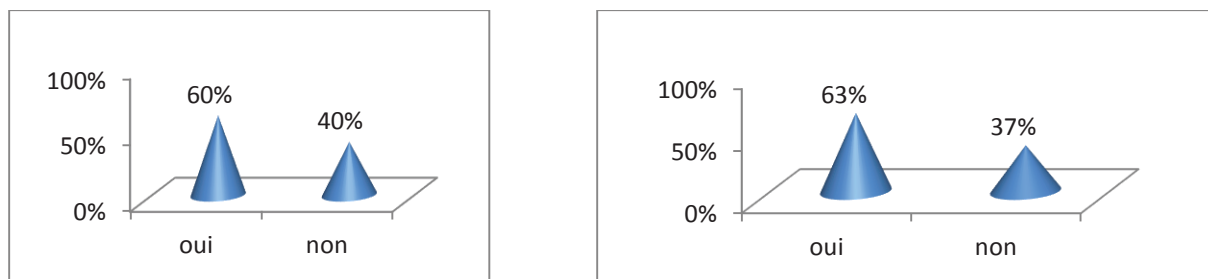
L'analyse des différents résultats montre que les jeunes dans leur grande majorité sont animés par ce sentiment d'iniquité et d'inégalité entre les différentes couches sociales. Or les extrémistes prônent la justice équitable et l'éradication des inégalités entre les différentes

couches sociales. On peut alors affirmer que le sentiment d'injustice constitue un facteur important sur lequel s'appuient les extrémistes pour radicaliser les jeunes. Lorsque plus de 65% des jeunes enquêtés sont animés par ce sentiment, cela constitue un danger potentiel pour le système démocratique.

4.2.1.5. Sentiment de mauvaise gouvernance

Les jeunes enquêtés se prononcent sur la gouvernance des ressources du pays et de leurs collectivités afin de savoir ce qu'ils en pensent. Les figures suivant donnent l'état de leurs réponses dans chaque ville.

Fig77 : Tahoua, les ressources publiques sont bien gérées par l'Etat ? Fig78 : Tahoua, les ressources publiques sont bien gérées par la Mairie ?



Source : enquête, CNESS avril 2018

Dans la ville de Tahoua, on constate que 60% des jeunes enquêtés soutiennent que l'Etat gère bien les ressources contre 40%. Concernant la gestion de la Mairie, 63% pensent que la Mairie gère bien et 37% pensent le contraire. Bien que la majorité des jeunes pense qu'il y'a une bonne gestion des ressources publiques au niveau de l'Etat et des collectivités, il est important de prendre en considération la frange qui pense le contraire et qui dénonce l'enrichissement des dirigeants et l'appauvrissement des populations. Les résultats montrent aussi que les jeunes enquêtés ne font pas référence à l'accès aux services sociaux de base dans leur analyse de la gouvernance. Ils s'appuient plutôt sur le détournement et l'enrichissement de l'élite politique. Concernant l'accès aux services sociaux de base, 73% des jeunes pensent que l'Etat fournit beaucoup d'efforts dans le domaine de l'accès à l'eau potable, 56% pensent que des efforts sont fournis dans le domaine de la santé et 57% pensent que l'Etat fait de son mieux dans le domaine de l'éducation.

Fig79 : Zinder, les ressources publiques sont bien gérées par l'Etat ?

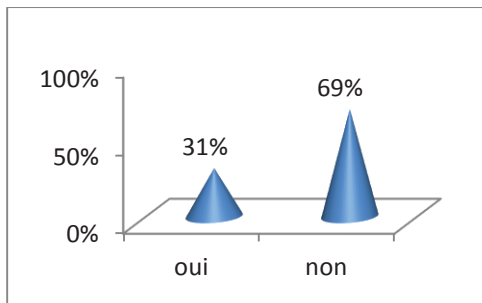
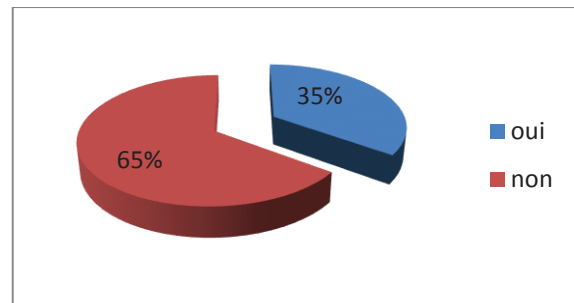


Fig80 : Zinder, les ressources publiques sont bien gérées par la Mairie ?



Source : enquête, CNESS avril 2018

Les résultats de la ville de Zinder montrent que 69% des jeunes enquêtés pensent que l'Etat n'est pas en train de bien gérer les ressources publiques du pays. Ils justifient leurs points de vue par le pillage des caisses du pays par ceux qui sont sensés les protéger. Ils pensent aussi que l'Etat n'est pas en train d'injecter les ressources dans ce qui constitue la priorité pour les jeunes, notamment la création de l'emploi. 65% des jeunes pensent que la mairie gère mal les biens de la collectivité. Ils affirment n'avoir pas vu des réalisations concrètes faites par la mairie dans la ville. On constate que sur les questions relatives à la gestion des ressources publiques, la majorité des jeunes de la ville de Zinder pensent qu'il y'a mauvaise gouvernance alors que 69% de ces mêmes jeunes, témoignent que l'Etat fournit assez d'effort pour que les populations aient accès à l'eau potable, 59% reconnaissent les efforts de l'Etat dans le domaine de santé et 56% témoignent que l'Etat fait de son mieux dans le domaine de l'éducation.

Fig81 : Tillabéri, les ressources publiques sont bien gérées par l'Etat ?

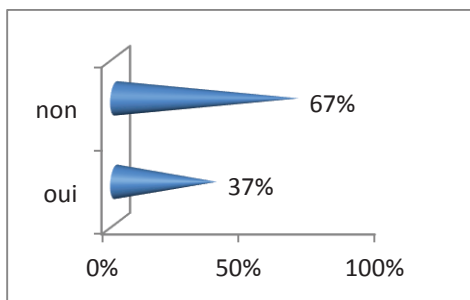
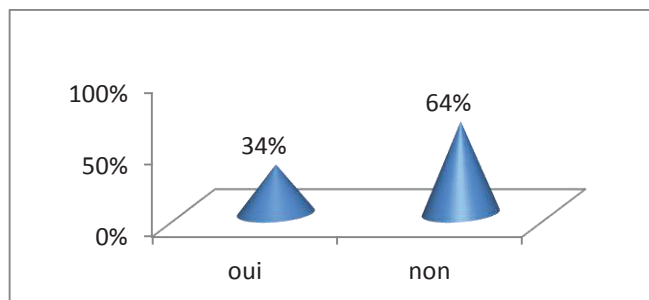


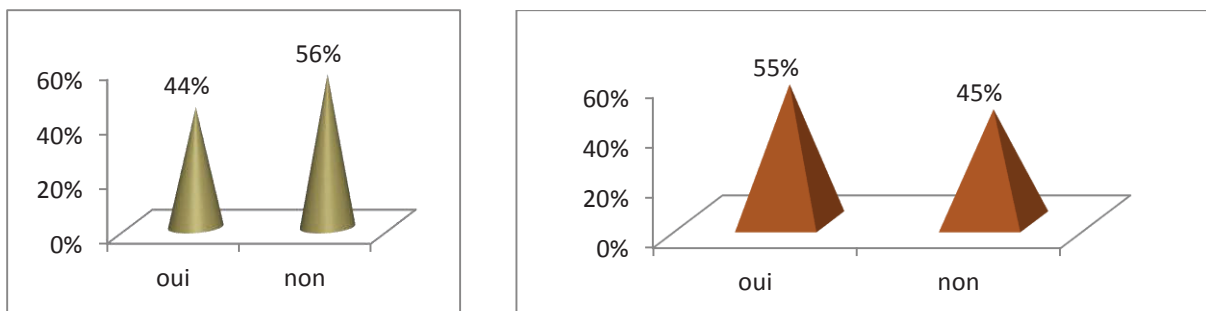
Fig. 82: Tillabéri, les ressources publiques sont bien gérées par la Mairie ?



Source : enquête, CNESS avril 2018

Dans la ville de Tillabéri, les résultats de l'enquête montrent que 67% des jeunes pensent qu'il y'a une mauvaise gestion des ressources publiques par l'Etat et 64% pensent que la Mairie gère mal les ressources de la collectivité. Ils justifient cela par le détournement et l'enrichissement des dirigeants. Les résultats de Tillabéri montrent que l'accès aux services sociaux de base n'est pas perçu comme un indicateur de bonne gouvernance chez les jeunes. En dépit du taux élevé des jeunes qui pensent qu'il y'a une mauvaise gouvernance, les indicateurs d'accès aux services sociaux de base sont tous au vert. On constate que 91% des jeunes de la ville de Tillabéri témoigne que l'Etat fournit des efforts pour que les populations aient accès à l'eau potable, 54% reconnaissent les efforts de l'Etat pour l'accès au soin de santé et 61% félicitent les efforts de l'Etat en matière d'éducation.

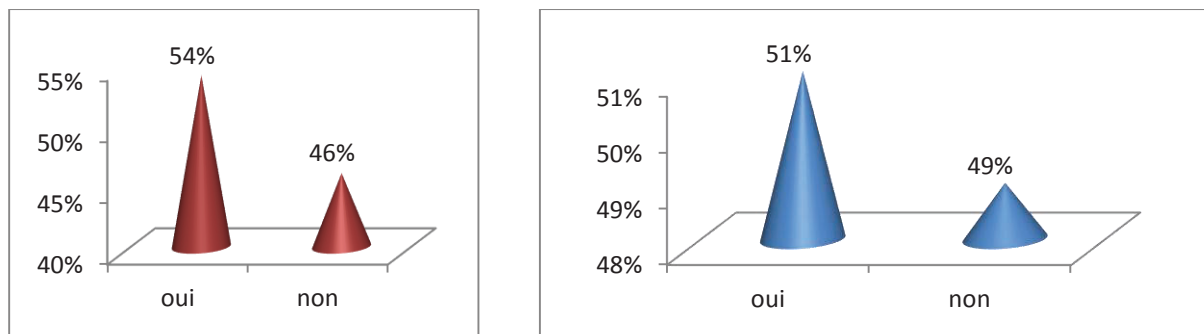
Fig83 : Diffa, les ressources publiques sont bien gérées par l'Etat ? Fig84 : Diffa, les ressources publiques sont bien gérées par la Mairie ?



Source : enquête, CNESS avril 2018

Dans la ville de Diffa, les résultats de l'enquête montrent que 56% des jeunes pensent que les ressources du pays sont mal gérées par l'Etat contre 44%. On constate que 45% pensent que les ressources de la collectivité sont mal gérées par la Mairie contre 55% qui pensent que la Mairie gère bien. A Diffa, 69% des jeunes enquêtés soutiennent que l'Etat fournit beaucoup d'efforts pour que les populations aient accès à l'eau potable, 73% reconnaissent les efforts de l'Etat dans le domaine de la santé et 59% saluent les efforts de l'Etat dans le domaine de l'éducation.

Fig85 : Niamey, les ressources publiques sont bien gérées par l'Etat ? Fig86 : Niamey, les ressources publiques sont bien gérées par la Mairie ?



Source : enquête, CNESS avril 2018

Dans la ville de Niamey, les résultats de l'enquête montrent que 54% des jeunes pensent que l'Etat gère bien les ressources du pays et 46% pensent le contraire. Concernant la gestion des ressources de la collectivité, on constate que 51% des jeunes pensent que la Mairie gère bien et 49% pense le contraire. Au niveau de la capitale, 84% des jeunes enquêtés reconnaissent les efforts de l'Etat dans le domaine de l'eau, 71% saluent les efforts de l'Etat dans le domaine de l'accès aux soins de santé et 53% dans le domaine de l'éducation.

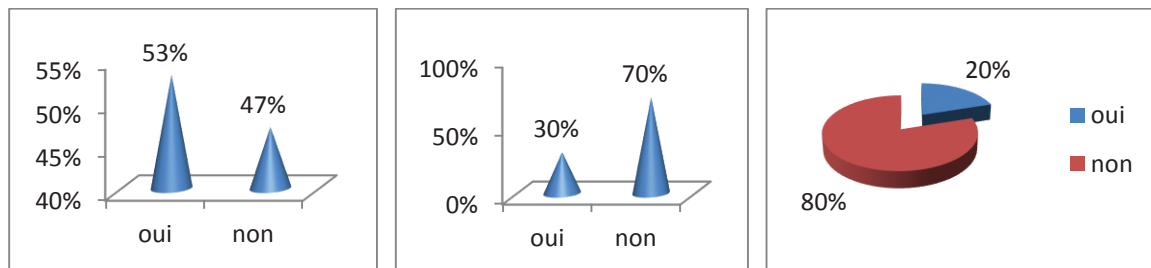
L'analyse des différents résultats des villes de Diffa, Tillabéri et Zinder concernant la gestion des ressources publiques montre que 56% à 69% des jeunes enquêtés pensent que les ressources publiques sont mal gérées par l'Etat. Respectivement à Tahoua et à Niamey 40% et 46% des jeunes enquêtés perçoivent une mauvaise gestion des ressources par l'Etat. Lorsque des jeunes ont l'impression que leur situation de précarité est directement liée au détournement des biens de l'Etat par certains acteurs qui gèrent, il est évident que cela peut aussi créer de la frustration sur laquelle les extrémistes peuvent se baser pour embarquer un grand nombre des jeunes dans la violence.

4.2.1.6. Chômage des jeunes

Le chômage des jeunes est aujourd'hui considéré comme l'un des facteurs les plus importants qui favorisent la radicalisation en milieu urbain. L'étude s'est penchée sur cette question pour voir le taux des jeunes désœuvrés, leur qualification et leurs opinions par rapport la

politique d'emploi de l'Etat. Les figures suivantes montrent les résultats par rapport à ces questions selon les villes.

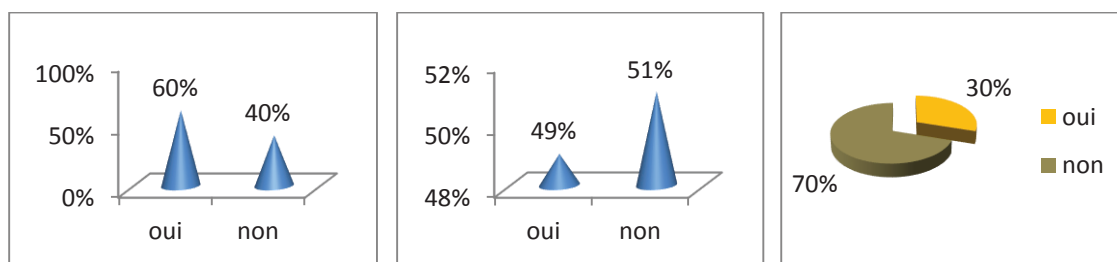
Fig87 : Tahoua, Situation de l'emploi des jeunes Fig88 : Tahoua, Aptitude des jeunes à travailler Fig89 : Tahoua, Politique de l'emploi de l'Etat



Source : enquête, CNESS avril 2018

Dans la ville de Tahoua, les résultats montrent que 47% des jeunes enquêtés n'ont aucun emploi fixe qui leur procure un revenu régulier. 70% parmi eux n'ont ni diplôme, ni une autre compétence technique ou professionnelle leur permettant d'avoir accès à un emploi qualifié. On constate aussi que 80% des jeunes enquêtés pensent que l'Etat ne fournit pas assez d'efforts pour que les jeunes aient accès à un emploi qui leur permet de subvenir à leurs besoins fondamentaux. **En croisant les données, on trouve que 33% des jeunes enquêtés dans la ville de Tahoua n'ont ni emploi, ni aptitude technique et professionnelle pour décrocher un emploi qualifié.**

Fig90 : Zinder, Situation de l'emploi des jeunes Fig 91: Zinder, Aptitude des jeunes à travailler Fig92 : Zinder, Politique de l'emploi de l'Etat

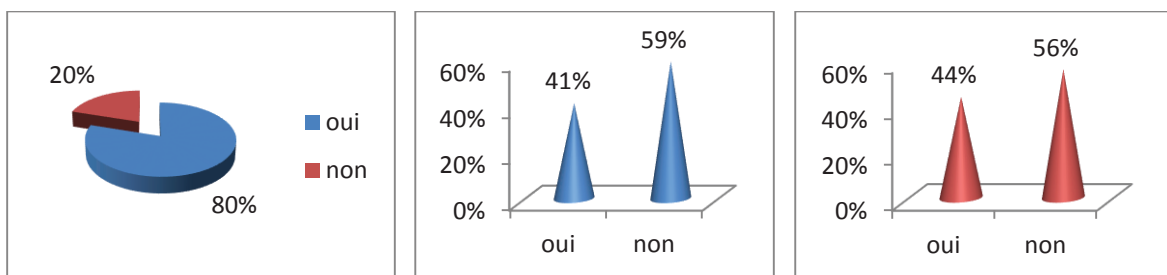


Source : enquête, CNESS avril 2018

Dans la ville de Zinder, les résultats de l'enquête montrent que 40% des jeunes n'ont pas un emploi fixe qui leur procure un revenu régulier. Parmi eux, 51% n'ont ni diplôme, ni aptitude technique ou professionnelle pour un travail qualifié. On constate que 70% des jeunes

enquêtés pensent que l'Etat ne fournit pas assez d'efforts pour que les jeunes aient accès à un emploi. La plupart de ces jeunes employés, ne travaillent pas dans la fonction publique. Par conséquent, ils pensent que l'Etat n'a pas joué un rôle dans l'obtention de leur emploi. ***L'analyse croisée des données montre que 18% des jeunes enquêtés dans la ville de Zinder n'ont ni travail, ni aptitude technique ou professionnelle à décrocher un emploi qualifié. Ils ne peuvent être utiles que dans les travaux physiques.***

Fig93 : Tillabéri, Situation de l'emploi des jeunes Fig94 : Tillabéri, Aptitude des jeunes à travailler Fig95 : Tillabéri, Politique de l'emploi de l'Etat



Source : enquête, CNESS avril 2018

Les résultats de la ville de Tillabéri montrent que 20% des jeunes enquêtés n'ont pas d'emplois fixes qui leur procurent des revenus réguliers. Parmi eux, 59% n'ont aucun diplôme ni aptitude technique ou professionnelle pour un travail qualifié. On constate que 56% des jeunes pensent que l'Etat ne fournit pas assez d'efforts pour que les jeunes aient accès à l'emploi. On remarque également que beaucoup des jeunes diplômés qui travaillent dans le secteur privé pensent que l'Etat ne fournit pas des efforts. Pour eux, l'Etat ne fournit d'effort que dans la mesure où tout le monde accède à un emploi public. ***L'analyse croisée des données montre que c'est seulement 11,8% des jeunes enquêtés qui n'ont pas d'emploi, ni aptitude technique et professionnelle pour avoir un emploi qualifié. Cette frange de jeunes n'est mobilisable que pour les travaux physiques. Elle constitue également une cible privilégiée pour les extrémistes religieux et politiques.***

Fig96 : Diffa, Situation de l'emploi des jeunes

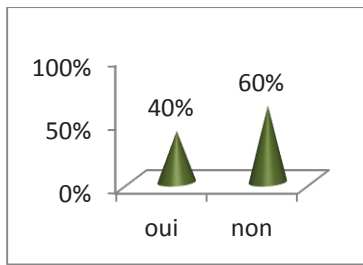


Fig97 : Diffa, Aptitude des jeunes à travailler

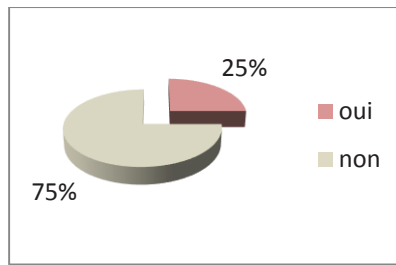
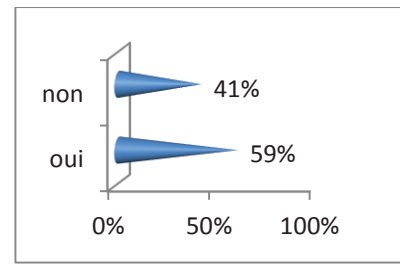


Fig98 : Diffa, Politique de l'emploi de l'Etat



Source : enquête, CNESS avril 2018

Dans la ville de Diffa, les données montrent que 60% des jeunes enquêtés n'ont pas d'emplois fixes qui leur permettent d'avoir des revenus réguliers. 75% d'entre eux n'ont aucun diplôme ni compétence technique ou professionnelle qui leur permettrait d'avoir un emploi qualifié. On constate que 41% des jeunes pensent que l'Etat ne fournit pas assez d'efforts pour que des jeunes comme eux aient accès à un emploi. ***En combinant les taux, on trouve que 45% des jeunes enquêtés dans la ville de Diffa n'ont ni emploi ni aptitude à décrocher un emploi qualifié. Ce taux est le plus élevé enregistré dans les villes concernées par l'étude.***

Fig99 : Niamey, Situation de l'emploi des jeunes

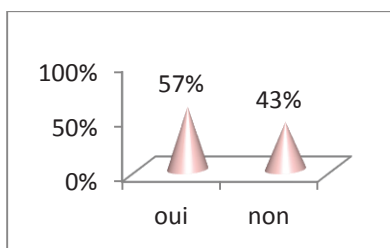


Fig100 : Niamey, Aptitude des jeunes à travailler

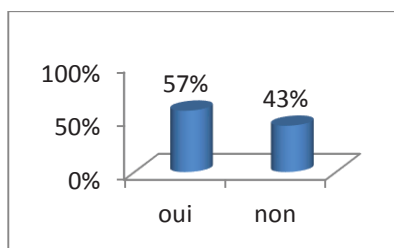
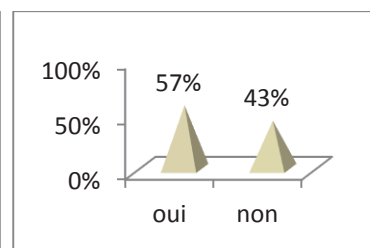


Fig101 : Niamey, Politique de l'emploi de l'Etat



Source : enquête, CNESS avril 2018

Dans la capitale, les résultats de l'enquête montrent que 43% des jeunes enquêtés n'ont pas d'emploi fixe qui leur procure un revenu régulier et 43% d'entre eux n'ont ni diplôme, ni aptitude technique ou professionnelle qui leur permet d'avoir un emploi qualifié. On constate également que 43% des jeunes enquêtés pensent que l'Etat ne fournit pas assez d'efforts dans le domaine de l'emploi des jeunes. ***L'analyse***

croisée des résultats montre que 18.5% des jeunes enquêtés dans la capitale n'ont ni emploi ni aptitude à trouver un emploi qualifié.

L'analyse des différents résultats révèle que la proportion des jeunes qui n'ont ni emploi, ni qualification pour en avoir, est beaucoup moins importante dans les grandes villes que dans les villages et que, ce taux varie de 11,8 à Tillabéri à 45% à Diffa. Malgré qu'ils soient peu nombreux dans certaines villes, ils peuvent représenter un grand danger compte tenu de l'influence que peut avoir le milieu sur eux. Ils peuvent basculer dans la délinquance et le banditisme urbain et donc facilement mobilisable par des extrémistes pour seulement quelques billets de banque.

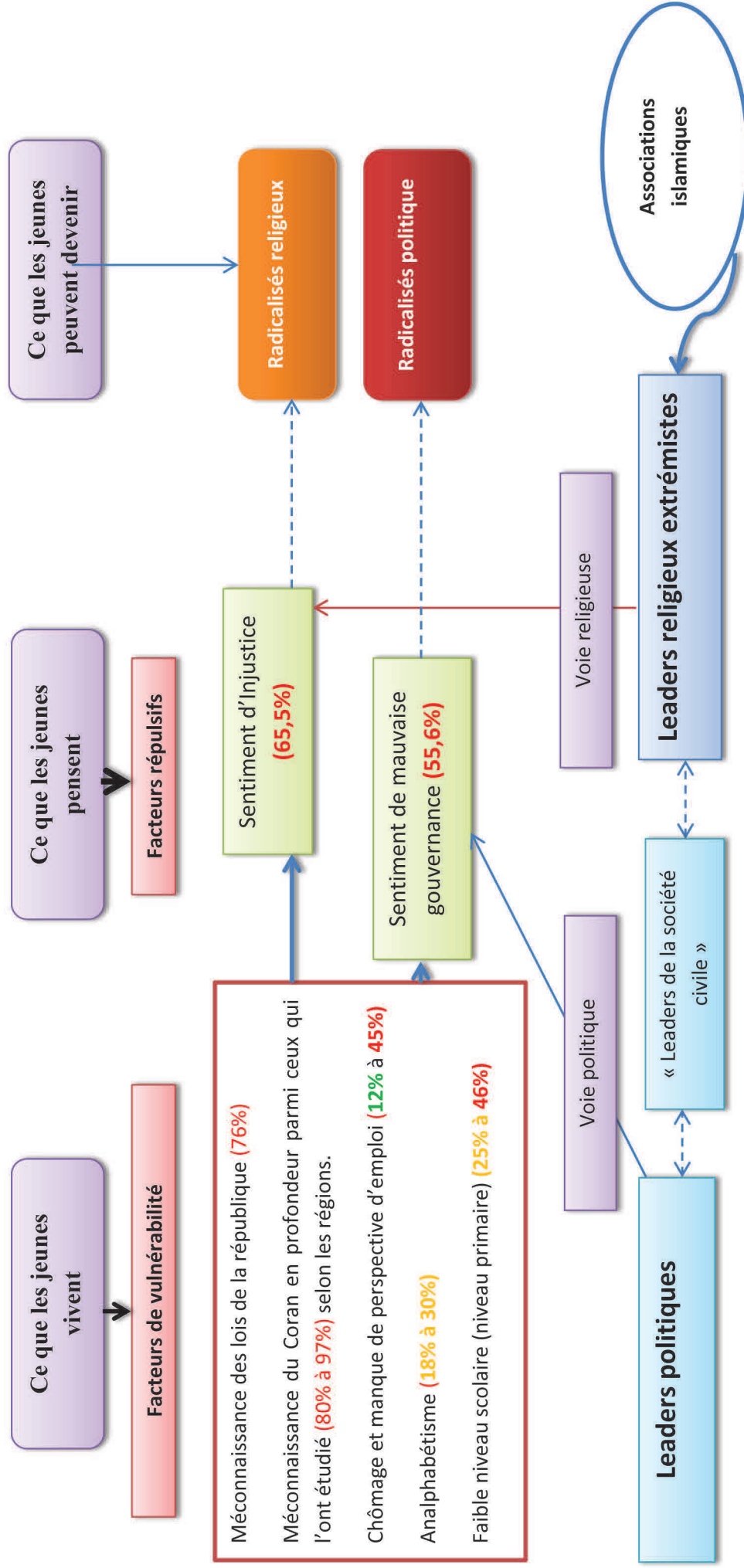
4.2.2. Voies de radicalisation des jeunes en milieu urbain

Les voies de radicalisation restent les mêmes aussi bien en milieu rural qu'urbain. Il s'agit de la voie politique et la voie religieuse. La différence entre les villes et les campagnes réside au niveau des acteurs qui instrumentalisent parfois les jeunes. En plus de certains leaders religieux et politiques, on note l'instrumentalisation de certains acteurs de la société civile par certains leaders politiques pour servir d'interface avec le milieu religieux. La voie ethnique est aussi utilisée par certains radicalisés ethniques mais cela restent sans effet vue le niveau de brassage et de cohésion entre les ethnies du Niger.

4.2.3. Schéma de la radicalisation de jeunes en milieu urbain

Le schéma de radicalisation reste le même qu'en milieu rural. On retrouve les mêmes facteurs de vulnérabilité, les mêmes facteurs répulsifs et les mêmes acteurs.

Fig102 : Schéma de la radicalisation en milieu urbain.



Source : enquête, CNESS avril 2018,

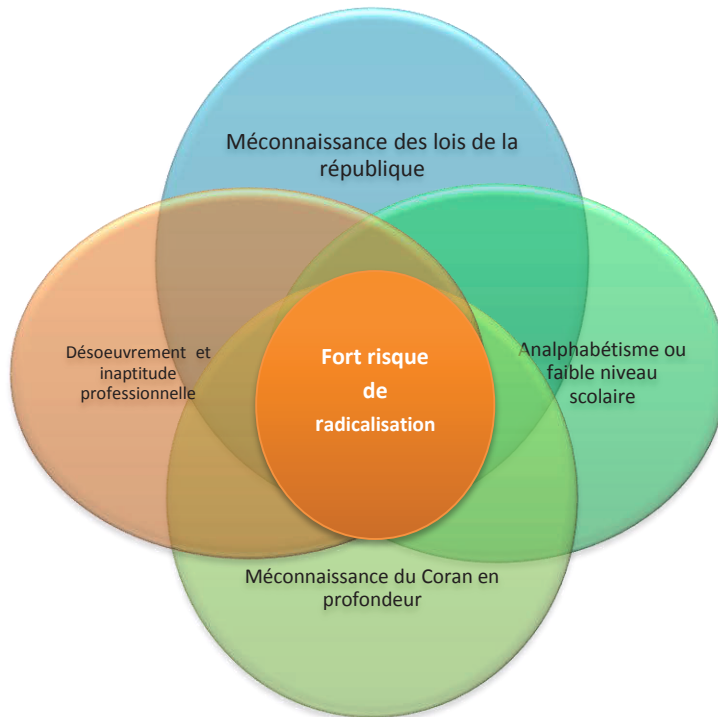
Encadré 2 :

En milieu urbain, les jeunes sont soumis aux mêmes facteurs de vulnérabilité qu'en milieu rural. L'étude a démontré que le taux de jeunes vulnérables aux facteurs est nettement inférieur en ville à celui observé dans les villages. On note en revanche, le milieu urbain connaît une proportion supérieure de jeunes qui dénoncent la mauvaise gouvernance et l'iniquité entre les responsables politiques et les citoyens. Toutefois, la vulnérabilité et les idées développées par les jeunes ne suffisent pas à elles seules à déterminer des parcours de radicalisation. La radicalisation est provoquée par les leaders (religieux, politiques et de la société civile) qui exploitent la vulnérabilité et la pensée des jeunes. Les leaders de la société civile s'associent soit aux leaders politiques et/ou religieux pour influencer les jeunes vulnérables.

4.2.4. Profils des jeunes à fort risque de radicalisation en milieu urbain et rural

Les jeunes vivants en milieu rural et urbain ne présentent pas tous les mêmes profils. Certains sont plus vulnérables que d'autres en fonction des facteurs auxquels ils sont soumis et de leur état d'esprit. Les jeunes à fort risque de radicalisation sont ceux qui associent tous les facteurs de vulnérabilité et qui perçoivent leur situation comme une conséquence de l'injustice sociale ou de la mauvaise gouvernance de l'élite politique. La figure suivante décrit le profil de ces jeunes.

Fig103 : Risques de radicalisation des jeunes en milieu rural et urbain en fonction des facteurs de vulnérabilité



Source : enquête, CNESS avril 2018,

Les jeunes à fort risque de radicalisation sont ceux qui se trouvent dans le cercle orange qui représente le point d'intersection de tous les facteurs de vulnérabilités identifiés en milieu rural et urbain. Cependant, malgré leur risque élevé de radicalisation, ces jeunes ne sauraient se radicaliser sans l'intervention des acteurs leaders prônant l'extrémisme. Les jeunes qui présentent ce profil sont deux à trois fois plus nombreux en milieu rural qu'en milieu urbain. Pour atteindre les jeunes, les leaders extrémistes utilisent les réseaux sociaux prisés par les jeunes (Whatsapp, Facebook), les sites internet et les médias conventionnels (radio et télévision).

4.3. Facteurs de radicalisation en milieu universitaire (enseignement français)

Les facteurs de radicalisation dans les universités d'enseignement français sont différents de ceux des deux premiers milieux étudiés. Les étudiants disposent d'un niveau d'étude académique élevé, leur statut leur permet de prétendre à un emploi qualifié au terme de leurs études. Ils connaissent tous la constitution du Niger et la plupart ont déjà lu certaines dispositions relatives aux droits et devoirs de la personne humaine. Ceux qui ne l'ont pas fait ont un accès aisé à ces dispositions ainsi que la capacité d'en saisir la signification et la portée. Cependant, ils sont soumis à d'autres facteurs de vulnérabilité.

4.3.1. Facteurs de vulnérabilité des jeunes en milieu universitaire

4.3.1.1. Dépendance vis-à-vis des subventions de l'Etat

La bourse et l'aide sociale représentent les principales sources de revenu pour plus de 80% des étudiants inscrits dans les universités publiques. Elles sont généralement utilisées par les étudiants pour couvrir les dépenses de scolarité (inscription, achat des supports de cours, photocopie etc.) et certains besoins sociaux tels que transport ou la restauration. Ces étudiants planifient généralement leur budget en fonction des périodes de paiement des bourses et de l'aide sociale. Lorsqu'un retard est accusé lors du versement de la bourse, des milliers d'étudiants se retrouvent dans une situation de dénuement qui les met dans une situation de précarité. Les entretiens avec les étudiants a permis de révéler un lien entre la précarité en milieu universitaire et la pratique rigoriste de l'Islam. Les étudiants qui pratiquent généralement l'Islam rigoriste s'appellent entre eux « les cher(e)s frères/ sœurs en Islam ». D'aucuns disent qu'ils embrassent l'Islam de cette façon pour minimiser leurs dépenses et renforcer l'esprit d'entraide et de solidarité entre eux. C'est plutôt une stratégie de survie pour certains. Il ressort toujours des entretiens que certains parmi eux tendent à modérer voire

à entamer un retour à la vie normale lorsque qu'ils changent de statut social.

4.3.1.2. Connaissance du Coran et radicalisation

En comparaison de la situation dans les milieux étudiés ci-avant, le lien entre connaissance du Coran et vulnérabilité à la radicalisation est inversé dans le milieu universitaire. Dans les universités d'enseignement français, on constate en effet que la faible connaissance du Coran ne représente pas un grand facteur de vulnérabilité. Cela s'explique par le fait que le niveau scolaire élevé des étudiants compense leur faible niveau de connaissance du Coran. Ils ont également recours à la traduction du Coran en français pour vérifier certains versets du Coran. A l'inverse, Les entretiens individuel et informels avec des étudiants ont permis de découvrir que ceux qui ont un niveau élevé de connaissance du Coran présentent beaucoup plus de risque de radicalisation individuelle en raison de la disponibilité d'un référentiel idéologico-religieux déjà bien maîtrisé et dont la distorsion permettra de rationaliser un engagement protestataire radical et potentiellement violent. Les étudiants qui présentent ce profil peuvent ainsi basculer dans la radicalisation à tout moment dès lors que leur vie sociale est bouleversée. Les figures suivantes donnent une idée de la proportion de jeunes étudiants qui présentent ce profil.

Fig104 : Université de Tahoua, jeunes ayant étudié le Coran ou pas

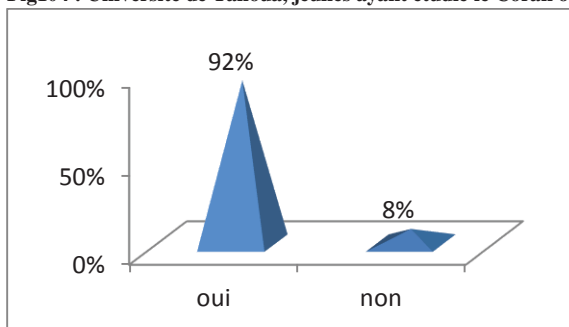
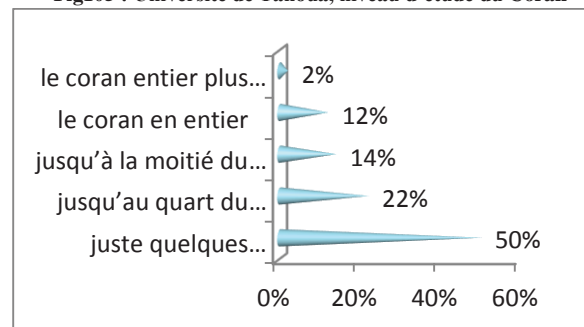


Fig105 : Université de Tahoua, niveau d'étude du Coran



Source : enquête, CNESS avril 2018

L'analyse des résultats de l'université de Tahoua montre que 92% des étudiants ont étudié le Coran et 2% ont atteint un niveau élevé leur

permettant d'interpréter le Coran. Parmi les 2%, il est plus facile de trouver des radicalisés isolés que dans les 98% restants. Leur niveau académique et de connaissance du Coran leur offre un avantage de communiquer et de convaincre les plus vulnérables en milieu urbain et rural et de devenir des leaders.

Fig106 : Université de Zinder, jeunes ayant étudié le Coran ou pas

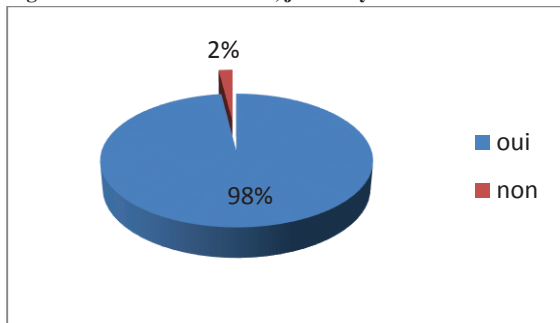
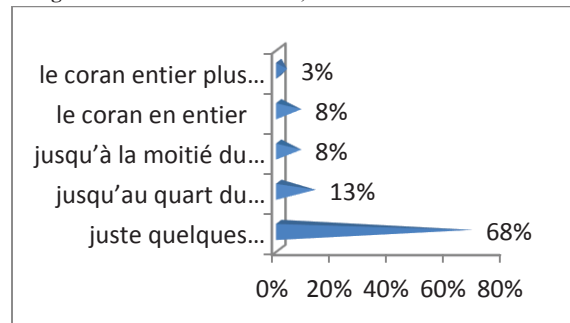


Fig107 : Université de Zinder, niveau d'étude du Coran



Source : enquête, CNESS avril 2018

A l'université de Zinder, les résultats de l'étude montrent que 98% des étudiants enquêtés ont étudié le Coran et 3% parmi eux disposent d'un niveau leur permettant de transmettre des messages coraniques ou d'être de leaders religieux.

Fig108 : Université de Tillabéri, jeunes ayant étudié le Coran ou pas

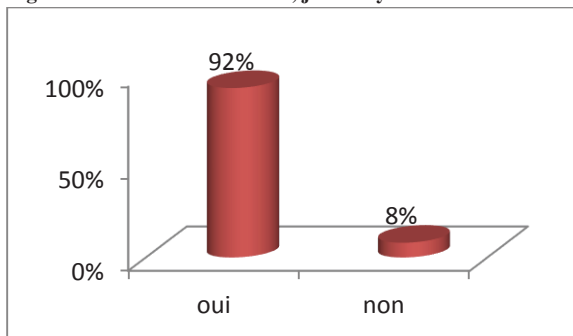
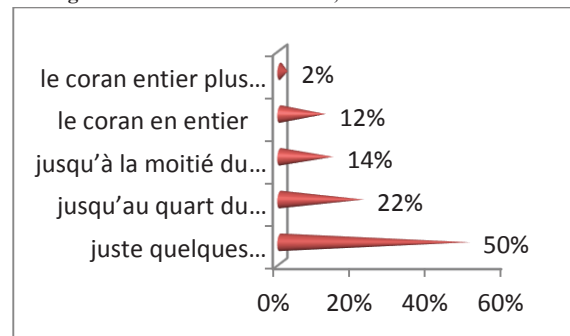


Fig109 : Université de Tillabéri, niveau d'étude du Coran



Source : enquête, CNESS avril 2018

A l'université de Tillabéri, les résultats montrent que 92% des étudiants enquêtés ont étudié le Coran et 2% d'entre eux ont un niveau élevé de connaissance coranique leur permettant d'être des leaders.

Fig110 : Université de Diffa, jeunes ayant étudié le Coran ou pas

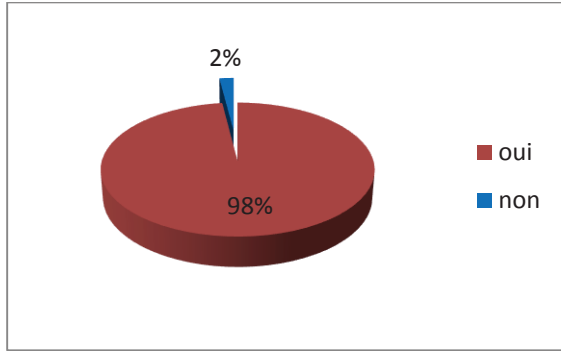
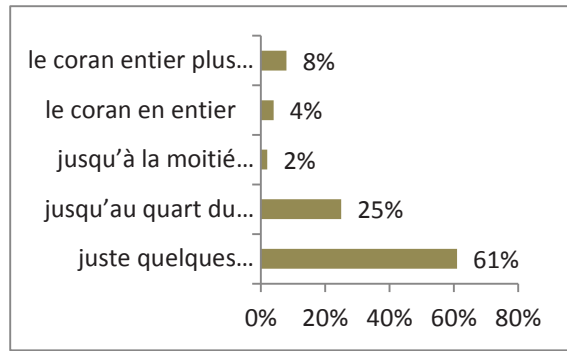


Fig. 111: Université de Diffa, niveau d'étude du Coran



Source : enquête, CNESS avril 2018

A l'université de Diffa, les résultats montrent que 98% des étudiants enquêtés ont étudié le Coran et 8% parmi eux ont un niveau assez élevé en étude coranique. La proportion des étudiants ayant le profil de leaders est beaucoup plus élevée à Diffa.

Fig. 112: Université de Niamey, jeunes ayant étudié le Coran ou pas

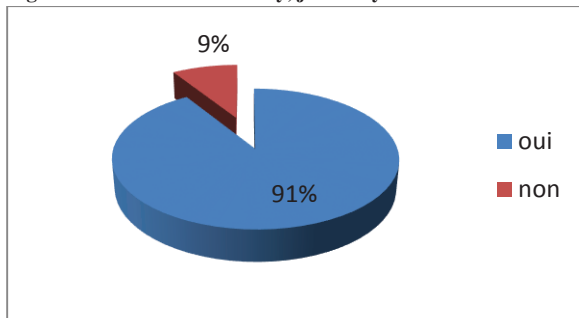
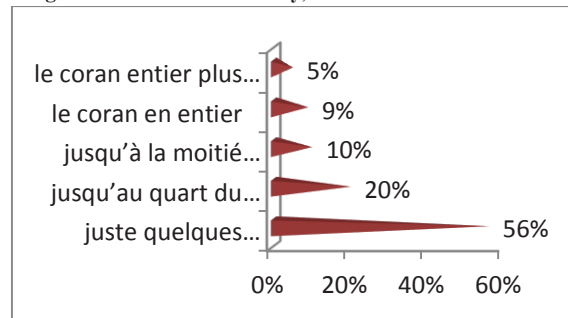


Fig113 : Université de Niamey, niveau d'étude du Coran



Source : enquête, CNESS avril 2018

A l'université de Niamey, les résultats montrent que 91% des étudiants enquêtés ont étudié le Coran et 5% d'entre eux disposent d'un niveau assez élevé pour devenir leaders.

L'analyse des résultats des cinq universités enquêtées montre que 2% à 8% des étudiants ont une connaissance approfondie du Coran en plus de leur niveau élevé d'étude universitaire. Ces jeunes étudiants militent dans leur majorité au sein de l'Association de Etudiants Musulmans du Niger. Cette association a pour objectif de promouvoir la culture islamique auprès des étudiants. Ils organisent des prêches, des séances d'enseignement coranique et célèbrent des mariages entre étudiants à moindre coût. Ils font généralement du porte à porte dans les chambres

des étudiants pour prêcher l'islam. Si la majorité d'entre eux se montrent modérés, d'autres se montrent très radicaux quant à l'application des préceptes de l'islam. Cela se manifeste notamment par le fait que ces radicalisés n'adressent pas la parole à certains de leurs camarades au motif qu'ils prennent de l'alcool ou qu'ils ne prient pas.

4.3.1.3. Sentiment d'injustice ou d'inégalité devant la loi

Tout comme les autres jeunes urbains et ruraux, les étudiants ont aussi leurs opinions par rapport à l'égalité entre les riches, l'élite politique et les citoyens ordinaires. Les figures suivantes présentent les résultats obtenus par université.

Fig114 : U. T, Egalité devant la loi entre riches et pauvres

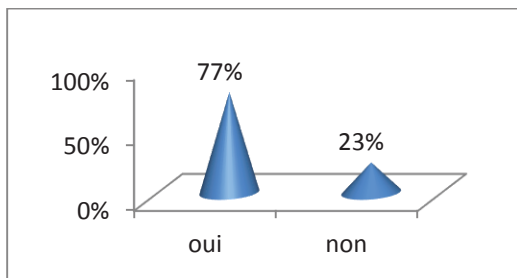
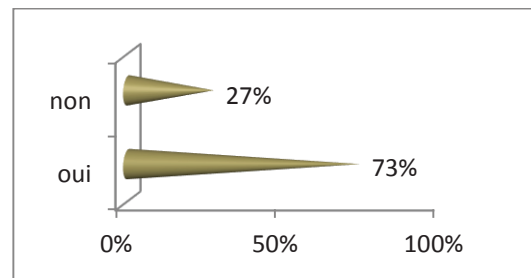


Fig115 : U.T, Egalité devant la loi entre citoyens et responsables politiques



Source : enquête, CNESS avril 2018

A l'université de Tahoua (U.T), 23% des étudiants enquêtés pensent que les riches et les pauvres n'ont pas les mêmes droits devant la justice. On constate également que 27% des étudiants affirment que les responsables politiques et les citoyens ordinaires n'ont pas les mêmes droits devant la loi.

Fig116 : U. Z, Egalité devant la loi entre riches et pauvres

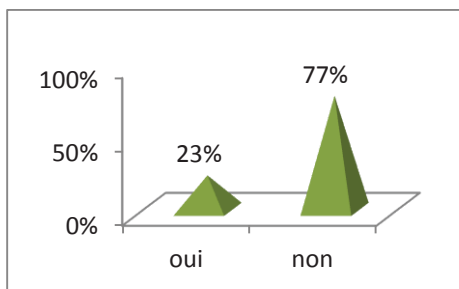
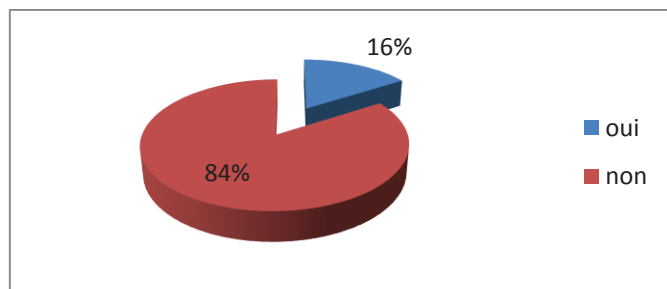


Fig117 : U.Z, Egalité devant la loi entre citoyens et responsables politiques



Source : enquête, CNESS avril 2018

A l'université de Zinder (U.Z), on constate que 77% pensent qu'il y a inégalité de droits entre les riches et les pauvres et 84% des étudiants enquêtés pensent qu'il y a inégalité entre les responsables politiques et les citoyens ordinaires.

Fig. 118: U. Ti, Egalité devant la loi entre riches et pauvres

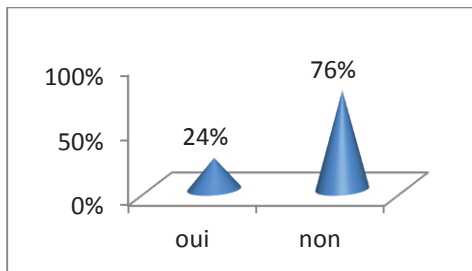
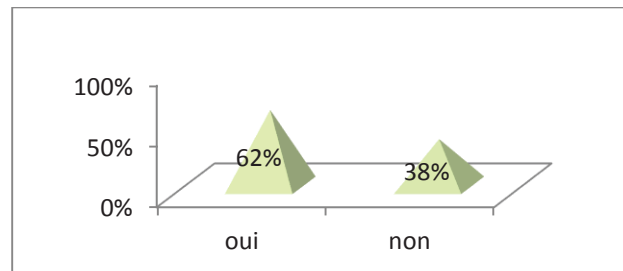


Fig119 : U.Ti, Egalité devant la loi entre citoyens et responsables politiques



Source : enquête, CNESS avril 2081

A l'université de Tillabéri (U.Ti), on constate que 76% des étudiants enquêtés pensent que les riches et les pauvres n'ont pas les mêmes droits dans la pratique et 38% pensent que les responsables politiques et les citoyens ordinaires n'ont pas les mêmes droits devant la justice.

Fig120 : U. D, Egalité devant la loi entre riches et pauvres

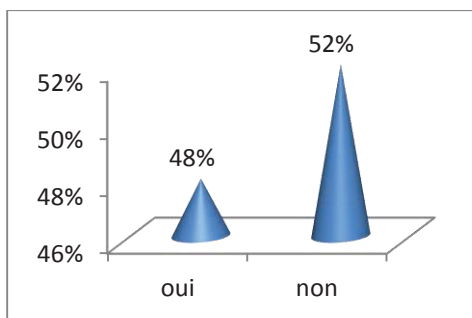
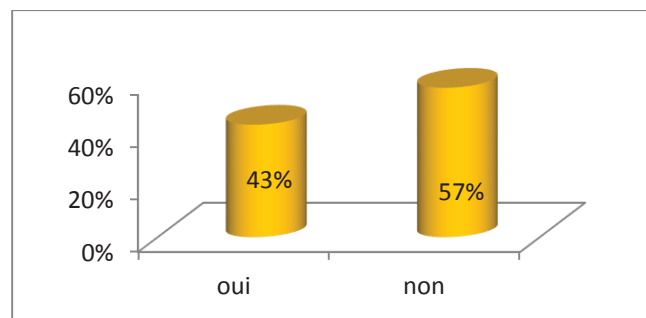


Fig121 : U.D, Egalité devant la loi entre citoyens et responsables politiques



Source : enquête, CNESS avril 2018

A l'université de Diffa, les résultats montrent que 52% des étudiants enquêtés affirment que sur le terrain, les riches et les pauvres ne sont pas égaux devant la loi et 57% pensent la même chose entre les citoyens ordinaires et l'élite politique.

Fig122 : U. A M, Egalité devant la loi entre riches et pauvres

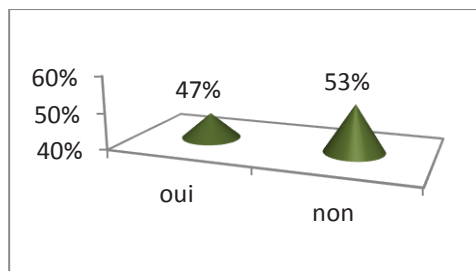
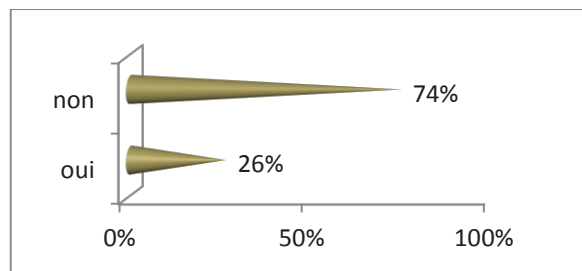


Fig123 : U.A M, Egalité devant la loi entre citoyens et responsables politiques



Source : enquête, CNESS avril 2018

A l'université Abdou Moumouni (U.A.M) de Niamey, les résultats montrent que 53% des étudiants enquêtés affirment que les riches et les pauvres n'ont pas les mêmes droits devant la justice et 74% pensent la même chose entre les responsables politiques et les citoyens ordinaires.

L'analyse des résultats des différentes universités montre que 23% à 77% des étudiants soutiennent que l'égalité de droits entre les riches et les pauvres ne se voit pas sur le terrain judiciaire. Ils justifient leur position en accusant la corruption et le trafic d'influence. L'étude montre également que 27% à 84% des étudiants enquêtés pensent que les responsables politiques bénéficient toujours d'une circonstance atténuante par rapport aux autres citoyens ordinaires. Lorsque des jeunes d'un certain niveau intellectuel ne croient pas à l'indépendance et à l'impartialité de la justice, cela constitue une remise en cause fondamentale de l'Etat de droit par l'élite intellectuelle d'un pays.

4.3.1.4. Sentiment de mauvaise gouvernance

La perception des jeunes étudiants sur la gouvernance du pays constitue un facteur majeur qui peut les pousser à adopter des comportements parfois violents envers la classe dirigeante.

Les figures suivantes montrent les opinions des étudiants par rapport à la gouvernance des ressources du Pays et des collectivités.

Fig124 : U.T, les ressources publiques sont bien gérées par l'Etat ?

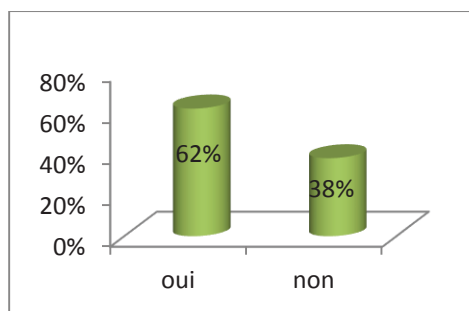
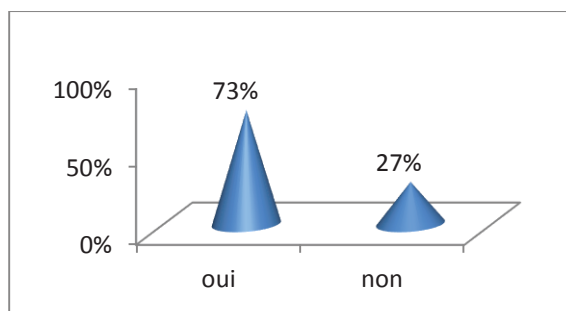


Fig125 : U.T, les ressources publiques sont bien gérées par la Mairie ?



Source : enquête, CNESS avril 2018

A l'université de Tahoua, les résultats montrent que 38% des étudiants enquêtés dénoncent une mauvaise gouvernance des ressources par l'Etat et 27% font le même reproche pour les mairies.

Fig126 : U.Z, les ressources publiques sont bien gérées par l'Etat ?

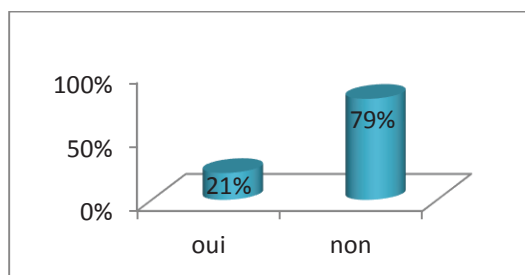
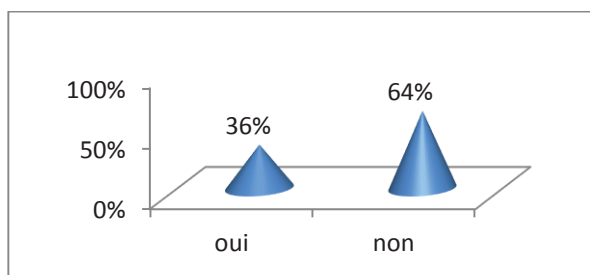


Fig127 : U.Z, les ressources publiques sont bien gérées par la Mairie ?



Source : enquête, CNESS avril 2018

A l'université de Zinder, les résultats montrent que jusqu'à 79% des étudiants pensent que les ressources publiques ne sont pas bien gérées par l'Etat et 64% pensent que les ressources des collectivités sont mal gérées par les mairies.

Fig128 : U.Ti, les ressources publiques sont bien gérées par l'Etat ?

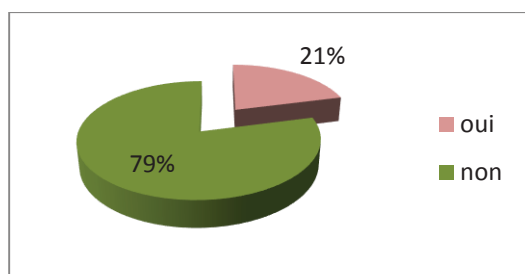
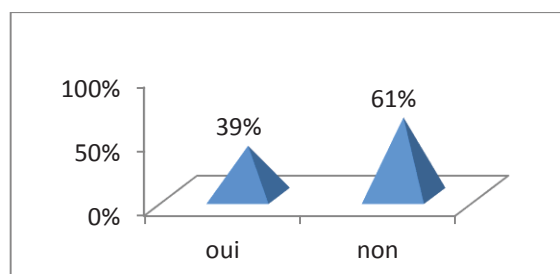


Fig129 : U.Ti, les ressources publiques sont bien gérées par la Mairie ?



Source : enquête, CNESS avril 2018

A l'université de Tillabéri, 79% des étudiants enquêtés pensent que les ressources publiques ne sont pas bien gérées et 61% pensent que les ressources de la collectivité sont mal gérées par la Mairie.

Fig130 : U.D, les ressources publiques sont bien gérées par l'Etat ?

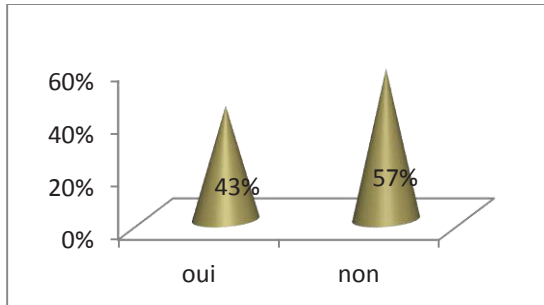
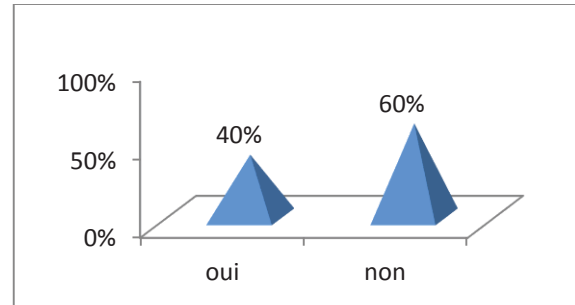


Fig131 : U.D, les ressources publiques sont bien gérées par la Mairie ?



Source : enquête, CNESS avril 2018

A l'université de Diffa, on constate que 57% des étudiants enquêtés pensent que les ressources publiques sont mal gérées par l'Etat et 60% pensent que les ressources de la collectivité sont mal gérées par la Mairie.

Fig132 : U.A M, les ressources publiques sont bien gérées par l'Etat ?

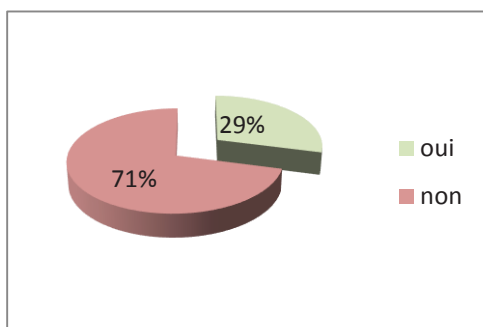
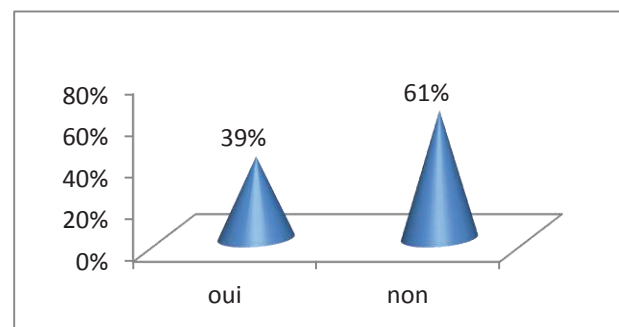


Fig133 : U.A M, les ressources publiques sont bien gérées par la Mairie ?



Source : enquête, CNESS avril 2018

A l'université Abdou Moumouni de Niamey, on constate que 71% des étudiants enquêtés pensent que les ressources publiques sont mal gérées par l'Etat et 61% pensent que les ressources de la collectivité sont mal gérées par la Mairie.

L'analyse de ces résultats montre que les étudiants pensent dans leur majorité que les ressources publiques sont mal gérées par l'Etat et les collectivités. Rappelons que ces chiffres rendent compte de la perception des étudiants et non des performances réelles des pouvoirs

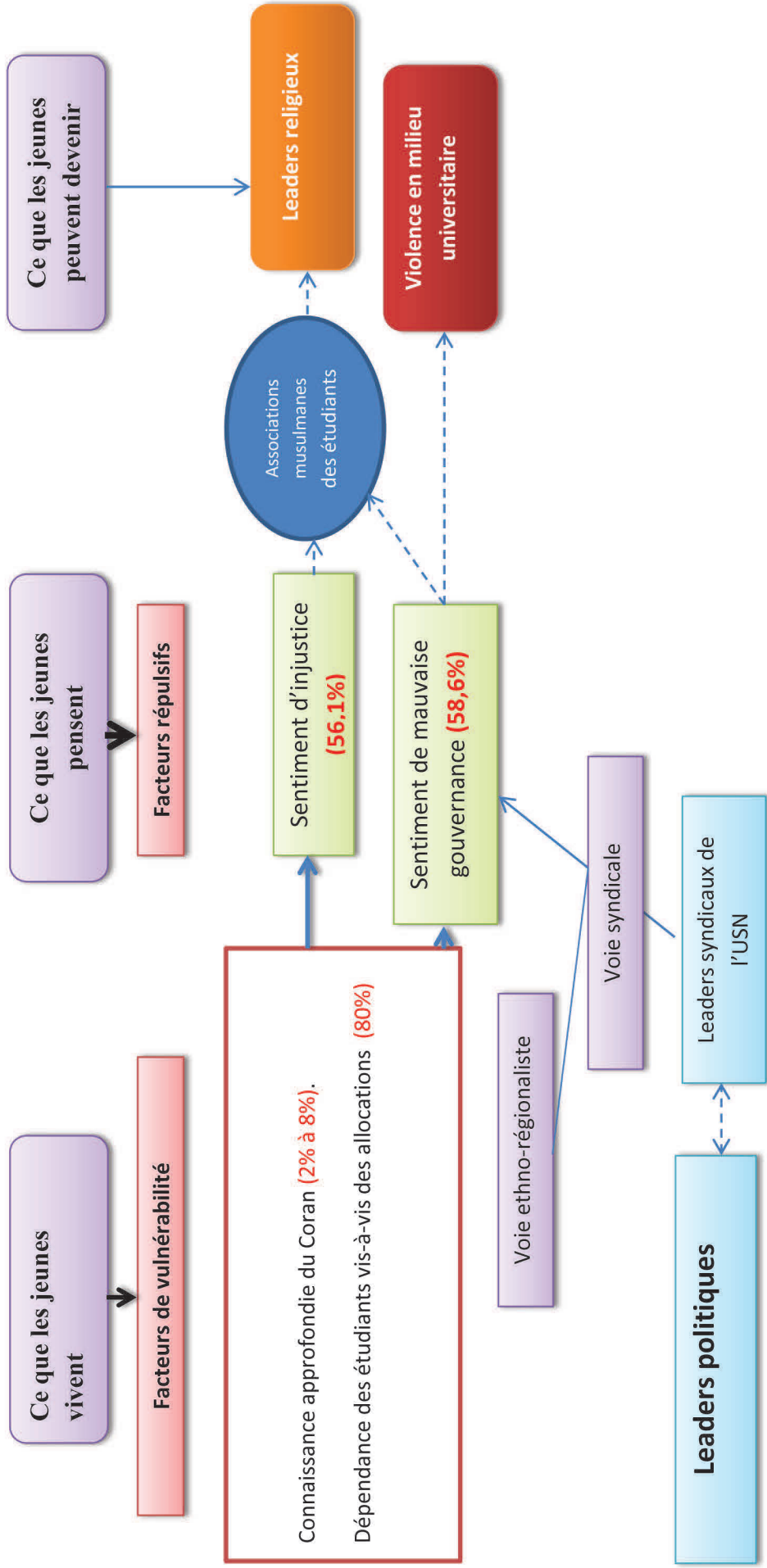
publics concernés. Etant donné que les extrémistes s'appuient précisément sur ces perceptions, c'est bien la mesure de cette dernière qui a du sens dans une étude sur les facteurs de radicalisation.

4.3.2. Schéma de la radicalisation en milieu universitaire

La radicalisation des jeunes en milieu universitaire est favorisée par des facteurs de vulnérabilité, des facteurs répulsifs et des acteurs. Les deux principaux facteurs sont la dépendance de plus de 80% des étudiants vis-à-vis des allocations et la connaissance approfondie du Coran combiné au savoir occidental. Il faut noter que la radicalisation des étudiants ayant les deux types de savoir n'est pas systématique. Elle suit un processus qui est généralement favorisé par les conditions de vie à l'université et par l'adhésion à certaines associations musulmanes. Lorsque la vie devient difficile pour certains étudiants, ils se réfugient dans les mosquées pour mener une vie ascétique et se consacrer à la religion. Cette situation conduit généralement à la radicalisation de ces étudiants. Lorsque ces derniers ont atteint un certain niveau, certains d'entre eux pratiquent le prosélytisme via le porte à porte dans la cité universitaire pour faire passer le message islamique tandis que d'autres se retirent carrément de la vie estudiantine pour se consacrer à Dieu. Cette dernière catégorie va parfois jusqu'à cesser tout contact avec les autres étudiants qui ne pratiquent pas la religion comme eux. La radicalisation religieuse dans les universités ne se remarque généralement pas de l'extérieur car, au Niger, elle reste non violente jusqu'à présent.

La figure suivante illustre le schéma de radicalisation en milieu universitaire d'enseignement français.

Fig134 : Schéma de la radicalisation en milieu universitaire



Source : enquête, CNESS avril 2011

4.4. Facteurs de dualisation des jeunes en milieu universitaire d'enseignement arabe et islamique

L'étude a concerné trois universités d'enseignement arabo-islamique dont deux universités privées à Niamey et l'université islamique de Say. Les résultats obtenus suite aux entretiens montrent que les facteurs pouvant conduire à la radicalisation diffèrent de ceux relatifs aux universités d'enseignement français.

Les universités islamiques sont des lieux où cohabitent plusieurs nationalités tant parmi les étudiants que parmi les enseignants. L'échantillon aléatoire enquêté de 5% des étudiants inscrits a permis de trouver plusieurs nationalités qui cohabitent. Les figures suivantes donnent la proportion des étudiants enquêtés par nationalité.

Fig135 : Universités privées de Niamey, les nationalités

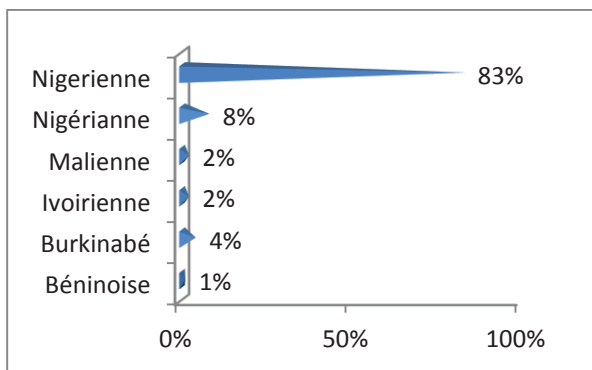
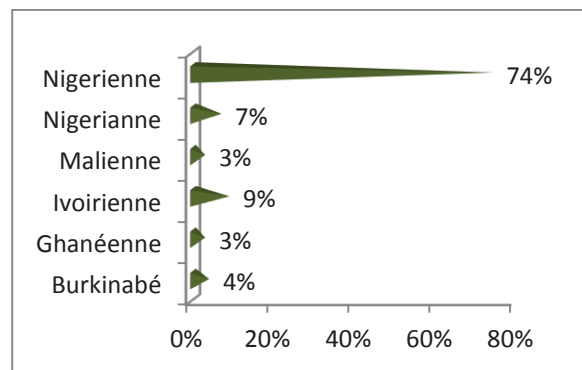


Fig136 : Universités islamique de Say, les nationalités



Source : enquête, CNESS avril 2018,

On constate la présence de sept nationalités africaines parmi les étudiants enquêtés. Les nigériens sont largement majoritaires quelle que soit l'université. Les Nigériens sont également bien représentés dans les deux catégories. Le pourcentage des Ivoiriens est plus important à l'université de Say que dans les universités privées de Niamey. Cet environnement multiculturel peut être un facteur de risque compte tenu des affiliations diverses des étudiants à des courants islamiques. Les figures suivantes montrent les différents courants islamiques auxquels appartiennent ces étudiants.

Fig137 : Universités privées de Niamey, les courants

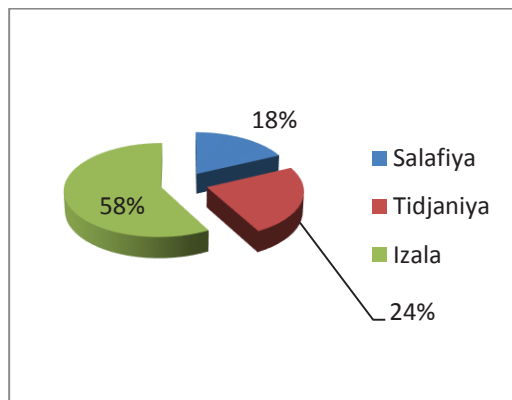
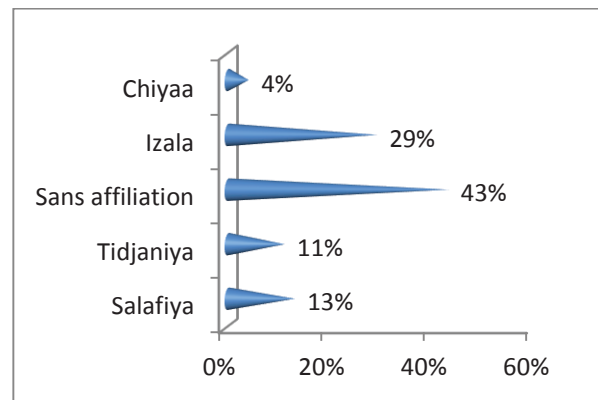


Fig138 : Universités islamique de Say, les courants islamiques



Source : enquête, CNESS avril 2018,

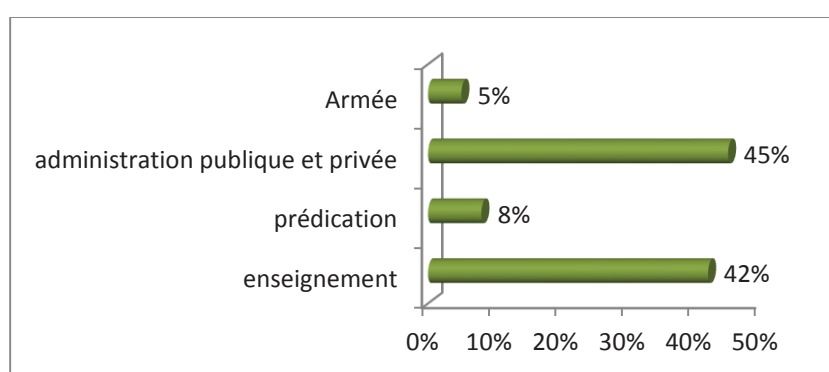
Les résultats de l'enquête auprès des étudiants montrent que 58% des étudiants des universités islamiques privées appartiennent au mouvement *Izâlatu-l-bid'a wa iqâmatu-s-sunnah* « Izâla » qui est un mouvement salafiste et 18% se réclament du « salafiya » donc environ 76% des étudiants appartiennent aux courants qualifiés de courant conservateur de l'Islam dit « authentique » et seulement 24% appartiennent au « tidjania » ou l'islam traditionnel au Niger. A l'université Islamique de Say le mouvement « Izala » occupe la seconde place après les « sans affiliation ». Ceux qui se réclament du « salafiya » viennent en troisième position et les « tidjans » n'occupent que la quatrième position. On remarque aussi la présence des chiites parmi les étudiants de Say. Dans un milieu où cohabitent tous ces courants qui parfois se détestent, le risque de radicalisation est élevé pour ces étudiants. Ce risque de radicalisation se lit à travers ce qui les a motivés à choisir l'enseignement arabo-islamique, ce qu'ils pensent de leurs diplômes et le métier qu'ils prétendent exercer après leurs études. A la question de savoir ce qui les a motivés à choisir ce type d'enseignement, les réponses les plus obtenues sont les suivantes :

- Aider la communauté musulmane ;
- Aider les autres à comprendre la religion ;
- Apprendre l'arabe, le propager car c'est la langue sainte ;
- Comprendre et maintenir les principes arabes et islamiques ;

- Faire prospérer l'islam dans le monde ;
- Pour contribuer à l'épanouissement de la religion musulmane ;
- Pour bien maîtriser la religion islamique et instruire les autres ;
- Pour maîtriser la grammaire arabe comme je suis spécialiste en Charia ;

Quant à la question sur ce qu'ils souhaiteront exercer comme travail après leur diplôme, les réponses sont rapportées par les figures suivantes :

Fig139 : Emploi envisagé après les études



Source : enquête, CNESS avril 2018,

On constate que 45% des étudiants veulent travailler dans l'administration publique ou privée, 42% souhaiteraient enseigner l'arabe ou le Coran, 8% veulent devenir des prédicateurs et 5% veulent intégrer l'armée. L'analyse montre que 55% des étudiants de l'enseignement arabe préfèrent les métiers d'actions et de terrain comme l'armée, la prédication ou l'enseignement. Seuls 45% préfèrent rester dans les bureaux comme administrateurs. Cela peut aussi expliquer un rejet de l'administration par de 55% des étudiants.

Enfin par rapport à qu'ils pensent de leurs diplômes par rapports aux autres diplômes d'enseignement français, entre 20% et 43% pensent qu'ils ont moins de chance d'avoir un emploi par rapport à ceux qui ont les diplômes d'enseignement français. Pour justifier cela les raisons les plus avancées sont les suivantes :

- Parce que le français est la langue parlée dans l'administration ;
- Parce que la langue anglaise est la langue utilisée dans l'administration ;
- Parce que la langue arabe n'est pas reconnue comme une langue officielle au Nigeria ;
- pas assez de débouchés et d'emploi pour l'enseignement arabe ;
- l'arabe n'est pas très considéré au Niger et l'Etat tend à valoriser davantage la connaissance de la langue française.

Lorsqu'on analyse ces réponses, on voit que les étudiants de l'enseignement arabe se sentent discriminer par le système francophone ou anglophone selon leurs pays d'origine avant même de faire face à la réalité de l'emploi. Le manque de perspective et le sentiment discriminatoire vis-à-vis de leurs diplômes peuvent les pousser à emprunter la voie de l'extrémisme pour se valoriser et aussi valoriser ce qu'ils ont étudié.

4.5. Facteurs de radicalisation en milieu carcéral

Le milieu carcéral est un milieu particulier où certaines règles de vie quotidienne ne s'appliquent pas. Les jeunes qui y vivent sont dépourvus de leur liberté et n'obéissent qu'aux règlements de la prison. C'est un milieu dans lequel des jeunes venus de plusieurs horizons et pour des raisons diverses et variées, se partagent un même espace pendant des séjours plus ou moins longs. On constate dans certaines prisons la cohabitation entre des détenus présumés terroristes et des détenus de droits communs. L'étude a tenté de vérifier si les conditions de détention et la cohabitation ne peuvent constituer des facteurs de la radicalisation. Les figures suivantes nous montrent les réponses des jeunes incarcérés par rapport à leurs conditions de détention.

Fig140 : Tahoua, conditions de détention fig141 : Zinder, conditions de détention fig142 : Koutoukalé, conditions de détention

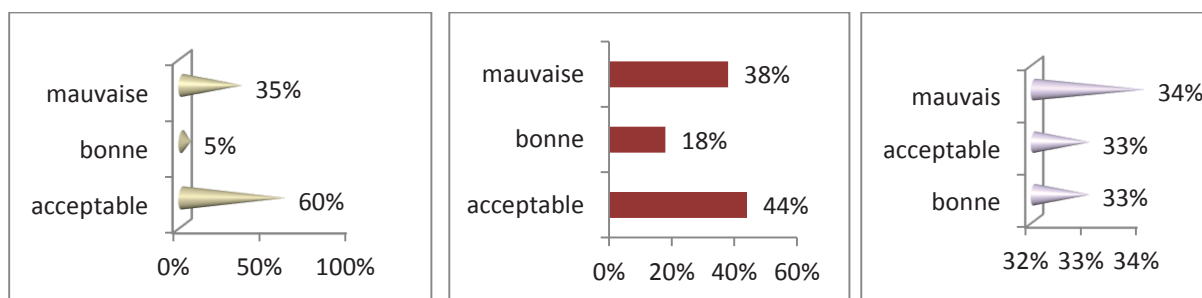


Fig143 : Prison de Diffa, conditions de détention

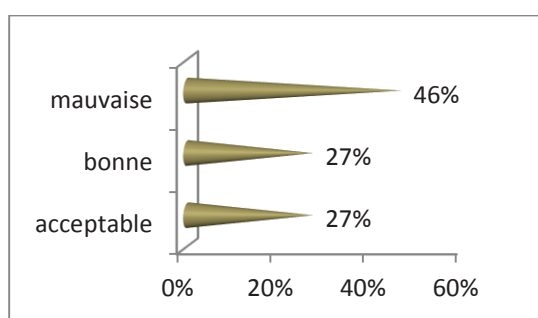
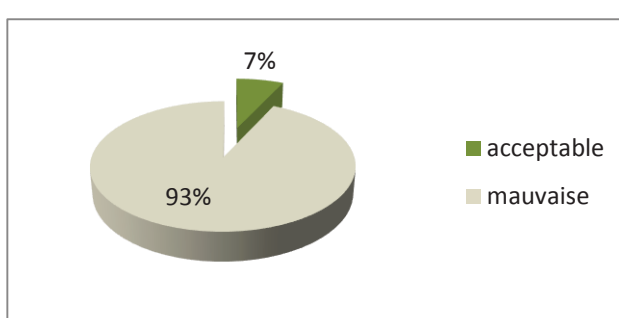


Fig145 : Prison de Niamey, condition de détention



Source : enquête, CNESS avril 2018,

On constate qu'en dehors de la prison de Niamey, la majorité des détenus témoignent que les conditions de détention sont acceptables à bonnes. Ils justifient cela par les soins gratuits en cas de maladie, la nourriture ainsi que la liberté de pratiquer leur religion. Une fois par

semaine, un marabout est mis à leur disposition pour leur apprendre le Coran. Ceux qui disent que les conditions sont mauvaises, justifient cela par le surnombre et le manque d'hygiène dans les lieux de détention. L'analyse montre que les conditions de détention dans les prisons ne constituent pas un facteur pouvant amener les jeunes à se révolter et à se radicaliser. Par contre la cohabitation des présumés terroristes avec les autres détenus ordinaires peut favoriser la radicalisation de certains jeunes. Les figures suivantes montrent le degré de cohabitation entre les deux catégories de détenus.

Fig146 : Avez-vous des amis parmi les détenus djihadistes ?

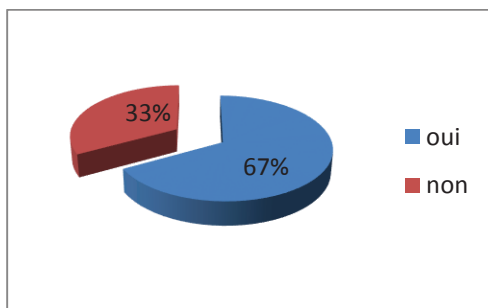
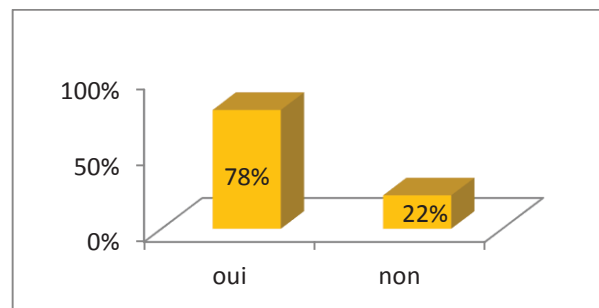


Fig147 : Avez-vous des amis parmi les détenus ordinaires ?

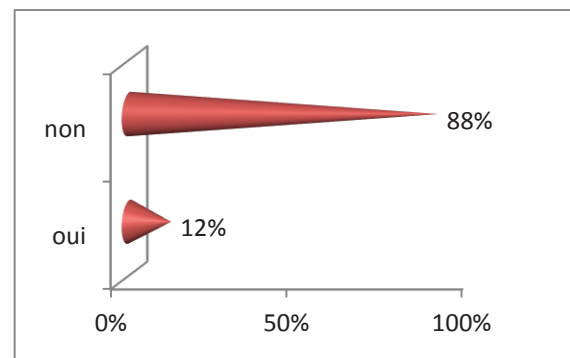
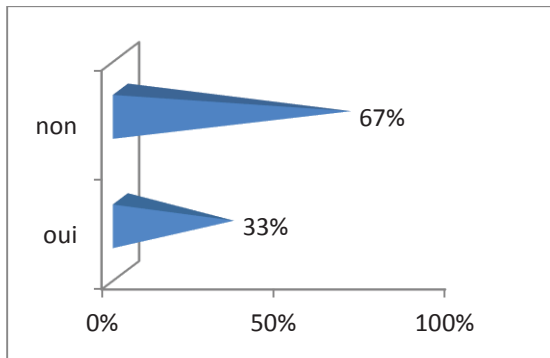


Source : enquête, CNESS avril 2018,

Dans les prisons de Niamey et de Koutoukalé où cohabitent les détenus ordinaires et les présumés djihadistes, les résultats montrent que 33% des ordinaires affirment avoir des amis parmi les présumés djihadistes et 78% de ces derniers affirment avoir des amis parmi les détenus ordinaires. L'analyse nous révèle que les présumés djihadistes tissent des relations d'amitié avec leurs codétenus ordinaires. Ainsi l'étude s'est penchée sur les types de relations qu'ils entretiennent avec ces codétenus. Les résultats sont traduits par les figures suivantes :

Fig148 : les présumés djihadistes vous aident-ils à comprendre l'Islam ?

Fig149 : Aidez-vous les ordinaires à comprendre l'Islam



Source : enquête, CNESS avril 2018,

Les résultats montrent que 33% des détenus ordinaires témoignent que les présumés Djihadistes les aident à comprendre l’Islam et les mêmes 33% disent que les présumés djihadistes sont de bons musulmans. En revanche, seulement 12% des présumés djihadistes avouent qu’ils aident les ordinaires dans la compréhension de l’Islam. 80% des Djihadistes disent que les ordinaires sont des bons musulmans et 20% parmi eux pensent le contraire. En analysant ces chiffres, on voit clairement que les présumés djihadistes ont une certaine influence sur les autres détenus ordinaires. ***Lorsque 33% parmi les détenus ordinaires pensent que les détenus djihadistes sont de bons musulmans et qu’ils se rapprochent d’eux par apprendre l’Islam, cela constitue un facteur de radicalisation tout à fait significatif.***

L’étude a également identifié deux autres facteurs de radicalisation liés à la justice, il s’agit des erreurs judiciaires et de la lenteur des procédures ce qui entraîne un arriéré judiciaire important qui alimente les frustrations des couches défavorisées. Quoique difficile à démontrer, la plupart des détenus ordinaires ayant déjà reconnus les charges qui leur avaient été reprochées, affirment que certains détenus innocents sont emprisonnés. Ils disent qu’avec le temps ils peuvent reconnaître ceux qui sont réellement innocents et ceux qui se disent innocents. Ils affirment que le comportement des vrais innocents est toujours différent des faux innocents et les faux innocents finiront toujours par avouer la vérité mais les vrais restent fermes sur la position jusqu’à la fin de leurs peines. Selon eux, les erreurs judiciaires sont très

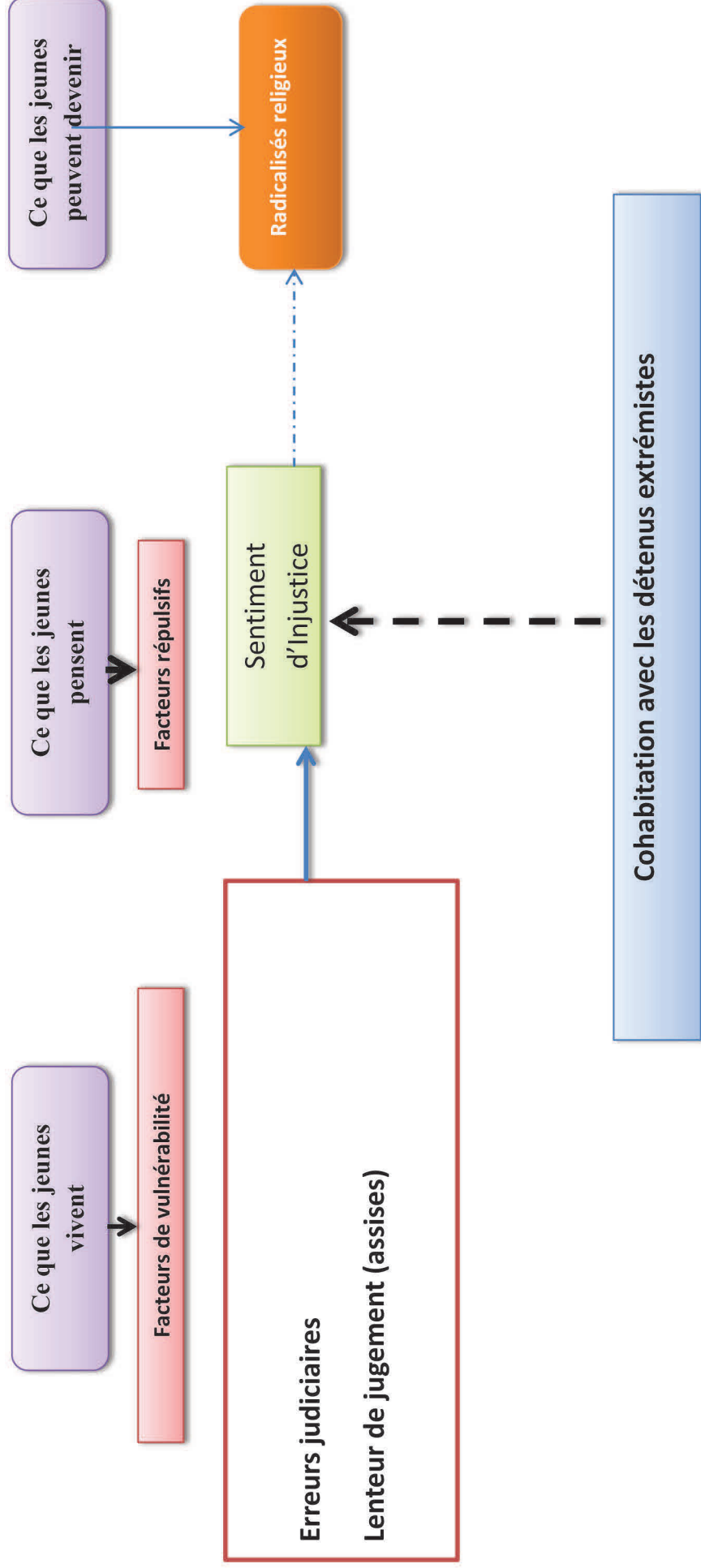
rare mais lorsque cela arrive, cela peut conduire à la radicalisation de la personne concernée. Les marabouts qui prêchent dans les prisons ont affirmé qu'ils sont approchés très rarement par des détenus qui estiment qu'ils sont victimes d'une erreur. C'est là où ces marabouts jouent un grand rôle en les amenant à oublier et avancer dans la bonne voie car c'est Dieu qui l'a voulu ainsi.

La lenteur des jugements en assise est un facteur important qui conduit à la frustration voire à la radicalisation. L'étude a relevé beaucoup de détenus non encore jugés. La plupart a presté entre 4 et 9 ans de détention préventive. Le fait de ne pas connaître leur sort est une sorte de torture morale pour eux. Cela les met dans une situation de frustration et favorise la haine contre le système judiciaire qu'ils considèrent corrompu.

4.5.1. Schéma de la radicalisation des jeunes en milieu carcéral

Les erreurs judiciaires et la lenteur dans le jugement restent les principaux facteurs de vulnérabilité à la radicalisation en milieu carcéral. On note qu'en plus de ces facteurs, la cohabitation entre les détenus ordinaires et les présumés djihadistes peut favoriser la radicalisation des jeunes prisonniers ordinaires. La figure suivante donne le schéma de la radicalisation des jeunes en milieu carcéral.

Fig150 : Schéma de la radicalisation des jeunes en milieu carcéral



Source : enquête CNESS 2018

Conclusion

L'étude sur les facteurs de radicalisation des jeunes a permis de comprendre la dynamique de la radicalisation dans les villages, les villes, les universités et les centres carcéraux du Niger. Les informations recueillies auprès de 2376 jeunes a révélé que les facteurs de vulnérabilité et les facteurs répulsifs qui poussent les jeunes à la radicalisation sont les mêmes dans les villages que dans les grandes villes du Niger. Cependant il faut noter que les jeunes vivants dans les grandes villes sont moins vulnérables que ceux vivant dans les villages. L'analyse des facteurs de vulnérabilité montre que plus de 95% des jeunes vivant dans les villages méconnaissent les lois et règlements de la République, leurs devoirs envers la nation et leurs droits vis-à-vis de la nation. Cette méconnaissance les plonge dans une situation d'incivisme inconscient qui est souvent utilisé comme faille par les extrémistes pour les mobiliser contre le pouvoir en place. Dans les grandes villes, on remarque que 76% des jeunes sont concernés par cette situation. La vulnérabilité des jeunes par rapport aux discours religieux résultent de leur faible niveau de connaissance du Coran. Il faut noter que plus de 96% des jeunes dont l'âge est compris entre 18 et 40 ans, qu'ils se trouvent en milieu rural ou en milieu urbain, ont étudié le Coran dans les écoles coraniques traditionnelles. Parmi eux, 93% à 96% en milieu ont abandonné les études avant d'atteindre un niveau élevé qui leur permettrait de comprendre et d'interpréter le Coran. On trouve ainsi des villages où 96% des jeunes musulmans qui ont une connaissance superficielle du Coran et qui sont dirigés sur le plan religieux par moins de 4% de marabouts capables de lire et d'interpréter le Coran. Lorsque des extrémistes s'infiltrèrent au sein des 4%, le risque de radicaliser beaucoup de jeunes est très élevé. Selon les villes, entre 80 et 97% des jeunes sont dans la même situation.

Le chômage et le manque de perspective d'emploi des jeunes est ressorti comme le principal facteur de radicalisation tant au village que dans les grandes villes. L'analyse des résultats sur le manque d'emploi

et de qualification montre que 48% à 72% des jeunes vivant dans les villages n'ont ni travail ni aptitude technique ou professionnelle pour prétendre à un emploi qualifié. Ils ne peuvent compter que sur l'agriculture pluviale, laquelle, par ailleurs, se voit grandement fragilisée par les effets locaux du changement climatique. Etant donné que les villages offrent très peu d'opportunité de travail manuel, ces jeunes se retrouvent sans emploi et sans espoir d'en obtenir un. Ils deviennent alors des cas sociaux qui ne sont ni considérés par leurs familles encore moins par la communauté. Dotés d'une force physique non valorisée, ces jeunes représentent une cible idéale pour les extrémistes qui leur proposent une réinsertion sociale et économique; en somme, une valorisation en tant que combattants contre l'injustice et le système démocratique. Dans les grandes villes, le taux des jeunes se trouvant dans cette position est relativement faible, il varie de 12% à 45% selon les villes.

Enfin l'analphabétisme et la déscolarisation précoce sont aussi un des grands facteurs de vulnérabilité des jeunes. L'enquête dans les villages a montré que 58% à 63% des jeunes sont soit analphabètes et soit déscolarisés précocement (niveau primaire). Leur niveau d'instruction ne leur permet d'analyser et de comprendre la démocratie et la vie politique du pays. Ils sont souvent utilisés de manière inconsciente par des leaders politiques et religieux pour générer des scènes de violence. Dans les grandes villes, la proportion est plus faible (18% à 30%) mais le problème n'en est pas moins aigu car ces jeunes sont facilement mobilisables par les leaders politiques.

L'analyse des facteurs répulsifs, qui sont essentiellement des opinions que les jeunes se font par rapport à leur situation, révèle deux sentiments chez les jeunes : le sentiment d'injustice et le sentiment de mauvaise gouvernance des ressources publiques. Dans les villages, environ 65,25% des jeunes enquêtés vivent avec ce sentiment d'injustice dans leurs têtes contre 65,50% en ville. Concernant le sentiment de mauvaise

gouvernance, on trouve 34% dans les villages contre 55,6% dans les grandes villes.

L'analyse des facteurs de vulnérabilité au niveau des universités a révélé d'autres facteurs différents de ceux des villes et des villages. Dans les universités d'enseignement français, les résultats montrent que les facteurs de vulnérabilité des jeunes étudiants sont essentiellement : la dépendance des étudiants vis-à-vis des allocations de l'Etat (80% des étudiants en dépendent) et le cumul de la connaissance approfondie du Coran et du savoir moderne. Les étudiants qui ont ce profil varient de 2% à 8% selon les universités. Ils militent généralement au sein des associations musulmanes des étudiants et se positionnent en tant que leaders religieux par la suite. Les deux connaissances leur procurent un avantage comparatif et leur permettent d'atteindre toutes les cibles. Dans les universités d'enseignement arabo-islamique, c'est plutôt la cohabitation de plusieurs courants religieux, le sentiment de discrimination du diplôme arabe dans l'administration et le manque de perspective d'emploi conforme à leurs études qui constituent les principaux facteurs de radicalisation.

Dans les centres carcéraux, les principaux facteurs de radicalisations sont les erreurs judiciaires et le retard de jugement. Cela crée un sentiment de frustration et d'injustice au niveau des détenus. La cohabitation entre les détenus ordinaires et présumés djihadistes révèle 33% de risque de basculement des prisonniers ordinaires.

Recommandations

Suite à l'analyse des facteurs de vulnérabilité et des acteurs intervenants dans le processus de radicalisation des jeunes en milieu rural, urbain, universitaire et carcéral, nous formulons des recommandations sous forme d'actions concrètes selon la spécificité de chaque milieu. La mise en œuvre de ces recommandations contribuera sans nul doute à réduire significativement les risques de radicalisation au Niger. Ces

recommandations sont formulées à l'endroit l'Etat, du CNESS et des partenaires au développement (ONG, Association et OSC).

1. Pour la réduction des facteurs de vulnérabilité des jeunes en milieu rural

✓ A l'endroit de l'Etat et ses partenaires

Le manque d'emploi et de perspective d'emploi, l'analphabétisme, le faible niveau de connaissance du Coran et la méconnaissance des textes de la République constituent les principaux facteurs de vulnérabilité des jeunes en milieu rural. Pour résoudre à la fois tous les maux qui découlent de la conjugaison de ces facteurs, l'Etat doit envisager l'amélioration progressive des conditions de vie des jeunes dans leur milieu en créant des opportunités de travail, d'alphabétisation et d'épanouissement afin que ces jeunes se sentent valoriser dans leur milieu et se sentent redevable vis-à-vis de l'Etat. De manière spécifique l'Etat peut axer son intervention sur :

- La création des aménagements hydroagricoles dans les zones rurales pour la pratique du maraichage afin de favoriser l'emploi des jeunes qui dépendent majoritairement de l'agriculture ;
- La sensibilisation, la formation et l'accompagnement des jeunes dans la pratique des cultures de contre saison afin de leur permettre d'être autonome et de pouvoir résister aux tentations des plus offrants ;
- L'implication des populations cibles dans la définition et la mise en place des projets de développement afin de favoriser une

meilleure adéquation entre l'offre et les réels besoins des localités ;

- L'élaboration d'un modèle de développement économique et social pour les jeunes en milieu rural et l'incitation de tous les partenaires à intervenir en synergie afin de s'occuper en permanence du volet développement, enseignement Coranique et instruction civique.
- Le renforcement des campagnes des sensibilisations des jeunes sur les textes fondamentaux, sur les droits et devoirs des citoyens, sur l'importance de la paix, la cohésion sociale et la tolérance ;
- L'implication des marabouts dans les projets de sensibilisation et la multiplication des séances de sensibilisation en zones rurales surtout. Ils peuvent aider à détecter et expliquer les versets coraniques utilisés par les extrémistes pour enrôler et justifier les djihades à l'endroit des jeunes.

✓ **A l'endroit du Centre National d'Etude Stratégique et de Sécurité (CNESS)**

Le niveau des indicateurs de vulnérabilité nécessite l'engagement de tous les acteurs et cela nécessite des outils et de l'encadrement. Nous recommandons au CNESS de :

- Accélérer l'élaboration de la stratégie nationale de prévention de la radicalisation,
- Diffuser le plus rapidement et largement que possibles la stratégie au niveau des ONG et bailleurs,
- Elaborer un outil d'analyse Rapide des Risques de Radicalisation (A3R) qui servira d'outils de référence pour cibler les

bénéficiaires des projets de prévention de la radicalisation au Niger. L'outil sera conçu sous forme de logiciel.

- Mettre urgemment en place un Observatoire de Prévention de l'Extrémisme Violent au Niger (OPEV) qui travaillera avec les partenaires de mise en œuvre sur le terrain. Cet observatoire sera chargé de mener les études de référence, de faire le suivi des indicateurs et de capitaliser les interventions de tous les partenaires de mise en œuvre. L'observatoire produira des rapports réguliers pour l'Etat et ses partenaires sur l'évolution des indicateurs de vulnérabilité face à la radicalisation et les oriente vers les zones prioritaires. Cet observatoire travaillera en étroite collaboration avec toutes les ONG et OSC qui travaillent dans le cadre de la prévention de l'extrémisme.

2. Pour la réduction des facteurs de vulnérabilité en milieu rural

✓ A l'endroit de l'Etat et ses partenaires

L'Etat et ses partenaires doivent cibler les jeunes les plus vulnérables à la radicalisation pour leur initier un programme de formation technique couplé d'un programme d'alphabétisation et d'un programme d'enseignement coranique. Après leur formation, ils peuvent être insérés au niveau des Pôles Emploi pour Jeune en milieu rural ou être accompagnés à se mettre à leurs propres comptes.

3. Pour la réduction des facteurs de vulnérabilité en milieu universitaire classique

✓ A l'endroit de l'Etat et ses partenaires

Pour réduire la dépendance des étudiants aux allocations de l'Etat, ce dernier peut initier un programme de jobs de vacances pour les étudiants désireux d'y travailler afin de renforcer leur autonomie financière. Pendant les deux mois de vacances, l'Etat et ses partenaires peuvent programmer des activités très utiles nécessitant une haute intensité de mains d'ouvres (par ex recensement des maisons de location et des

boutiques pour la Direction des impôts, session de sensibilisation sur l'hygiène, l'assainissement et la protection de l'environnement etc.).

4. Pour la réduction des facteurs de vulnérabilité en milieu universitaire arabo-islamique

✓ A l'endroit de l'Etat et ses partenaires

Pour réduire le sentiment de discrimination des diplômés arabo-islamiques, l'Etat doit orienter les étudiants dans les filières utiles à l'administration. Les étudiants diplômés de ces filières doivent être recrutés dans l'administration publique et privée au même titre que les autres diplômés de l'enseignement classique.

L'Etat doit aussi veiller sur les programmes dispensés dans ces universités.

5. pour réduire les facteurs de vulnérabilité en milieu carcéral

✓ A l'endroit de l'Etat et ses partenaires

L'Etat doit renforcer son système judiciaire pour que tous les droits des prévenus soient garantis et que les jugements en assise se tiennent régulièrement,

L'Etat doit séparer les « djihadistes » des détenus de droit commun.

6. Pour renforcer l'Etat de droit et la culture démocratique

✓ A l'endroit de l'Etat et ses partenaires

L'Etat et ses partenaires doivent :

- Promouvoir la transparence dans la gestion des ressources publiques en instituant des comptes rendu annuels in situ auprès des populations,
- Impliquer davantage les populations (surtout les jeunes) dans l'élaboration des projets et programmes de développement,

- Harmoniser les communications afin que l'Etat reprenne le leadership de toutes activités conduites sur le territoire national.

Bibliographie

Auswärtiges Amt, Aussen und Europapolitik, Länderinformationen, Niger, Wirtschaftspolitik <https://www.auswaertiges-amt.de/de/aussenpolitik/laender/niger-node/wirtschaft/226386>

Bassou A. (2018) Sahélisation de la violence extrémiste : Est-ce la naissance d'une troisième génération de terrorisme? OCP policy center <http://www.ocppc.ma/publications/sah%C3%A9lisation-de-la-violence-extr%C3%A9miste-est-ce-la-naissance-d%E2%80%99une-troisi%C3%A8me-g%C3%A9n%C3%A9ration>

Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung: Niger http://www.bmz.de/de/laender_regionen/subsahara/niger/index.jsp

CNRS le journal. (2016). Face au terrorisme, la recherche en action ; comprendre la radicalisation. <https://lejournal.cnrs.fr/nos-blogs/face-au-terrorisme-la-recherche-en-action/comprendre-la-radicalisation>

CSFRS-AFD (2013) : PERILAN N-N : Evaluation des risques au Niger et sur l'axe Niger-Nigéria, rapport de synthèse

Das Länder- Informations- portal (Liportal) : Niger <https://www.liportal.de/niger/ueberblick/>

Grégoire E. Dangers extérieurs, dangers intérieurs : le Niger face au radicalisme islamique EchoGéo, Sur le Vif 2015, p6 http://horizon.documentation.ird.fr/exl_doc/pleins_textes/divers17-02/010068996.pdf

Marret, J.L.; Feddes, A.R.; Mann, L.; Doosje, E.J.; Griffioen-Young, H. (2013). An Overview of the SAFIRE Project: A Scientific Approach

to Finding Indicators and Responses to Radicalisation.
https://pure.uva.nl/ws/files/1678195/140359_file400567.pdf

Michele J. Gelfand M J, Bélanger J J, Sheveland A, Hetiarachchi M, Gunaratna R. (2014) . The Psychology of Radicalization and Deradicalization: How Significance Quest Impacts Violent Extremism
<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/pdf/10.1111/pops.12163>

Moulaye H. et al. (?). Islam au Niger : Evolution des pratiques, rapport d'étude

Parlement Européen. (2015). Rapport sur la prévention de la radicalisation et du recrutement de citoyens de l'Union par des organisations terroristes
http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=//EP//TEXT+REPORT+A8-2015_0316+0+DOC+XML+V0//.

Poitout D. (1981). Délinquance juvénile et urbanisation au Niger et au Nigéria Cahiers d'études africaine, 81 83, P 116
https://www.persee.fr/doc/cea_00080055_1981_num_21_81_2304

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Prévenir et lutter contre l'extrémisme religieux: une approche axe sur le développement.
www.undp.org/content/dam/rba/docs/Reports/UNDP-PVE-updated2017_FR.pdf

Timbuktu Institute (2016) : La violence des jeunes et les enjeux de l'extrémisme violent à Zinder. <http://timbuktu-institute.org/component/k2/item/187-niger-publication-d-une-nouvelle-etude-sur-les-jeunes-et-l-extremisme-violent-dirigee-par-timbuktu-institute>

Tran Ngoc L.(2012) Boko Haram. note d'analyse Grip, p3
https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2012/na_2012-10-04_fr_1-tran-ngoc.pdf

United nations development programme (UNDP): Human development data <http://hdr.undp.org/en/data>

Université de la Paix. (2016). Radicalisation (1) : définition de la problématique. <https://www.universitedepaix.org/radicalisation-et-violence-definition-de-la-problematique->

Zakaria. M. (1998) cité par Moulaye H. et al. (?). Islam au Niger : Evolution des pratiques, rapport d'étude.

ANNEXES

(Tableau des enquêtés par sexe)

Région de Diffa

1. Jeunes enquêtés en milieu universitaire

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Homme	50	94,3	94,3	94,3
Valide Femme	3	5,7	5,7	100,0
Total	53	100,0	100,0	

2. Jeune enquêtés en milieu rural

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Homme	229	78,4	78,4	78,4
Valide Femme	63	21,6	21,6	100,0
Total	292	100,0	100,0	

3. Jeunes enquêtés en milieu urbain

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Homme	107	68,6	68,6	68,6
Valide Femme	49	31,4	31,4	100,0
Total	156	100,0	100,0	

4. Jeunes enquêtés en milieu carcéral

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Homme	10	90,9	90,9	90,9
Valide Femme	1	9,1	9,1	100,0
Total	11	100,0	100,0	

Région de Tahoua

1. Jeunes enquêtés en milieu universitaires

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Homme	164	82,0	82,0	82,0
Valide Femme	36	18,0	18,0	100,0
Total	200	100,0	100,0	

2. Jeunes enquêtés en milieu rural

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Homme	251	67	67	67
Valide Femme	124	33	33	100,0
Total	375	100,0	100,0	

3. Jeunes enquêtés en milieu urbain

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Homme	23	76,7	76,7	76,7
Valide Femme	7	23,3	23,3	100,0
Total	30	100,0	100,0	

4. Jeunes enquêtés en milieu carcéral (Djihadistes).

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Homme	9	90,0	90,0	90,0
Valide Femme	1	10,0	10,0	100,0
Total	10	100,0	100,0	

5. Jeunes enquêtés en milieu carcéral (Djihadistes).

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Homme	15	75,0	75,0	75,0
Valide Femme	5	25,0	25,0	100,0
Total	20	100,0	100,0	

Région de Tillabéri

1. Jeunes enquêtés en milieu universitaire

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Homme	52	78,8	78,8	78,8
Valide Femme	14	21,2	21,2	100,0
Total	66	100,0	100,0	

2. Jeunes enquêtés en milieu universitaire (Arabe)

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide masculin	96	100,0	100,0	100,0

3. Jeunes enquêtés en milieu rural

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Homme	170	89,5	89,5	89,5
Valide Femme	20	10,5	10,5	100,0
Total	190	100,0	100,0	

4. Jeunes enquêtés en milieu urbain

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Homme	44	95,7	95,7	95,7
Valide Femme	2	4,3	4,3	100,0
Total	46	100,0	100,0	

5. Jeunes enquêtés en milieu carcéral (ordinaires)

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Homme	23	100,0	100,0	100,0

6. Jeunes enquêtés en milieu carcéral (djihadistes)

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Homme	20	100,0	100,0	100,0

Région de Zinder

1. Jeunes enquêtés en milieu Universitaire

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Homme	64	73,6	73,6	73,6
Valide Femme	23	26,4	26,4	100,0
Total	87	100,0	100,0	

2. Jeunes enquêtés en milieu rural

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Homme	124	77,5	77,5	77,5
Valide Femme	36	22,5	22,5	100,0
Total	160	100,0	100,0	

3. Jeunes enquêtés en milieu urbain

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Homme	72	72,0	72,0	72,0
Valide Femme	28	28,0	28,0	100,0
Total	100	100,0	100,0	

4. Jeunes enquêtés en milieu carcéral (ordinaires)

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Homme	12	75,0	75,0	75,0
Valide Femme	4	25,0	25,0	100,0
Total	16	100,0	100,0	

Région de Niamey

1. Jeunes enquêtés en milieu universitaire

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Homme	149	69,6	69,6	69,6
Valide Femme	65	30,4	30,4	100,0
Total	214	100,0	100,0	

2. Jeunes enquêtés en milieu universitaire (Arabe)

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
masculin	72	91,1	91,1	91,1
Valide féminin	7	8,9	8,9	100,0
Total	79	100,0	100,0	

3. Jeunes enquêtés en milieu urbain

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Homme	158	79,0	79,0	79,0
Valide Femme	42	21,0	21,0	100,0
Total	200	100,0	100,0	

4. Jeunes enquêtés en milieu carcéral (Djihadistes)

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Homme	10	71,4	71,4	71,4
Valide Femme	4	28,6	28,6	100,0
Total	14	100,0	100,0	

5. Jeunes enquêtés en milieu carcéral (ordinaires)

Sexe de l'enquêté

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Homme	4	100,0	100,0	100,0



MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF DENMARK
DANIDA
INTERNATIONAL
DEVELOPMENT COOPERATION

